

Tableau des lois d'intérêt public et des ministres responsables

Chapitres des lois révisées (1985), y compris les modifications et certaines autres lois d'intérêt public et leurs modifications

Mis à jour jusqu'au 2015, ch. 42 et Gazette du Canada, Partie II, Vol. 149, No 26 (2016-12-09)

S

Saint-Jean, Quais et bâtiments dans le port de — 1910, ch. 53

(Saint John Wharfs and Buildings at Harbour)

Saint-Jean et Québec, Chemin de fer

(Saint John and Quebec Railway)

1911, ch. 11; 1912, ch. 49 et 1914, ch. 52 abrogés, 1916, ch. 23, art. 2; 1916, ch. 23; 1917, ch. 22; 1919, ch. 7, 31; 1921, ch. 12; 1925, ch. 25; 1928, ch. 8

Saisie-arrêt et la distraction de pensions, Loi sur la — L.R. (1985), ch. G-2

(Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act)

a) le ministre de la Justice (partie I) (TR/84-5), et aux fins des articles 46 et 47 de cette loi, des lois ou des règlements mentionnés aux numéros 12 et 16 de l'annexe de cette loi, et des autres dispositions de la partie II de cette loi dans la mesure où ces dispositions concernent la *Loi sur les juges*; (TR/84-6)

b) le ministre de la Défense nationale, chargé de l'application des dispositions de la partie II de cette loi, à l'exception des articles 46 et 47, dans la mesure où ces dispositions concernent la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes* et la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense*; (TR/84-6)

c) le ministre des Finances, chargé de l'application des dispositions de la partie II de cette loi, à l'exception des articles 46 et 47, dans la mesure où ces dispositions concernent la *Loi sur les allocations des parlementaires*; (TR/84-6)

d) le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, chargé de l'application des dispositions de la partie II de cette loi, à l'exception des articles 46 et 47, dans la mesure où ces dispositions concernent

(i) la Loi sur le gouverneur général,

(ii) la Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs,

(iii) la Loi sur la pension spéciale du service diplomatique,

(iv) la Loi sur la pension de la fonction publique,

(v) la Loi sur la pension du service civil,

(vi) la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, partie I,

(vii) la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, parties II et III,

(viii) la Loi sur la monnaie, l'Hôtel des monnaies et le fonds des changes S.R.C. 1952, ch. 315, par. 15(2),

(ix) la Loi sur les allocations aux anciens combattants, par. 28(10),

(x) Règlements établis en vertu du crédit 181 de la Loi des subsides n° 5 de 1961, et

(xi) la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt (TR/84-6)

art. 2, 1997, ch. 1, art. 24

art. 4, 1992, ch. 1, art. 141, ann. IV, art. 1; 2014, ch. 39, art. 331

art. 5, 2014, ch. 39, art. 332

art. 6, 1997, ch. 1, art. 25

art. 8, 1997, ch. 1, art. 26

art. 9, abrogé, 1997, ch. 1, art. 27

art. 10, 1997, ch. 1, art. 27

art. 11, 1997, ch. 1, art. 28

Section IV, 2015, ch. 36, art. 126

art. 16, 2004, ch. 7, art. 10; 2006, ch. 9, art. 10; 2015, ch. 36, art. 127

art. 17, 2004, ch. 7, art. 11; 2006, ch. 9, art. 11; 2015, ch. 36, art. 128

art. 18, 1997, ch. 1, art. 29; 2004, ch. 7, art. 12; 2006, ch. 9, art. 12; 2015, ch. 36, art. 129

art. 19, 2004, ch. 7, art. 12; 2006, ch. 9, art. 12; 2015, ch. 36, art. 130

art. 20, abrogé, 1997, ch. 1, art. 30

art. 21, 1997, ch. 1, art. 30; 2004, ch. 7, art. 13; 2006, ch. 9, art. 13; 2015, ch. 36, art. 131

art. 22, 1997, ch. 1, art. 30; 2004, ch. 7, art. 14; 2006, ch. 9, art. 14; 2015, ch. 36, art. 132

art. 23, 1997, ch. 1, art. 31; 2004, ch. 7, art. 15; 2006, ch. 9, art. 15; 2015, ch. 36, art. 133

art. 24, 2004, ch. 7, art. 16; 2006, ch. 9, art. 16; 2015, ch. 36, art. 134

art. 26, 2004, ch. 7, art. 17; 2006, ch. 9, art. 17; 2015, ch. 36, art. 135

art. 32, L.R., ch. 3 (2^e suppl.), art. 29; 1997, ch. 1, art. 32; 2000, ch. 12, art. 120

art. 33, 2000, ch. 12, art. 121

art. 35, 1997, ch. 1, art. 33

art. 35.1, ajouté, 1997, ch. 1, art. 33; 2003, ch. 22, al. 225z)(A); 2012, ch. 31, art. 502

art. 35.2 à 35.4, ajoutés, 1997, ch. 1, art. 33

art. 36, 1997, ch. 1, art. 34

art. 38, 1997, ch. 1, art. 35

art. 39, 1997, ch. 1, art. 36

art. 40, 1997, ch. 1, art. 37

art. 40.1, ajouté, 1997, ch. 1, art. 38

art. 46, 1997, ch. 1, art. 39

annexe, 1997, ch. 1, art. 40

dispositions générales, L.R., ch. 4 (2^e suppl.), art. 55

disposition générale, 2004, ch. 7, art. 9

disposition générale, 2006, ch. 9, art. 9

EEV, L.R., ch. 3 (2^e suppl.) en vigueur 01.06.86 voir TR/86-70

EEV, L.R., ch. 4 (2^e suppl.), art. 55 en vigueur 02.05.88 voir TR/88-88

S

Saisie-arrêt et la distraction de pensions, Loi sur la — L.R. (1985), ch. G-2 (suite)

EEV, 1992, ch. 1, art. 141, ann. IV, art. 1 en vigueur à la sanction 28.02.92
 EEV, 1997, ch. 1, art. 24 à 40 en vigueur 01.05.97 *voir* TR/97-43
 EEV, 2000, ch. 12, art. 120 et 121 en vigueur 31.07.2000 *voir* TR/2000-76 *voir aussi* par. 340(4)
 EEV, 2003, ch. 22, art. 225 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
 EEV, 2004, ch. 7, art. 9 à 17 en vigueur 17.05.2004 *voir* TR/2004-52
 EEV, 2006, ch. 9, art. 9 à 17 en vigueur 09.07.2007 *voir* TR/2007-75
 EEV, 2012, ch. 31 (sanction : 14.12.2012), art. 502 en vigueur 01.01.2013 *voir* par. 514(1)
 EEV, 2014, ch. 39, art. 331 et 332 en vigueur à la sanction 16.12.2014.
 EEV, 2015, ch. 36, art. 126 à 135 en vigueur à la sanction 23.06.2015.

Salubrité de l'eau potable des Premières Nations, Loi sur la — 2013, ch. 21

(Safe Drinking Water for First Nations Act)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (art. 2)

art. 5, 2012, ch. 19, art. 65
 EEV, 2012, ch. 19, art. 65 en vigueur à la sanction 29.06.2012.
 EEV, 2013, ch. 21 (sanction : 19.06.2013), loi en vigueur 01.11.2013 *voir* TR/2013-111.

Salubrité des aliments au Canada, Loi sur la — 2012, ch. 24

(Safe Food for Canadians Act)

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (art. 2)

art. 51, 2014, ch. 20, art. 234
art. 60 à 67, abrogés, 2014, ch. 20, art. 235
 disposition de coordination, 2014, ch. 20, art. 237 (*ne s'applique pas*)
 disposition de coordination, 2015, ch. 3, art. 174
 dispositions transitoires, 2012, ch. 24, art. 69 à 75
 EEV, 2012, ch. 24, art. 73 en vigueur à la sanction 22.11.2012;
 art. 1 à 72, 74 et 75 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 111 – Non en vigueur
 EEV, 2014, ch. 20, art. 234, 235 et 237 en vigueur à la sanction 19.06.2014.
 EEV, 2015, ch. 3, art. 174 en vigueur à la sanction 26.02.2015.

Sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire, Loi sur les — 1995, ch. 40

(Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act)

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire ou, en cas de violation constituant une contravention à la Loi sur les produits antiparasitaires, le ministre de la Santé (2002, ch. 28, art. 82)

titre intégral, 1997, ch. 21, art. 29; 1998, ch. 22, art. 26; 2012, ch. 24, art. 97
art. 2, 1997, ch. 21, art. 30; 1998, ch. 22, art. 27; 2002, ch. 28, art. 82; 2005, ch. 38, art. 30 et par. 145(2)b); 2012, ch. 24, art. 98; 2015, ch. 2, art. 113
art. 4, 2012, ch. 24, art. 99; 2015, ch. 2, art. 114
art. 6, 2015, ch. 2, art. 115
art. 7, 2012, ch. 24, art. 100(A); 2015, ch. 2, art. 116
art. 11, 2015, ch. 2, art. 117(A)
art. 15, 2012, ch. 24, art. 101; 2015, ch. 2, art. 118(F)
art. 26, 2015, ch. 2, art. 119
art. 27 à 45, 2012, ch. 24, art. 102
art. 46 à 90, abrogés, 2012, ch. 24, art. 102
 disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)
 disposition de coordination, 2012, ch. 24, art. 109
 disposition de coordination, 2014, ch. 20, art. 480
 dispositions transitoires, 2012, ch. 24, art. 69 à 71
 modifications conditionnelles, 1998, ch. 22, art. 28
 EEV, 1995, ch. 40 en vigueur 30.07.97 *voir* TR/97-89
 EEV, 1997, ch. 21, art. 29 et 30 en vigueur 01.04.98 *voir* TR/98-52
 EEV, 1998, ch. 22, art. 26 à 28 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* art. 30 – Non en vigueur
 EEV, 2002, ch. 28, art. 82 en vigueur 28.06.2006 *voir* TR/2006-93
 EEV, 2005, ch. 38, art. 145 en vigueur à la sanction 03.11.2005; art. 30 en vigueur 12.12.2005 *voir* TR/2005-119
 EEV, 2012, ch. 24, art. 109 en vigueur à la sanction 22.11.2012; art. 69 à 71 et 97 à 102 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 111 – Non en vigueur
 EEV, 2014, ch. 20, art. 480 en vigueur à la sanction 19.06.2014.
 EEV, 2015, ch. 2 (sanction : 25.02.2015), art. 113 à 119 en vigueur 27.02.2015 *voir* TR/2015-17.

Sanction royale, Loi sur la — 2002, ch. 15

(Royal Assent Act)

Le président du Conseil privé

EEV, 2002, ch. 15 en vigueur à la sanction 04.06.2002

S

Santé, Loi canadienne sur la**— L.R. (1985), ch. C-6***(Canada Health Act)***Le ministre de la Santé****titre intégral**, 1995, ch. 17, art. 33**art. 2**, 1995, ch. 17, art. 34; 1996, ch. 8, al. 32(1)a); 1999, ch. 26, art. 11; 2012, ch. 19, art. 377 et 407**art. 4**, 1995, ch. 17, art. 35**art. 5**, 1995, ch. 17, art. 36; 2012, ch. 19, art. 408**art. 6**, abrogé, 1995, ch. 17, art. 36**art. 13**, 1995, ch. 17, art. 37; 2012, ch. 19, art. 409(A)**art. 15**, 1995, ch. 17, art. 38**art. 16 et 17**, 1995, ch. 17, art. 39**art. 22**, 1995, ch. 17, art. 40; 2012, ch. 19, art. 410(A)EEV, 1995, ch. 17, art. 33 à 40 en vigueur 01.04.96 *voir* art. 41EEV, 1996, ch. 8, art. 32 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-69EEV, 1999, ch. 26, art. 11 est réputé entré en vigueur 01.04.99 *voir* par. 13(1)EEV, 2012, ch. 19, art. 407 à 410 en vigueur à la sanction 29.06.2012; art. 377 en vigueur 07.06.2013 *voir* TR/2013-66.**Santé des animaux, Loi sur la — 1990, ch. 21***(Health of Animals Act)***Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire****art. 2**, 1994, ch. 38, al. 25(1)i); 1995, ch. 40, art. 54; 1997, ch. 6, art. 67; 2001, ch. 4, al. 173a(F); 2012, ch. 24, art. 93; 2015, ch. 2, art. 84**art. 6**, abrogé, 2015, ch. 2, art. 85**art. 10**, 2015, ch. 3, art. 100(F)**art. 11.1**, ajouté, 2015, ch. 2, art. 86**art. 12**, 2015, ch. 2, art. 87(F)**art. 16**, 2015, ch. 2, art. 88(F)**art. 17 et 18**, 2015, ch. 2, art. 89**art. 20**, 2001, ch. 26, art. 304**art. 25**, 2012, ch. 19, art. 507; 2015, ch. 3, art. 101(F)**art. 26 et 27**, 2012, ch. 19, art. 508**art. 27.1 à 27.6**, ajoutés, 2012, ch. 19, art. 508**art. 28**, 2012, ch. 19, art. 508**art. 31**, 2015, ch. 3, art. 102(F)**art. 32**, 1997, ch. 6, art. 68; 2005, ch. 38, art. 117**art. 33**, 2012, ch. 19, art. 509**art. 36**, 2015, ch. 2, art. 90**art. 37**, 2015, ch. 3, art. 103(F)**art. 38**, 2015, ch. 2, art. 91**art. 40**, 1995, ch. 40, art. 55**art. 41**, 1995, ch. 40, art. 56**art. 43**, 2015, ch. 3, art. 104(F)**art. 45**, 1995, ch. 40, art. 57; 2015, ch. 2, art. 92**art. 46**, 1995, ch. 40, art. 58**art. 47**, 1995, ch. 40, art. 59; 2015, ch. 2, art. 93**art. 48**, 2015, ch. 3, art. 105(F)**art. 50**, 2015, ch. 2, art. 94**art. 50.1**, ajouté, 2015, ch. 2, art. 94**art. 51**, 1997, ch. 6, art. 69**art. 52**, 1997, ch. 6, art. 70**art. 53**, 1997, ch. 6, art. 70; 2012, ch. 19, art. 510**art. 54**, 1995, ch. 40, art. 60**art. 55**, 1997, ch. 6, art. 71; 2015, ch. 3, art. 106(A)**art. 59**, 2001, ch. 4, al. 173a(F)**art. 61**, 2012, ch. 19, art. 511; 2015, ch. 3, art. 107(F)**art. 63**, 1993, ch. 34, art. 75**art. 64**, 1993, ch. 34, art. 76; 2012, ch. 19, art. 512, ch. 24, art. 94; 2015, ch. 2, art. 95**art. 64.1 à 64.3**, ajoutés, 2015, ch. 2, art. 96**art. 65**, 1995, ch. 40, art. 61; 2012, ch. 19, art. 513(F)**art. 66**, 1995, ch. 40, art. 62; 2012, ch. 19, art. 514**art. 68**, 2015, ch. 2, art. 97**art. 69**, abrogé, 1992, ch. 47, art. 84, ann., art. 7**art. 71 et 72**, 2015, ch. 2, art. 98**art. 74**, 1995, ch. 40, art. 63**art. 75**, 1993, ch. 34, art. 77(F)

disposition de coordination, 2012, ch. 24, art. 110

disposition générale, 1994, ch. 38, par. 25(2)

disposition générale, 2012, ch. 19, art. 506

dispositions transitoires, 1990, ch. 21, art. 75; 1993, ch. 34, art. 77(F)

EEV, 1990, ch. 21 en vigueur 01.01.91 *voir* TR/91-2EEV, 1992, ch. 47, art. 84, ann., art. 7 entre en vigueur dans une province ou partout au Canada à la date ou aux dates fixées par décret pour cette province ou pour tout le pays *voir* par. 86(2) et aussi 1996, ch. 7, art. 42 – Non en vigueur

EEV, 1993, ch. 34, art. 75 à 77(F) en vigueur à la sanction 23.06.93

EEV, 1994, ch. 38, art. 25 en vigueur 12.01.95 *voir* TR/95-9EEV, 1995, ch. 40, art. 54 à 63 en vigueur 30.07.97 *voir* TR/97-89EEV, 1997, ch. 6, art. 67 à 71 en vigueur 01.04.97 *voir* TR/97-37EEV, 2001, ch. 4, art. 173 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71EEV, 2001, ch. 26, art. 304 en vigueur 01.07.2007 *voir* TR/2007-65EEV, 2005, ch. 38, art. 117 en vigueur 12.12.2005 *voir* TR/2005-119EEV, 2012, ch. 19 (sanction : 29.06.2012), art. 506 à 514 en vigueur 01.01.2013 *voir* art. 515 (*mais* par. 512(2) abrogé avant d'entrer en vigueur *voir* 2012, ch. 24, par. 110(3))EEV, 2012, ch. 24, art. 94 et 110 en vigueur à la sanction 22.11.2012; art. 93 entre en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 111 – Non en vigueurEEV, 2015, ch. 2 (sanction : 25.02.2015), art. 84 à 98 en vigueur 27.02.2015 *voir* TR/2015-17.

EEV, 2015, ch. 3, art. 100 à 107 en vigueur à la sanction 26.02.2015.

S

Santé des non-fumeurs, Loi sur la
— L.R. (1985), ch. 15 (4^e suppl.)
(Non-smokers' Health Act)

Le ministre des Transports et le ministre du Travail
(TR/88-242); le ministre du Travail (art. 9) (TR/95-36)

art. 2, 1989, ch. 7, art. 1; 1996, ch. 10, art. 247; 2000, ch. 20, art. 28; 2001, ch. 26, art. 312; 2003, ch. 22, art. 176; 2004, ch. 7, art. 25; 2006, ch. 9, art. 19; 2013, ch. 40, art. 202; 2015, ch. 36, art. 143
art. 3, 1989, ch. 7, art. 1; 2000, ch. 20, art. 29
art. 4 à 6, 1989, ch. 7, art. 1
art. 7, 1989, ch. 7, art. 1; 1992, ch. 47, art. 84, ann., art. 9
art. 8, 1989, ch. 7, art. 1
art. 8.1, ajouté, 1996, ch. 12, art. 5; 1997, ch. 9, art. 125
art. 8.2, ajouté, 1996, ch. 12, art. 5; 1997, ch. 9, art. 125
art. 9, ajouté, 1989, ch. 7, art. 1; 1992, ch. 47, art. 84, ann., art. 10
art. 10, ajouté, 1989, ch. 7, art. 1 [ancien art. 10 abrogé, 1989, ch. 7, art. 3]
art. 11 et 12, ajoutés, 1989, ch. 7, art. 1
art. 13, ajouté, 1989, ch. 7, art. 1; 1992, ch. 47, art. 84, ann., art. 11
art. 14, ajouté, 1989, ch. 7, art. 1; abrogé, 1992, ch. 47, art. 84, ann., art. 11; 1993, ch. 34, art. 96
art. 15, renuméroté [ancien art. 9]; 1989, ch. 7, art. 2
art. 16, ajouté, 1989, ch. 7, art. 4
 modifications conditionnelles, 1997, ch. 9, al. 125g) et h)
 EEV, L.R., ch. 15 (4^e suppl.) en vigueur 29.12.89 *voir* 1989, ch. 7, art. 4
 EEV, 1989, ch. 7 en vigueur 29.06.89
 EEV, 1992, ch. 47, art. 84, ann., art. 9 à 11 entrent en vigueur dans une province ou partout au Canada à la date ou aux dates fixées par décret pour cette province ou pour tout le pays *voir* par. 86(2) et aussi 1996, ch. 7, art. 42 – Non en vigueur
 EEV, 1993, ch. 34, art. 96 en vigueur à la sanction 23.06.93
 EEV, 1996, ch. 10, art. 247 en vigueur 01.07.96 *voir* TR/96-53
 EEV, 1996, ch. 12, art. 5 en vigueur à la sanction 29.05.96
 EEV, 1997, ch. 9, al. 125(1)g) et h) en vigueur 31.05.2000 *voir* TR/2000-42
 EEV, 2000, ch. 20, art. 28 et 29 en vigueur 30.09.2000 *voir* TR/2000-67
 EEV, 2001, ch. 26, art. 312 en vigueur 01.07.2007 *voir* TR/2007-65
 EEV, 2003, ch. 22, art. 176 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
 EEV, 2004, ch. 7, art. 25 en vigueur 17.05.2004 *voir* TR/2004-52
 EEV, 2006, ch. 9, art. 19 en vigueur 09.07.2007 *voir* TR/2007-75
 EEV, 2013, ch. 40 (sanction : 12.12.2013), art. 202 en vigueur 31.10.2014 *voir* TR/2014-52.
 EEV, 2015, ch. 36, art. 143 en vigueur à la sanction 23.06.2015.

Saskatchewan, Acte de la (1905, ch. 42) (voir
aussi S.R. 1970, Appendice II, No 20)
(Saskatchewan Act...)

Saskatchewan, Loi des ressources naturelles de
la
(Saskatchewan Natural Resources Act)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

1930, ch. 41; 1931, ch. 51; 1938, ch. 36; 1947, ch. 45; 1948, ch. 69; 1951, ch. 60

Saskatchewan, n° 2, Loi des ressources
naturelles de la
(Saskatchewan Natural Resources Act, No. 2)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

1930, ch. 51

Sceaux, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-6
(Seals Act)

Le ministre de l'Industrie (1995, ch. 1, par. 62(3))

Sechelte, voir Autonomie gouvernementale de
la bande...
(Sechelt see Self-Government)

Secrets officiels, Loi sur les
[Nouvelle appellation voir Protection de l'information, Loi
sur la]
(Official Secrets Act)

Sécurité automobile, Loi sur la — 1993, ch. 16
(Motor Vehicle Safety Act)

Le ministre des Transports

Titre intégral, 2014, ch. 20, art. 212(F)
art. 2, 1999, ch. 33, art. 350; 2011, ch. 1, art. 2; 2014, ch. 20, art. 213 et 233
art. 3, 2014, ch. 20, art. 214 et par. 366(1)(A)
art. 5, 1999, ch. 33, art. 351; 2014, ch. 20, art. 216
art. 7, 2011, ch. 1, art. 3; 2011, ch. 24, art. 185; 2014, ch. 20, art. 217 et 233
art. 8, abrogé, 1999, ch. 33, art. 352; ajouté, 2014, ch. 20, art. 218
art. 9, 1999, ch. 33, art. 353; 2014, ch. 20, art. 219
art. 10, 2014, ch. 20, art. 221
art. 10.1 à 10.3, ajoutés, 2014, ch. 20, art. 222
art. 11, 2014, ch. 20, art. 223
art. 12, 2014, ch. 20, art. 224
art. 12.1, ajouté, 2014, ch. 20, art. 224
art. 14, 2014, ch. 20, art. 225
art. 15, 2014, ch. 20, art. 226

S

Sécurité automobile, Loi sur la — 1993, ch. 16 (suite)

art. 17, 2011, ch. 24, art. 186; 2014, ch. 20, art. 227
art. 20, 2014, ch. 20, art. 229
art. 21, abrogé, 1999, ch. 33, art. 354
annexe II, abrogée, 2014, ch. 20, art. 230
dispositions générales, 2014, ch. 20, art. 215, 220 et 228
EEV, 1993, ch. 16 en vigueur 12.04.95 voir TR/95-40
EEV, 1999, ch. 33, art. 350 à 354 en vigueur 31.03.2000 voir TR/2000-15
EEV, 2011, ch. 1 (sanction : 23.03.2011), art. 2 et 3 abrogés avant d'entrer en vigueur voir 2014, ch. 20, art. 233.
EEV, 2011, ch. 24, art. 185 et 186 en vigueur à la sanction 15.12.2011
EEV, 2014, ch. 20, art. 212, 214 à 216, par. 217(2) et (5), art. 218, 219, 223 à 229 et 233 en vigueur à la sanction 19.06.2014;
— art. 220 à 222 en vigueur 15.05.2015 voir TR/2015-38;
— art. 213, par. 217(1), (3), (4) et (6), art. 230 et par. 366(1) entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir art. 238 – Non en vigueur.

Sécurité de la vieillesse, Loi sur la

— L.R. (1985), ch. O-9

(Old Age Security Act)

Le ministre du Développement social (2005, ch. 35, art. 67)

art. 2, ch. 34 (1^{er} suppl.), art. 1 et par. 10(2); 1995, ch. 33, art. 1; 1996, ch. 11, al. 95*k*); ch. 18, art. 50; 1998, ch. 21, art. 105 et al. 119(2)*a*)(A); 1999, ch. 22, art. 87; 2000, ch. 12, art. 192 et al. 209*a*)(A); 2001, ch. 27, art. 263; 2005, ch. 35, al. 67*e*); 2006, ch. 4, art. 180; 2007, ch. 35, art. 129; 2008, ch. 28, art. 156; 2009, ch. 33, art. 31; 2010, ch. 22, art. 2; 2012, ch. 19, art. 235 et sous-al. 694*f*)(i); 2013, ch. 40, sous-al. 238(1)*k*)(i)
art. 2.1, ajouté, 2012, ch. 19, art. 446
art. 2.2, ajouté, 2012, ch. 19, art. 447
art. 3, 2012, ch. 19, art. 448
art. 4.1, ajouté, 2012, ch. 19, art. 449
art. 5, 1995, ch. 33, art. 2; 2000, ch. 12, al. 209*b*)(A); 2010, ch. 22, art. 3; 2012, ch. 19, art. 296 et 450; 2013, ch. 40, sous-al. 236(1)*g*)(i)
art. 5.1, ajouté, 2007, ch. 11, art. 15
art. 7.1, ajouté, 2012, ch. 19, art. 451
art. 8, 1995, ch. 33, art. 3; 2010, ch. 22, art. 4; 2012, ch. 19, art. 452(F)
art. 9.1, ajouté, 1995, ch. 33, art. 4
art. 9.2, ajouté, 2010, ch. 22, art. 5
art. 9.3, ajouté, 2012, ch. 19, art. 453
art. 10, 1998, ch. 21, art. 106
art. 11, 1995, ch. 33, art. 5; 1996, ch. 18, art. 51; 1998, ch. 21, art. 107, al. 119(1)*a*) et (2)*b*)(A); 2000, ch. 12, al. 209*c*)(A); 2001, ch. 27, art. 264; 2007, ch. 11, art. 16; 2012, ch. 19, art. 454; 2014, ch. 20, art. 371
art. 12, 1996, ch. 18, art. 52; 1998, ch. 21, art. 108 et al. 119(1)*b*); 1999, ch. 22, art. 88; 2000, ch. 12, al. 207(1)*a*) et *b*); 2005, ch. 30, art. 136
art. 12.1, ajouté, 2011, ch. 15, art. 13

art. 13, 1990, ch. 39, art. 57; 1996, ch. 23, al. 187*g*); 1998, ch. 21, art. 109, 1999, ch. 31, al. 246*l*)(F); 2009, ch. 33, art. 32
art. 14, 1995, ch. 33, art. 6; 1998, ch. 21, art. 110 et al. 119(1)*c*); 2000, ch. 12, al. 207(1)*c*) et *d*); 2007, ch. 11, art. 17; 2012, ch. 19, art. 455
art. 15, 1995, ch. 33, art. 7; 1998, ch. 21, art. 111, 2000, ch. 12, art. 194, al. 207(1)*e*) et par. (3)(F); 2007, ch. 11, art. 18; 2010, ch. 22, art. 6; 2012, ch. 19, art. 456
art. 16, 1995, ch. 33, art. 8; 2012, ch. 19, art. 457
art. 17, 1998, ch. 21, art. 112(A)
art. 18, 1995, ch. 33, art. 9; 1998, ch. 21, art. 113
art. 18.1 et 18.2, ajoutés, 2012, ch. 19, art. 458
art. 19, L.R., ch. 34 (1^{er} suppl.), art. 2; 1995, ch. 33, art. 10; 1996, ch. 18, art. 53; 1998, ch. 21, art. 114 et al. 119(1)*d*); 2000, ch. 12, art. 196, al. 207(1)*f*) et 209*d*) à *g*)(A); 2001, ch. 27, art. 265; 2007, ch. 11, art. 19; 2010, ch. 22, art. 7; 2012, ch. 19, art. 297 et 459; 2013, ch. 40, sous-al. 236(1)*g*) (ii); 2014, ch. 20, art. 372
art. 20, L.R., ch. 34 (1^{er} suppl.), art. 3; 2000, ch. 12, al. 209*h*) (A)
art. 21, L.R., ch. 34 (1^{er} suppl.), art. 4; 1995, ch. 33, art. 11; 1998, ch. 21, art. 115 et al. 119(1)*e*), *f*) et *g*); 2000, ch. 12, art. 197, al. 207(1)*g*), 208(1)*a*) à *d*), par. 208(2)(A) et al. 209*i*) à *m*)(A); 2001, ch. 27, art. 266; 2007, ch. 11, art. 20; 2010, ch. 22, art. 8; 2012, ch. 19, art. 298 et 460; 2013, ch. 40, sous-al. 236(1)*g*)(iii); 2014, ch. 20, art. 373
art. 21.1, ajouté, 2015, ch. 17, art. 2
art. 22, L.R., ch. 34 (1^{er} suppl.), art. 5; 1995, ch. 33, art. 12; 1996, ch. 18, art. 54; 1998, ch. 21, art. 116 et al. 119(1)*h*); 1999, ch. 22, art. 89; 2000, ch. 12, art. 198, 206, al. 207(1)*h*), à *j*), par. 207(2)(A), 208(1)*e*) et *f*), (2)(*a*)(A) et al. 209*n*) et *o*) (A); 2005, ch. 30, art. 137; 2010, ch. 22, art. 9
art. 22.1, ajouté, 2011, ch. 15, art. 14
art. 23, 1995, ch. 33, art. 13; 2000, ch. 12, art. 199(A), 206, al. 209*p*)(A); 2010, ch. 22, art. 10; 2012, ch. 19, art. 461(F)
art. 24, 1995, ch. 33, art. 14; 2000, ch. 12, al. 209*p*)(A); 2012, ch. 19, art. 462
art. 25, 1998, ch. 21, al. 119(2)*c*)(A); 2000, ch. 12, al. 209*p*)(A)
art. 26, L.R., ch. 34 (1^{er} suppl.), art. 6; 1995, ch. 33, art. 15; 2000, ch. 12, art. 200; 2007, ch. 11, art. 21
art. 26.01 et 26.02, ajoutés, 2012, ch. 19, art. 463
art. 26.1, ajouté, 2007, ch. 11, art. 22
art. 26.2, ajouté, 2012, ch. 19, art. 464
art. 27.1, ajouté, 1995, ch. 33, art. 16; 1997, ch. 40, art. 100
art. 28, L.R., ch. 34 (1^{er} suppl.), art. 7; L.R., ch. 51 (4^e suppl.), art. 15; 1995, ch. 33, art. 16; 1997, ch. 40, art. 101; 2000, ch. 12, al. 207(1)*k*); 2002, ch. 8, al. 182(1)*z*:5); 2012, ch. 19, art. 236; 2013, ch. 40, sous-al. 236(1)*g*)(iv)
art. 28.1, ajouté, 1995, ch. 33, art. 17
art. 29, 2007, ch. 11, art. 23
art. 30, L.R., ch. 34 (1^{er} suppl.), art. 8; 2000, ch. 12, art. 202 et al. 209*q*)(A); 2007, ch. 11, art. 24
art. 32, 1995, ch. 33, art. 18
art. 33, 1991, ch. 44, art. 32; 1992, ch. 24, art. 17, ch. 48, par. 29(1); 1995, ch. 33, art. 20; 1996, ch. 11, art. 76, al. 97(1)*f*) et 101*c*), ch. 18, art. 55 et al. 58(1)*a*) et *b*), ch. 21, art. 74; 1997, ch. 40, art. 102; 2003, ch. 22, art. 178; 2005, ch. 35, art. 55; 2012, ch. 19, art. 299

S

Sécurité de la vieillesse, Loi sur la — L.R. (1985), ch. O-9 (suite)

art. 33.01, ajouté, 1997, ch. 40, art. 102; 2005, ch. 35, art. 56; 2007, ch. 11, art. 25; abrogé, 2012, ch. 19, art. 299

art. 33.02, ajouté, 1997, ch. 40, art. 102; 2005, ch. 35, art. 57; abrogé, 2012, ch. 19, art. 299

art. 33.03, ajouté, 1997, ch. 40, art. 102; 1999, ch. 17, art. 171; 2000, ch. 34, al. 94*h*(F); 2005, ch. 35, art. 58, ch. 38, al. 138*o*), ch. 49, art. 7; abrogé, 2012, ch. 19, art. 299

art. 33.04, ajouté, 1997, ch. 40, art. 102; abrogé, 2012, ch. 19, art. 299

art. 33.05, ajouté, 1997, ch. 40, art. 102; 2005, ch. 35, art. 59(F); abrogé, 2012, ch. 19, art. 299

art. 33.06, ajouté, 1997, ch. 40, art. 102; 2005, ch. 35, art. 60; abrogé, 2012, ch. 19, art. 299

art. 33.07, ajouté, 1997, ch. 40, art. 102; abrogé, 2012, ch. 19, art. 299

art. 33.08, ajouté, 1997, ch. 40, art. 102; 2005, ch. 35, art. 61; abrogé, 2012, ch. 19, art. 299

art. 33.09, ajouté, 1997, ch. 40, art. 102; 2005, ch. 35, art. 61; abrogé, 2012, ch. 19, art. 299

art. 33.1, ajouté, 1997, ch. 40, art. 102; 2012, ch. 19, art. 299; 2013, ch. 40, al. 237(1)*f*)

art. 33.11, ajouté, 1997, ch. 40, art. 102; 2000, ch. 12, al. 207(1)*f*); 2001, ch. 27, art. 267; 2005, ch. 35, al. 66*e*); 2010, ch. 22, art. 11; abrogé, 2012, ch. 19, art. 299 et 465

art. 33.12 et 33.13, ajoutés, 2005, ch. 35, art. 62; abrogés, 2012, ch. 19, art. 299

art. 34, L.R., ch. 34 (1^{er} suppl.), art. 9; L.R., ch. 1 (4^e suppl.), art. 28; 1995, ch. 33, art. 21; 1996, ch. 18, art. 56; 1998, ch. 21, art. 117; 2000, ch. 12, art. 204, al. 207(1)*m*) et *n*) et al. 209*r*)(A); 2007, ch. 11, art. 26; 2012, ch. 19, art. 237

art. 34.1, ajouté, 2007, ch. 11, art. 27; abrogé, 2012, ch. 19, art. 238

art. 34.2, ajouté, 2007, ch. 11, art. 27

art. 35.1, ajouté, 1997, ch. 40, art. 103

art. 36, 1995, ch. 33, art. 22; 1997, ch. 40, art. 104; 2000, ch. 34, al. 94*h*(F)

art. 37, 1991, ch. 44, art. 33(A); 1995, ch. 33, art. 23; 1997, ch. 40, art. 105; 2001, ch. 4, art. 111; 2007, ch. 11, art. 28

art. 38, 1995, ch. 33, art. 24; 2003, ch. 22, art. 179

art. 39, 2000, ch. 12, art. 205; 2007, ch. 11, art. 29

art. 42, 2007, ch. 11, art. 30

art. 44, 1997, ch. 40, art. 106; 1998, ch. 21, art. 118

art. 44.1, ajouté, 1997, ch. 40, art. 107; 2007, ch. 11, art. 33; 2012, ch. 19, art. 466

art. 44.2, ajouté, 1997, ch. 40, art. 107

art. 46, 1996, ch. 11, al. 95*k*); 2005, ch. 35, al. 67*e*); 2012, ch. 19, sous-al. 694*f*)(ii); 2013, ch. 40, sous-al. 238(1)*k*)(ii)

art. 46.1, ajouté, 2007, ch. 11, art. 35; abrogé, 2012, ch. 19, art. 239

disposition générale, 1995, ch. 33, art. 19

dispositions générales, 2000, ch. 12, art. 193, 195, 201, 203

dispositions générales, 2007, ch. 11, art. 31, 32 et 34

dispositions générales, 2007, ch. 35, art. 135

dispositions générales, 2010, ch. 12, art. 1828 à 1830 (accord avec la Pologne)

disposition générale, DORS/2011-89 (accord avec la République de Macédoine)

disposition générale, DORS/2011-90 (accord avec la Roumanie)

disposition générale, 2012, ch. 19, art. 445(F)

disposition générale, DORS/2014-15 (accord avec la République de Bulgarie)

disposition générale, TR/2014-67 (accord avec la République fédérative du Brésil)

disposition générale, TR/2014-89 (accord avec la République de Serbie)

disposition générale, TR/2015-72 (accord avec la République de l'Inde)

disposition transitoire, 1995, ch. 33, art. 50

dispositions transitoires, 2007, ch. 11, art. 37 et 38

modification conditionnelle, 1995, ch. 33, al. 52*a*)

modification conditionnelle, 1996, ch. 18, par. 58(2) et (3)

EEV, L.R., ch. 34 (1^{er} suppl.) en vigueur 01.09.85 *sauf* l'art. 6 *voir* 10(1); l'art. 6 en vigueur 28.06.85; *voir aussi* par. 10(2)

EEV, L.R., ch. 1 (4^e suppl.) en vigueur 04.02.88

EEV, L.R., ch. 51 (4^e suppl.), art. 15 en vigueur 01.01.91 *voir* TR/90-135

EEV, 1990, ch. 39 (sanction : 23.10.90), par. 57(1) est réputé entré en vigueur le 13.09.88 *voir* par. 57(2)

EEV, 1991, ch. 44, art. 32 et 33 en vigueur 01.01.92 *voir* par. 36(3)

EEV, 1992, ch. 24, art. 17 en vigueur 01.07.92 *voir* TR/92-123

EEV, 1992, ch. 48, par. 29(1) en vigueur 01.01.93 *voir* par. 29(2)

EEV, 1995, ch. 33, art. 1, 2, 4 à 15, 17 à 24, 50 et al. 52*a*) en vigueur à la sanction 13.07.95; par. 3(1) en vigueur 01.11.95 *voir* par. 3(2); art. 16 en vigueur 01.01.97 *voir* TR/96-105

EEV, 1996, ch. 11, art. 76, 95, 97 et 101 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-70

EEV, 1996, ch. 18, art. 50 à 56 sont réputés entrés en vigueur 01.04.96 *voir* art. 57; art. 58 en vigueur à la sanction 20.06.96

EEV, 1996, ch. 21, art. 74 en vigueur à la sanction 20.06.96

EEV, 1996, ch. 23, art. 187 en vigueur 30.06.96 *voir* art. 190

EEV, 1997, ch. 40,

— art. 102 à 105, le par. 44(3) de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, édicté par l'art. 106, et l'art. 44.2 de cette loi, édicté par l'art. 107, en vigueur à la sanction 18.12.97

— art. 100 et 101, le par. 44(4) et l'art. 44.1 de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, édictés respectivement par les art. 106 et 107 en vigueur 01.04.2010 *voir* TR/2010-16

EEV, 1998, ch. 21, art. 105 à 119 en vigueur à la sanction 18.06.98 *voir aussi* les différentes entrées en vigueur

EEV, 1999, ch. 17, art. 171 en vigueur 01.11.99 *voir* TR/99-111

EEV, 1999, ch. 22, art. 87 à 89 en vigueur à la sanction 17.06.99

EEV, 1999, ch. 31, art. 246 en vigueur à la sanction 17.06.99

EEV, 2000, ch. 12, art. 192 à 209 en vigueur 31.07.2000 *voir* TR/2000-76

EEV, 2000, ch. 34, art. 94 en vigueur 27.10.2000 *voir* TR/2000-105

EEV, 2001, ch. 4, art. 111 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71

EEV, 2001, ch. 27, art. 263 à 267 en vigueur 28.06.2002 *voir* TR/2002-97

EEV, 2002, ch. 8, art. 182 en vigueur 02.07.2003 *voir* TR/2003-109

EEV, 2003, ch. 22, art. 178 et 179 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24

EEV, 2005, ch. 30, art. 136 et 137 en vigueur à la sanction 29.06.2005

S

Sécurité de la vieillesse, Loi sur la — L.R. (1985), ch. O-9 (suite)

EEV, 2005, ch. 35, art. 55 à 62, 66 et 67 en vigueur 05.10.2005 voir TR/2005-97
 EEV, 2005, ch. 38, art. 138 en vigueur 12.12.2005 voir TR/2005-119
 EEV, 2005, ch. 49, art. 7 en vigueur à la sanction 25.11.2005
 EEV, 2006, ch. 4, art. 180 en vigueur 01.07.2006 voir art. 181
 EEV, 2007, ch. 11, art. 15, 16, par. 17(1), art. 18 à 27, par. 28(1) et (3) à (5), art. 29 à 31, 34, 35, 37 et 38 en vigueur à la sanction 03.05.2007; par. 17(2) en vigueur 01.07.2008 voir TR/2008-65; par. 28(2), art. 32 et 33 en vigueur 01.04.2010 voir TR/2010-16
 EEV, 2007, ch. 35, art. 129 en vigueur à la sanction 14.12.2007. Voir aussi art. 135 re application
 EEV, 2008, ch. 28 (sanction : 18.06.2008), art. 156 en vigueur 01.07.2008 voir par. 164(2)
 EEV, 2009, ch. 33 (sanction : 15.12.2009), art. 31 et 32 en vigueur 01.01.2010 voir par. 37(1)
 EEV, 2010, ch. 12, art. 1828 à 1830 en vigueur à la sanction 12.07.2010; voir aussi la disposition d'application art. 1830
 EEV, 2010, ch. 22 en vigueur à la sanction 15.12.2010
 EEV, 2011, ch. 15, art. 13 et 14 en vigueur à la sanction 26.06.2011
 EEV, DORS/2011-89, l'Accord en vigueur 01.11.2011
 EEV, DORS/2011-90, l'Accord en vigueur 01.11.2011
 EEV, 2012, ch. 19, par. 237(2), art. 238, 239, 445, 447, 452, 461, 464 and 465 en vigueur à la sanction 29.06.2012;
 — art. 235, 236 et par. 237(1) en vigueur 01.04.2013 voir par. 281(1);
 — art. 296 à 299 et al. 694f) en vigueur 01.03.2013 voir TR/2013-17
 — art. 446, 448 et 451 en vigueur 01.01.2013 voir par. 467(2);
 — art. 449, 450 et 453 en vigueur 01.03.2013 voir TR/2013-18
 — art. 466 en vigueur 01.04.2014 voir TR/2014-31;
 — art. 454 à 460, 462 et 463 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir respectivement par. 467(1) et art. 696 – Non en vigueur
 EEV, 2013, ch. 40, al. 236(1)g), 237(1)l) et 238(1)k) en vigueur à la sanction 12.12.2013.
 EEV, DORS/2014-15, Accords en vigueur 01.03.2014.
 EEV, 2014, ch. 20 (sanction : 19.06.2014), art. 366 et 371 à 373 entrent en vigueur à la date fixée par décret voir art. 374 – Non en vigueur.
 EEV, TR/2014-67, Accord en vigueur 01.08.2014.
 EEV, TR/2014-89, Accord en vigueur 01.12.2014.
 EEV, 2015, ch. 17, art. 2 en vigueur à la sanction 18.06.2015
 EEV, TR/2015-72, Accord en vigueur 01.08.2015.

Sécurité des conteneurs, Loi de la convention sur la — L.R. (1985), ch. S-1
(Safe Containers Convention Act)

Le ministre des Transports

art. 13, 1989, ch. 3, art. 52
 EEV, 1989, ch. 3, par. 52(1), (2) en vigueur 29.03.90 voir TR/90-63

Sécurité des produits de consommation, Loi canadienne sur la — 2010, ch. 21
(Canada Consumer Product Safety Act)

Ministre de la Santé (art. 2)

Annexe 2, DORS/2014-79, art. 1
 EEV, 2010, ch. 21 (sanction : 15.12.2010), la loi en vigueur 20.06.2011 voir TR/2011-12
 DORS/2014-79 (date de publication : 23.04.2014), en vigueur 23.10.2014 voir art. 2

Sécurité des rues et des communautés, Loi sur la — 2012, ch. 1
(Safe Streets and Communities Act)

Ministre de la Sécurité publique

EEV, 2012, ch. 1, art. 1 à 9, par. 32(2), art. 48, 108 à 134, 137 à 146, 148 à 159 et 161 à 166 en vigueur à la sanction 13.03.2012;
 — art. 10 à 31 et 35 à 38 en vigueur 09.08.2012 voir TR/2012-48;
 — par. 32(1), art. 33, 39 à 47, 49 et 50 en vigueur 06.11.2012 voir TR/2012-48;
 — art. 34 en vigueur 20.11.2012 voir TR/2012-48;
 — art. 52 à 107 et 147 en vigueur 13.06.2012 voir TR/2012-40;
 — art. 135 et 136 en vigueur 03.05.2012 voir TR/2012-31;
 — art. 160 en vigueur 28.02.2013 voir TR/2013-13;
 — art. 167 à 203 en vigueur 23.10.2012 voir TR/2012-48;
 — art. 205 à 207 en vigueur 04.07.2012 voir TR/2012-48.

Sécurité des témoins, Loi sur la — 2013, ch. 29
(Safer Witnesses Act)

Déposé par le ministre de la Sécurité publique

Disposition de coordination, 2013, ch. 29, art. 23
 EEV, 2013, ch. 29, art. 23 en vigueur à la sanction 26.06.2013

Sécurité des véhicules importés du Mexique, Loi assurant aux Canadiens la voir Loi sur la sécurité automobile — 2011, ch. 1
(Ensuring Safe Vehicles Imported from Mexico for Canadians Act)

Sécurité ferroviaire, Loi sur la — L.R. (1985), ch. 32 (4^e suppl.)
(Railway Safety Act)

Le ministre des Transports

art. 2, 1996, ch. 10, art. 261; 2012, ch. 7, art. 2

S

Sécurité ferroviaire, Loi sur la — L.R. (1985), ch. 32 (4^e suppl.) (suite)

art. 3, 1996, ch. 10, art. 262; 1999, ch. 9, art. 1; 2012, ch. 7, art. 3
art. 3.1, ajouté, 2012, ch. 7, art. 3
art. 4, 1992, ch. 51, art. 61; 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 129; 1996, ch. 10, art. 263; 1998, ch. 30, al. 13*k*(F) et 15*k*(A); 1999, ch. 3, art. 82, ch. 9, art. 2; 2001, ch. 29, art. 64; 2002, ch. 7, art. 234(A); 2012, ch. 7, art. 4; 2015, ch. 3, art. 150, ch. 31, art. 17
art. 4.1, ajouté, 2012, ch. 7, art. 5
art. 5, 2012, ch. 31, art. 341
art. 6, 2012, ch. 7, art. 6
art. 6.1 et 6.2, ajoutés, 2012, ch. 7, art. 6
art. 7, 1999, ch. 9, art. 3; 2012, ch. 7, art. 7; 2015, ch. 31, art. 18
art. 7.1, ajouté, 1999, ch. 9, art. 4; 2015, ch. 31, art. 19
art. 8, 1999, ch. 9, art. 5 et al. 37*a*(A)
art. 9, 1999, ch. 9, al. 37*b*(A); 2015, ch. 35, art. 1
art. 10, 1999, ch. 9, art. 6 et al. 37*c*(A), *d*(A) et *e*(A)
art. 11, 1999, ch. 9, art. 7; 2012, ch. 7, art. 8
art. 12, 1999, ch. 9, al. 37*f*(A)
art. 12.1, ajouté, 1999, ch. 9, art. 8
art. 13, 1999, ch. 9, al. 37*g*(A)
art. 15, 1999, ch. 9, art. 9
art. 16, 1996, ch. 10, art. 264; 1999, ch. 9, art. 10; 2012, ch. 19, art. 484
art. 17, 1999, ch. 9, art. 11 et al. 37*h*(A)
art. 17.1, ajouté, 2012, ch. 7, art. 10
art. 17.2, ajouté, 2012, ch. 7, art. 11
art. 17.21, ajouté, 2015, ch. 31, art. 20
art. 17.3, ajouté, 2012, ch. 7, art. 11
art. 17.4 à 17.9, ajoutés, 2012, ch. 7, art. 12
art. 18, 1999, ch. 9, art. 12; 2012, ch. 7, art. 13
art. 19, 1999, ch. 9, art. 13; 2012, ch. 7, art. 14
art. 20, 1999, ch. 9, art. 14; 2012, ch. 7, art. 14
art. 20.1 et 20.2, ajoutés, 2012, ch. 7, art. 14
art. 21, 2012, ch. 7, art. 14
art. 22, 1999, ch. 9, art. 15; 2012, ch. 7, art. 14
art. 22.1, ajouté, 1999, ch. 9, art. 16; 2012, ch. 7, art. 14
art. 23, 1999, ch. 9, art. 17; abrogé, 2012, ch. 7, art. 15; ajouté, 2015, ch. 31, art. 21
art. 23.1, ajouté, 1999, ch. 9, art. 18; 2015, ch. 31, art. 22
art. 24, 1994, ch. 15, art. 1(F); 1999, ch. 9, art. 19; 2012, ch. 7, art. 16; 2015, ch. 31, art. 23
art. 25, 1996, ch. 10, art. 265; 1999, ch. 9, art. 20; 2012, ch. 7, art. 17
art. 26, 1996, ch. 10, art. 266
art. 26.1, ajouté, 1994, ch. 15, art. 2
art. 26.2, ajouté, 1999, ch. 9, art. 20.1; 2012, ch. 7, art. 18(F)
art. 27, 1999, ch. 9, art. 22; 2012, ch. 7, art. 19
art. 27.1 à 27.8, ajoutés, 2001, ch. 29, art. 65
art. 28, 1999, ch. 9, art. 23; 2012, ch. 7, art. 20
art. 31, 1999, ch. 9, art. 24; 2001, ch. 29, art. 66; 2012, ch. 7, art. 21; 2015, ch. 31, art. 25 et al. 39(2)*b*), ch. 35, art. 2 et ch. 31, al. 39(2)*a*), ch. 35, art. 2
art. 31.1, ajouté, 2001, ch. 29, art. 67; 2012, ch. 7, art. 22
art. 31.2 à 31.4, ajoutés, 2001, ch. 29, art. 67
art. 31.5, ajouté, 2001, ch. 29, art. 67; 2012, ch. 7, art. 23(A)
art. 32, 1999, ch. 9, art. 25; 2001, ch. 29, art. 68; 2012, ch. 7, art. 24; 2015, ch. 31, art. 26 et par. 39(5) et (6), ch. 35, art. 3
art. 32.01, ajouté, 2015, ch. 31, art. 27

art. 32.1, ajouté, 2001, ch. 29, art. 69; 2012, ch. 7, art. 25; 2015, ch. 31, art. 28
art. 32.2, ajouté, 2001, ch. 29, art. 69; 2015, ch. 31, art. 29
art. 32.3, ajouté, 2001, ch. 29, art. 69; 2015, ch. 31, art. 30 et par. 39(7), ch. 35, art. 4
art. 32.4, ajouté, 2001, ch. 29, art. 69
art. 32.5, ajouté, 2001, ch. 29, art. 69; 2012, ch. 7, art. 26(A)
art. 33, 1999, ch. 9, art. 26; 2012, ch. 7, art. 27
art. 34, 2002, ch. 8, art. 168; 2006, ch. 11, art. 26; 2007, ch. 19, art. 53; 2012, ch. 7, art. 28(A)
art. 35, 1999, ch. 9, art. 27; 2012, ch. 7, art. 29(F)
art. 36, abrogé, 1999, ch. 9, art. 28; 2012, ch. 7, art. 30
art. 37, 1999, ch. 9, art. 29; 2012, ch. 7, art. 30; 2015, ch. 31, art. 31
art. 39, 1999, ch. 9, art. 30
art. 39.1 et 39.2, ajoutés, 1999, ch. 9, art. 30
art. 40, 1989, ch. 3, art. 51
art. 40.1, ajouté, 2012, ch. 7, art. 31
art. 40.11 à 40.19, ajoutés, 2012, ch. 7, art. 31
art. 40.2, ajouté, 2012, ch. 7, art. 31
art. 40.21 et 40.22, ajoutés, 2012, ch. 7, art. 31
art. 41, 1999, ch. 9, art. 31; 2008, ch. 6, art. 60; 2012, ch. 7, art. 32; 2015, ch. 31, art. 32
art. 44, abrogé, 1999, ch. 9, art. 32; ajouté, 2007, ch. 19, art. 54; 2012, ch. 7, art. 33
art. 44.1, ajouté, 2007, ch. 19, art. 54; 2012, ch. 7, art. 34(F)
art. 46, 1999, ch. 9, art. 33; 2001, ch. 29, art. 70; 2012, ch. 7, art. 35; 2015, ch. 31, art. 33
art. 47.1, ajouté, 1999, ch. 9, art. 34; 2012, ch. 7, art. 37; 2015, ch. 31, art. 34
art. 47.2 et 47.3, ajoutés, 2012, ch. 7, art. 37
art. 49, 1999, ch. 9, art. 35
art. 50, 1999, ch. 9, art. 36; 2012, ch. 19, art. 485; abrogé, 2014, ch. 20, art. 231
art. 51, 2012, ch. 7, art. 38
art. 119, 1996, ch. 10, art. 267; 2015, ch. 31, art. 35
art. 121, abrogé, 1996, ch. 10, art. 268
disposition générale, 1992, ch. 1, art. 122
dispositions générales, 2012, ch. 7, art. 9 et 36
disposition générale, 2012, ch. 31, art. 340(A)
disposition générale, 2015, ch. 31, art. 24
dispositions transitoires, L.R., ch. 32 (4^e suppl.), art. 119 à 121
dispositions transitoires, 1989, ch. 3, art. 59 et 60
disposition transitoire, 1992, ch. 51, art. 67
disposition transitoire, 2007, ch. 19, art. 58
dispositions transitoires, 2012, ch. 7, art. 41 à 44
disposition transitoire, 2015, ch. 31, art. 37
EEV, L.R., ch. 32 (4^e suppl.) les art. 1, 3, 4, 7 et 8, le par. 11(2), les art. 18 et 19, le par. 24(1) et les art. 36, 37, 45 à 48 et 50 en vigueur 08.10.88 *voir* TR/88-202; art. 2, 5, 6, 9 et 10, les par. 11(1) et (3), art. 12 à 17, art. 20 à 23, le par. 24(2), art. 25 à 35, art. 38 à 44 et l'art. 49, art. 51 à 90, art. 92 et les art. 94 à 121 en vigueur 01.01.89 *voir* TR/88-244; art. 91 et 93 en vigueur 01.10.95 *voir* TR/95-109
EEV, 1989, ch. 3, art. 51 et 60 en vigueur 29.03.90 *voir* TR/90-63
EEV, 1992, ch. 1, art. 122 en vigueur à la sanction 28.02.92
EEV, 1992, ch. 51, art. 61 et 67 en vigueur 30.01.93 *voir* TR/93-11

S

Sécurité ferroviaire, Loi sur la — L.R. (1985), ch. 32 (4^e suppl.) (suite)

EEV, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 129, abrogé avant son entrée en vigueur par 1999, ch. 3, art. 12, ann., n° 25.

EEV, 1994, ch. 15, art. 1(F) et 2 en vigueur à la sanction 12.05.94

EEV, 1996, ch. 10, art. 261 à 268 en vigueur 01.07.96 voir TR/96-53

EEV, 1998, ch. 30, al. 13k) et 15k) en vigueur 19.04.99 voir TR/99-37

EEV, 1999, ch. 3, art. 12, ann., n° 125 en vigueur à la sanction 11.03.99; art. 82 en vigueur 01.04.99 voir art. 92

EEV, 1999, ch. 9 art. 1 à 37 en vigueur 01.06.99 voir TR/99-52

EEV, 2001, ch. 29, art. 64 à 70 en vigueur 30.06.2003 voir TR/2003-128

EEV, 2002, ch. 7, art. 234 en vigueur 01.04.2003 voir TR/2003-48

EEV, 2002, ch. 8, art. 168 en vigueur 02.07.2003 voir TR/2003-109

EEV, 2006, ch. 11, art. 26 en vigueur à la sanction 14.12.2006

EEV, 2007, ch. 19, art. 53, 54 et 58 en vigueur à la sanction 22.06.2007

EEV, 2008, ch. 6 (sanction : 28.02.2008), art. 60 en vigueur 02.07.2008 voir TR/2008-34

EEV, 2012, ch. 7 (sanction: 17.05.2012),

- art. 2 à 6, par. 7(1), art. 8 et 9, par. 11(1), art. 13, par. 14(1), art. 15 à 31, par. 32(1), l'al. 41(2)h) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire* édicté par le par. 32(2), par. 32(3), art. 33, 34, l'al. 46h) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire*, édicté par l'art. 35, et les art. 36 à 42 en vigueur 01.05.2013 voir TR/2013-50;
- art. 10, par. 11(2), art. 12, l'al. 41(2)g) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire* édicté par le par. 32(2), l'al. 46g) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire* édicté par l'art. 35, et les art. 43 et 44 en vigueur 01.01.2015 voir TR/2014-101;
- par. 7(2) et 14(2) à (5) entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur du premier règlement pris en vertu de l'art. 20.2 de la *Loi sur la sécurité ferroviaire*, édicté par le par. 14(1) voir par. 45(2) – Non en vigueur.

EEV, 2012, ch. 19 (sanction : 29.06.2012), art. 484 et 485 en vigueur 01.04.2013 voir art. 486

EEV, 2012, ch. 31 (sanction : 14.12.2012), art. 340 et 341 en vigueur 01.04.2014 voir TR/2014-33.

EEV, 2014, ch. 20, art. 231 en vigueur à la sanction 19.06.2014.

EEV, 2015, ch. 3, art. 150 en vigueur à la sanction 26.02.2015.

EEV, 2015, ch. 31, art. 17 à 34, par. 35(1), (3) et (4) et art. 39 en vigueur à la sanction 18.06.2015;

- par. 35(2) entre en vigueur à la date fixée par décret voir par. 40(3) – Non en vigueur;
- art. 37 entre en vigueur à la date fixée par décret voir art. 40(1) – Non en vigueur.

EEV, 2015, ch. 35, art. 1 à 4 en vigueur à la sanction mais art. 2 abrogé et réputé ne pas être entré en vigueur voir 2015, ch. 31, al. 39(2a).

Sécurité publique, Loi de 2002 sur la
— 2004, ch. 15
(Public Safety Act, 2002)

Le ministre des Transports

art. 11.1, ajouté, 2004, ch. 15, art. 73; abrogé, 2008, ch. 21, art. 64

EEV, 2004, ch. 15,

- art. 1 et 109 à 111.1 en vigueur à la sanction 06.05.2004;
- partie 1 (art. 2 à 23), sauf l'art. 4.82 de la *Loi sur l'aéronautique*, édicté par l'art. 5, en vigueur 11.05.2004 voir TR/2004-51;
- par. 4.82(1) à (10) et (12) à (20) de la *Loi sur l'aéronautique*, édictés par l'art. 5, en vigueur 04.05.2007 voir TR/2007-56;
- par. 4.82(11) de la *Loi sur l'aéronautique*, édicté par l'art. 5, par. 37(2), 38(1), (3) et (5), l'art. 28 de la *Loi sur les explosifs*, édicté par l'art. 51, l'art. 74 en ce qui touche le remplacement de la définition de « ministre » au par. 2(1) de la *Loi sur la défense nationale*, art. 80 et 81, l'al. 8.1(1)a) et b) de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, édictés par l'art. 104, abrogés avant leur entrée en vigueur voir 2008, ch. 20, art. 3 (*Loi sur l'abrogation des lois*), voir aussi la *Gazette du Canada*, *Partie I*, Vol. 149, n°6, pp. 181-182;
- art. 24, 25, 95, 96, 98 et 107 en vigueur 11.05.2004 voir TR/2004-51;
- partie 3 (art. 26 à 31) en vigueur 01.10.2004 voir TR/2004-115;
- partie 4 (art. 32) et art. 108 en vigueur 01.12.2004 voir TR/2004-158;
- art. 33 et 70 à 72 en vigueur 28.06.2004 voir TR/2004-66;
- art. 34, 66 à 69, 99, 102 et 103 en vigueur 13.10.2004 voir TR/2004-137;
- art. 35, déf. « fabrication illicite », « trafic illicite » et « transit » à l'art. 2 de la *Loi sur les explosifs*, édictées par le par. 36(2), les al. 5a.2), a.3) et a.4) de la *Loi sur les explosifs*, édictés par le par. 37(1), les par. 37(3) et (5) et 38(2) et (4) et les art. 39 et 50 en vigueur 01.02.2014 voir TR/2013-123;
- par. 36(1), déf. « composant d'explosif limité » à l'art. 2 de la *Loi sur les explosifs*, édictée par le par. 36(2), l'al. 5(a.31) de la *Loi sur les explosifs*, édicté par le par. 37(1), par. 37(4) et (6), art. 41 à 49 et art. 29 de la *Loi sur les explosifs*, édicté par l'art. 51 en vigueur 01.06.2008 voir TR/2008-29;
- art. 40 en vigueur 01.02.2015 voir TR/2013-123;
- partie 8 (art. 52 à 65) en vigueur 31.03.2007 voir TR/2007-32;
- art. 11.1 de la *Loi sur la sûreté du transport maritime*, édicté par l'art. 73, en vigueur 01.12.2004 voir TR/2004-114;
- art. 74 en ce qui touche le remplacement de la déf. de « état d'urgence » au par. 2(1) de la *Loi sur la défense nationale*, en vigueur 21.05.2004 voir TR/2004-57;
- art. 75, 76 et 79 en vigueur 21.05.2004 voir TR/2004-57
- art. 77 abrogé avant son entrée en vigueur voir 2013, ch. 24, art. 131
- art. 82 à 93 en vigueur 20.04.2005 voir TR/2005-37
- art. 94 abrogé avant son entrée en vigueur voir 2012, ch. 31, art. 348;
- art. 97, 100 et 101 en vigueur 01.06.2004 voir TR/2004-53;
- al. 8.1(1)c) et les par. 8.1(2) à (7) de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, édictés par l'art. 104, en vigueur 11.05.2004 voir TR/2004-51;
- art. 105 abrogé avant son entrée en vigueur le 31.12.2015 voir 2008, ch. 20, art. 3 (*Loi sur l'abrogation des lois*);

S

Sécurité publique, Loi de 2002 sur la — 2004, ch. 15 (suite)

— art. 78 et 106 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* par. 112(1) – Non en vigueur.

EEV, 2008, ch. 20 (sanction : 18.06.2008), art. 3 en vigueur 18.06.2010 *voir* art. 6.

EEV, 2012, ch. 31 (sanction : 14.12.2012), art. 348 en vigueur 01.04.2014 *voir* TR/2014-33.

EEV, 2013, ch. 24 (sanction : 19.06.2013), art. 131 en vigueur 01.06.2014 *voir* TR/2014-49.

Semaine de la protection de la faune, Loi sur la — L.R. (1985), ch. W-10

(*National Wildlife Week Act*)

Le ministre de l'Environnement (art. 4 de la Loi sur le ministère de l'Environnement)**Semaine canadienne de l'environnement, Loi sur la — L.R. (1985), ch. E-11**

(*Environment Week Act, Canadian*)

Le ministre de l'Environnement

art. 2, ch. 10 (1^{er} suppl.), par. 2(1)

EEV, ch. 10 (1^{er} suppl.), par. 2(1) en vigueur 04.10.85 *voir* TR/85-187

Semaine nationale de la fonction publique : pour un meilleur service aux Canadiens, Loi sur la — 1992, ch. 15

(*National Public Service Week : Serving Canadians Better Act*)

EEV, 1992, ch. 15 en vigueur à la sanction 04.06.92

Semaine nationale des dons d'organes, Loi sur la — 1997, ch. 4

(*National Organ Donor Week Act*)

EEV, 1997, ch. 4 en vigueur à la sanction 19.02.97

Semaine nationale du don de sang, Loi sur la — 2008, ch. 4

(*National Blood Donor Week Act*)

EEV, 2008, ch. 4 en vigueur à la sanction 14.02.2008

Semences, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-8

(*Seeds Act*)

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

titre intégral, ch. 49 (1^{er} suppl.), art. 1; 2015, ch. 2, art. 73

art. 2, ch. 49 (1^{er} suppl.), art. 2; 1994, ch. 38, al. 25(1)z.3); 1995, ch. 40, art. 86; 1997, ch. 6, art. 87; 2012, ch. 24, art. 89; 2015, ch. 2, art. 74

art. 2.1, ajouté, 2012, ch. 24, art. 90

art. 3, ch. 49 (1^{er} suppl.), art. 3

art. 3.1 et 3.2, ajoutés, 2015, ch. 2, art. 75

art. 4, ch. 49 (1^{er} suppl.), art. 4; 1994, ch. 26, art. 65(F); 2001, ch. 4, art. 117; 2012, ch. 19, art. 473, ch. 24, art. 91; 2015, ch. 2, art. 76

art. 4.1, ajouté, 1988, ch. 65, art. 144; abrogé, 2011, ch. 25, art. 38; ajouté, 2015, ch. 2, art. 77

art. 4.11 à 4.13, ajoutés, 2015, ch. 2, art. 77

art. 4.2, ajouté, 2012, ch. 19, art. 474

art. 5, 1997, ch. 6, art. 88; 2005, ch. 38, art. 131; 2015, ch. 2, art. 78(F)

art. 6, ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 21; 2015, ch. 2, art. 79

art. 8, 1995, ch. 40, art. 87; 2015, ch. 2, art. 80

art. 8.1 à 8.4, ajoutés, 2015, ch. 2, art. 81

art. 9, ch. 49 (1^{er} suppl.), art. 5; 1995, ch. 40, art. 88; 2015, ch. 2, art. 82

art. 10, ch. 49 (1^{er} suppl.), art. 6; 1997, ch. 6, art. 89; 2015, ch. 2, art. 83

art. 11, ch. 49 (1^{er} suppl.), art. 7; 1995, ch. 40, art. 89

art. 12, ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203

dispositions de coordination, 2012, ch. 19, art. 475 (ne s'appliquent pas)

disposition générale, 1994, ch. 38, par. 25(2)

EEV, ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203 en vigueur 04.12.85 *voir* TR/85-211

EEV, ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 21 en vigueur 15.10.85 *voir* TR/85-188

EEV, ch. 49 (1^{er} suppl.) en vigueur 12.12.85

EEV, 1988, ch. 65, art. 144 en vigueur 01.01.89 *voir* TR/89-9 *voir aussi* le par. 150(2)

EEV, 1994, ch. 26, art. 65 en vigueur à la sanction 23.06.94

EEV, 1994, ch. 38, art. 25 en vigueur 12.01.95 *voir* TR/95-9

EEV, 1995, ch. 40, art. 86 à 89 en vigueur 30.07.97 *voir* TR/97-89

EEV, 1997, ch. 6, art. 87 à 89 en vigueur 01.04.97 *voir* TR/97-37

EEV, 2001, ch. 4, art. 117 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71

EEV, 2005, ch. 38, art. 131 en vigueur 12.12.2005 *voir* TR/2005-119

EEV, 2011, ch. 25 (sanction : 15.12.2011), art. 38 (Partie 2) en vigueur 01.08.2012 *voir* TR/2011-120

EEV, 2012, ch. 19, art. 473 à 475 en vigueur à la sanction 29.06.2012

EEV, 2012, ch. 24 (sanction : 22.11.2012), art. 89 à 91 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 111 – Non en vigueur.

S

Semences, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-8 (suite)

EEV, 2015, ch. 2 (sanction : 25.02.2015), art. 73 à 83 en vigueur 27.02.2015 *voir* TR/2015-17.

**Sentences arbitrales étrangères, voir
Convention des Nations Unies concernant
les sentences arbitrales étrangères...**
(*United Nations Foreign Arbitral Awards Act*)

**Serments d'allégeance, Loi sur les
— L.R. (1985), ch. O-1**
(*Oaths of Allegiance Act*)

Le président du Conseil privé

**Service administratif des tribunaux
judiciaires, Loi sur le — 2002, ch. 8**
(*Courts Administration Service Act*)

Le ministre de la Justice

art. 3, 2003, ch. 22, art. 156(A)
art. 6, 2003, ch. 22, art. 157(A)
art. 119, abrogé, 2001, ch. 41, al. 141(3)a)
disposition de coordination, 2001, ch. 41, par. 141(3)
EEV, 2001, ch. 41, art. 141 en vigueur à la sanction 18.12.2001
EEV, 2002, ch. 8, art. 193 à 198 en vigueur à la sanction
27.03.2002; art. 1 à 192 en vigueur 02.07.2003 *voir*
TR/2003-109
EEV, 2003, ch. 22, art. 156 et 157 en vigueur 01.04.2005 *voir*
TR/2005-24

**Service canadien d'appui aux tribunaux
administratifs, Loi sur le
— 2014, ch. 20, art. 376**
(*Administrative Tribunals Support Service of Canada Act*)

Le ministre de la Justice (art. 2)

Annexe, 2014, ch. 20, al. 481(2)a)
disposition de coordination, 2014, ch. 20, art. 481
dispositions transitoires, 2014, ch. 20, art. 377 à 381
EEV, 2014, ch. 20, art. 376 (sanction : 19.06.2014), art. 481 en
vigueur à la sanction; art. 376 (art. 1 à 18) et art. 377 à 381 en
vigueur 01.11.2014 *voir* TR/2014-83.

**Service canadien du renseignement de sécurité,
Loi sur le — L.R. (1985), ch. C-23**
(*Canadian Security Intelligence Service Act*)

**Le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile
(2005, ch. 10, art. 34)**

art. 2, 2001, ch. 41, art. 89; 2005, ch. 10, art. 13 et al. 34(1)b);
2012, ch. 19, art. 378; 2015, ch. 9, art. 2
art. 5, 2003, ch. 22, al. 225o)(A)
art. 6, 2012, ch. 19, art. 379; 2015, ch. 20, art. 40
art. 7, 2015, ch. 20, art. 41
art. 8, 2003, ch. 22, art. 143 et art. 234; 2013, ch. 40, art. 449
art. 9, 2003, ch. 22, art. 144(A) et al. 225o)(A)
art. 9.1, ajouté, 1996, ch. 18, art. 2; 1999, ch. 26, art. 17; abrogé,
2003, ch. 22, art. 145
art. 12, 2015, ch. 9, art. 3
art. 12.1 et 12.2, ajoutés, 2015, ch. 20, art. 42
art. 13, 1995, ch. 5, al. 25(1)d)
art. 14, 2001, ch. 27, art. 223
art. 15, 2015, ch. 9, art. 4
art. 16, 1995, ch. 5, al. 25(1)d); 2001, ch. 27, art. 224; 2015,
ch. 3, art. 34(F), ch. 9, art. 5(F)
art. 17, 1995, ch. 5, al. 25(1)d)
art. 18, 2015, ch. 9, art. 6
art. 18.1, ajouté, 2015, ch. 9, art. 7
art. 19, 1995, ch. 5, al. 25(1)d); 2003, ch. 22, al. 224z.12)(A)
art. 21, 2015, ch. 9, art. 8, ch. 20, art. 43
art. 21.1, ajouté, 2015, ch. 20, art. 44
art. 22.1 à 22.3, ajoutés, 2015, ch. 20, art. 45
art. 23, ajouté, 2015, ch. 20, art. 45
art. 24.1, ajouté, 2015, ch. 20, art. 46
art. 25, 1993, ch. 34, art. 49; 2015, ch. 20, art. 47
art. 26 et 27, 2015, ch. 20, art. 48
art. 28, 2002, ch. 8, al. 182(1)i); 2015, ch. 20, art. 49
art. 29, 2003, ch. 22, al. 224z.12)(A)
art. 30 à 33, abrogés, 2012, ch. 19, art. 380
art. 38, 2001, ch. 27, art. 225; 2012, ch. 19, art. 381; 2015,
ch. 20, art. 50
art. 39, 2012, ch. 19, art. 382; 2015, ch. 9, art. 9
art. 40, 2012, ch. 19, art. 383
art. 41, 2003, ch. 22, art. 146(A)
art. 53, L.R., ch. 1 (4^e suppl.), art. 7; 2015, ch. 20, art. 51
art. 54, 2012, ch. 19, art. 384
art. 55, 2001, ch. 27, art. 226
disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)
disposition transitoire, 2005, ch. 38, art. 16 édicté par
al. 144(8)a)(A) et 19
EEV, L.R., ch. 1 (4^e suppl.), art. 7 en vigueur 04.02.88
EEV, 1993, ch. 34, art. 49 en vigueur à la sanction 23.06.93
EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 *voir* TR/95-65
EEV, 1996, ch. 18, art. 2 en vigueur à la sanction 20.06.96
EEV, 1999, ch. 26, art. 17 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 2001, ch. 27, art. 223 à 226 en vigueur 28.06.2002 *voir*
TR/2002-97
EEV, 2001, ch. 41, art. 89 en vigueur 24.12.2001 *voir*
TR/2002-16
EEV, 2002, ch. 8, art. 182 en vigueur 02.07.2003 *voir*
TR/2003-109

S

Service canadien du renseignement de sécurité, Loi sur le — L.R. (1985), ch. C-23 (suite)

EEV, 2003, ch. 22, art. 143 à 146, 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24; art. 234 en vigueur 31.12.2005 *voir* TR/2005-122
 EEV, 2005, ch. 10, art. 13 et 34 en vigueur 04.04.2005 *voir* TR/2005-29
 EEV, 2005, ch. 38, art. 16 et 19 en vigueur 12.12.2005 *voir* TR/2005-119
 EEV, 2012, ch. 19, art. 378 à 384 en vigueur à la sanction 29.06.2012
 EEV, 2013, ch. 40 (sanction : 12.12.2013), art. 449 en vigueur 01.11.2014 *voir* TR/2014-84.
 EEV, 2015, ch. 3, art. 34 en vigueur à la sanction 26.02.2015.
 EEV, 2015, ch. 9, art. 2 à 9 en vigueur à la sanction 23.04.2015.
 EEV, 2015, ch. 20, art. 40 à 51 en vigueur à la sanction 18.06.2015.

Service civil, voir Pension et fonds de retraite du service civil...

(Civil Service Superannuation and Retirement Act)

Service public, Loi sur la mise au point des pensions de certains membres du

(Public service, retirement of certain members)

1920, ch. 67; 1921, ch. 49; 1922, ch. 39; 1923, ch. 65; S.R.C. 1970, ch. 43(1^{er} suppl.), par. 2(2)

Services ferroviaires, Loi de 2007 sur le maintien des voir Maintien des services ferroviaires, Loi de 2007

(Railway Continuation Act, 2007)

Services gouvernementaux, Loi de 1999 sur les — 1999, ch. 13

(Government Services Act, 1999)

Le président du Conseil du Trésor

EEV, 1999, ch. 13, art. 1 à 14 et annexe 1 en vigueur à la sanction 25.03.99; partie 2 et annexe 2 en vigueur 29.03.99, à 23:30 heures *voir* TR/99-35

Services partagés Canada, Loi sur les — 2012, ch. 19, art. 711

(Shared Services Canada Act)

Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (TR/2012-58)

EEV, 2012, ch. 19, art. 711 en vigueur à la sanction 29.06.2012

Services publicitaires fournis par des éditeurs étrangers, Loi sur les — 1999, ch. 23

(Foreign Publishers Advertising Services Act)

Le ministre du Patrimoine canadien (TR/99-128)

art. 2, 2001, ch. 27, art. 253

art. 8, 2002, ch. 8, al. 183(1)*k*)

1999, ch. 23 en vigueur 01.07.99 *voir* TR/99-72

EEV, 2001, ch. 27, art. 253 en vigueur 28.06.2002 *voir* TR/2002-97

EEV, 2002, ch. 8, art. 183 en vigueur 02.07.2003 *voir* TR/2003-109

Sévérité des peines d'emprisonnement pour les crimes les plus graves, Loi renforçant la, voir Code criminel — 2011, ch. 2

(Serious Time for the Most Serious Crime Act)

Skagit, Loi de mise en oeuvre du traité concernant la vallée de la rivière — 1984, ch. 11

(Skagit River Valley Treaty Implementation Act)

Le ministre des Affaires étrangères (1995, ch. 5, par. 25(2))

EEV, 1984, ch. 11 loi en vigueur 08.11.84 *voir* TR/84-240

Société canadienne de la Croix-Rouge, Loi sur la — 1909, ch. 68

[Ancienne appellation : Canadian Red Cross Society, Loi constituant en corporation la]

(Canadian Red Cross Society Act)

art. 2, 1919, ch. 101 (1^{er} session), art. 1; 1922, ch. 13, art. 2

art. 3, 1922, ch. 13, art. 2

art. 4, 1922, ch. 13, art. 2; 2007, ch. 26, art. 4

art. 5, 1922, ch. 13, art. 2; 1926, ch. 5, art. 1; 1931, ch. 24, art. 1; 1950, ch. 62, art. 1

art. 6, 1916, ch. 58, art. 1; 1922, ch. 13, art. 2; 1931, ch. 24, art. 2; 1937, ch. 7, art. 1; 1950, ch. 62, art. 2

art. 7, 1916, ch. 58, art. 2; 1922, ch. 13, art. 2

art. 8, ajouté, 1922, ch. 13, art. 2

art. 9, ajouté, 1950, ch. 62, art. 3

art. 10, ajouté, 2007, ch. 26, art. 5

EEV, 2007, ch. 26 (sanction : 22.06.2007), art. 4 et 5 en vigueur 31.01.2008 *voir* TR/2008-18

S

Société canadienne des postes, Loi sur la — L.R. (1985), ch. C-10

(Canada Post Corporation Act)

Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (TR/2015-100)

art. 2, 2006, ch. 9, art. 234(A); 2013, ch. 10, art. 1
art. 6, 2003, ch. 22, al. 224*t*(A); 2006, ch. 9, art. 235 et 236(A)
art. 7, L.R., ch. 1 (4^e suppl.), art. 44, ann. II, n^o 6(1)(A); 2006, ch. 9, art. 236(A)
art. 8, L.R., ch. 1 (4^e suppl.), art. 44, ann. II, n^o 6(2)(A); 2009, ch. 2, art. 378
art. 11, 2006, ch. 9, art. 236(A)
art. 13, 1999, ch. 34, art. 227; 2003, ch. 22, al. 224*t*(A); 2006, ch. 9, art. 236(A)
art. 15, 2010, ch. 12, art. 1885
art. 19, 1992, ch. 1, art. 34; 2013, ch. 10, art. 2
art. 21, 1994, ch. 26, art. 18
art. 21.1 et 21.2, ajoutés, 2013, ch. 10, art. 3
art. 27, 1993, ch. 17, art. 1; 2001, ch. 14, art. 236
art. 27.1, ajouté, 1993, ch. 17, art. 2
art. 27.2 à 27.4, ajoutés, 1993, ch. 17, art. 2; 1994, ch. 24, par. 34(2)(F)
art. 33, 1993, ch. 44, art. 31; 2005, ch. 30, art. 44
art. 35, 2004, ch. 7, art. 6; 2006, ch. 9, art. 4; 2015, ch. 36, art. 123
art. 40, L.R., ch. 1 (2^e suppl.), art. 170; 2000, ch. 17, art. 86; 2001, ch. 41, art. 77; 2005, ch. 38, al. 142*b*) et 145(2)*j*)
art. 42, L.R., ch. 1 (2^e suppl.), art. 171; 2000, ch. 17, art. 87; 2001, ch. 25, art. 87, ch. 41, art. 78
art. 48, L.R., ch. 1 (2^e suppl.), art. 172; 2000, ch. 17, art. 88; 2001, ch. 41, art. 79
art. 51, 1993, ch. 34, art. 17
disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)
EEV, L.R., ch. C-10, al. 19(1)*j*) et art. 39 abrogés avant leur entrée en vigueur 31.12.2011 voir 2008, ch. 20, art. 3
EEV, ch. 1 (2^e suppl.), art. 170 à 172 en vigueur 03.03.86 voir TR/86-33
EEV, ch. 1 (4^e suppl.) art. 44 en vigueur 04.02.88
EEV, 1992, ch. 1, art. 34 en vigueur à la sanction 28.02.92
EEV, 1993, ch. 17, art. 1 et 2 en vigueur 08.06.93 voir TR/93-87
EEV, 1993, ch. 34, art. 17 en vigueur à la sanction 23.06.93
EEV, 1993, ch. 44, art. 31 en vigueur 01.01.94 voir TR/94-1
EEV, 1994, ch. 24, art. 34 en vigueur à la sanction 23.06.94
EEV, 1994, ch. 26, art. 18 en vigueur à la sanction 23.06.94
EEV, 1999, ch. 34, art. 227 en vigueur 01.10.2000 voir TR/99-138; voir aussi l'art. 231.
EEV, 2000, ch. 17, art. 86 à 88 en vigueur 31.03.2004 voir TR/2004-39
EEV, 2001, ch. 14, art. 236 en vigueur 24.11.2001 voir TR/2001-114
EEV, 2001, ch. 25, art. 87 en vigueur 29.11.2001 voir TR/2001-115
EEV, 2001, ch. 41, art. 77 à 79 en vigueur à la sanction 18.12.2001
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24

EEV, 2004, ch. 7, art. 6 en vigueur 17.05.2004 voir TR/2004-52
EEV, 2005, ch. 30, art. 44 en vigueur à la sanction 29.06.2005
EEV, 2005, ch. 38, art. 145 en vigueur à la sanction 03.11.2005; art. 142 en vigueur 12.12.2005 voir TR/2005-119
EEV, 2006, ch. 9, art. 234 à 236 en vigueur à la sanction 12.12.2006; art. 4 en vigueur 09.07.2007 voir TR/2007-75
EEV, 2009, ch. 2, art. 378 en vigueur à la sanction 12.03.2009
EEV, 2010, ch. 12, art. 1885 en vigueur à la sanction 12.07.2010
EEV, 2013, ch. 10, la loi en vigueur à la sanction 19.06.2013
EEV, 2015, ch. 36, art. 123 en vigueur à la sanction 23.06.2015.

Société canadienne d'hypothèques et de logement, Loi sur la — L.R. (1985), ch. C-7

(Canada Mortgage and Housing Corporation Act)

Le ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences devant porter le titre de ministre des Ressources humaines et du Développement social (TR/2006-41)

art. 2, 2006, ch. 9, art. 231(A)
art. 6, L.R., ch. 1 (4^e suppl.), art. 44, ann. II, n^o 3(1), (2)(A); 1999, ch. 27, art. 25; 2003, ch. 22, art. 115(A) et al. 224*p*(A); 2006, ch. 9, art. 232 et 233(A); 2012, ch. 19, art. 360
art. 7, L.R., ch. 1 (4^e suppl.), art. 44, ann. II, n^o 3(3)(A), art. 45, ann. III, n^o 3(F); 1999, ch. 27, art. 26; 2010, ch. 12, art. 1665
art. 8, 2003, ch. 22, art. 116(A) et al. 224*p*(A); 2010, ch. 12, art. 1666; 2012, ch. 31, art. 315
art. 9, 1999, ch. 27, art. 27; 2006, ch. 9, art. 233(A)
art. 10, 2000, ch. 12, art. 41; 2006, ch. 9, art. 233(A)
art. 12, 1999, ch. 17, art. 28; 2006, ch. 9, art. 233(A)
art. 13, L.R., ch. 32 (2^e suppl.), art. 41, ann., n^o 2
art. 14, 1999, ch. 17, art. 29
art. 15, 2006, ch. 9, art. 233(A)
art. 16, 1999, ch. 27, art. 30
art. 17, 1999, ch. 27, art. 31
art. 21, 1992, ch. 32, art. 1; 1999, ch. 27, art. 32; 2007, ch. 29, art. 90
art. 22, L.R., ch. 25 (4^e suppl.), art. 32; 1992, ch. 32, art. 1
art. 23, L.R., ch. 25 (4^e suppl.), art. 33
art. 24, abrogé, 1992, ch. 32, art. 2
art. 28, L.R., ch. 25 (4^e suppl.), art. 34; 1992, ch. 32, art. 3; 1999, ch. 27, art. 33
art. 28.1, ajouté, 1999, ch. 27, art. 34
art. 29, 1992, ch. 32, art. 4
art. 30, L.R., ch. 1 (4^e suppl.), art. 4; 1993, ch. 44, art. 30; 1999, ch. 27, art. 35
dispositions transitoires, L.R., ch. 25 (4^e suppl.), art. 36 et 37; abrogés, 1999, ch. 27, art. 36
disposition transitoire, 1999, ch. 27, art. 41
modification conditionnelle, 1999, ch. 27, art. 42
EEV, L.R., ch. 32 (2^e suppl.) en vigueur 01.01.87 voir art. 46
EEV, L.R., ch. 1 (4^e suppl.) en vigueur 04.02.88
EEV, L.R., ch. 25 (4^e suppl.), art. 32 à 34, 36 et 37 en vigueur 21.07.88
EEV, 1992, ch. 32, art. 1 à 4 en vigueur à la sanction 23.06.92
EEV, 1993, ch. 44, art. 30 en vigueur 01.01.94 voir TR/94-1

S

Société canadienne d'hypothèques et de logement, Loi sur la — L.R. (1985), ch. C-7 (suite)

EEV, 1999, ch. 27, art. 25 à 36, 41 et 42 en vigueur à la sanction 17.06.99
 EEV, 2000, ch. 12, art. 41 en vigueur 31.07.2000 voir TR/2000-76
 EEV, 2003, ch. 22, art. 115, 116 et 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
 EEV, 2006, ch. 9, art. 231 à 233 en vigueur à la sanction 12.12.2006
 EEV, 2007, ch. 29, art. 90 en vigueur à la sanction 22.06.2007
 EEV, 2010, ch. 12 (sanction : 12.07.2010), art. 1665 et 1666 en vigueur 16.03.2012 voir TR/2012-14
 EEV, 2012, ch. 19, art. 360 en vigueur à la sanction 29.06.2012
 EEV, 2012, ch. 31, art. 315 en vigueur à la sanction 14.12.2012

Société d'assurance-dépôts du Canada, Loi sur la — L.R. (1985), ch. C-3*(Canada Deposit Insurance Corporation Act)***Le ministre des Finances**

art. 2, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 47; 1992, ch. 1, art. 142, ann. V, art. 8, ch. 26, art. 1; 1996, ch. 6, art. 21; 1999, ch. 28, art. 98; 2001, ch. 9, art. 203; 2009, ch. 2, art. 233; 2010, ch. 12, art. 2094; 2012, ch. 5, art. 185
art. 2.1, ajouté, 1992, ch. 26, art. 2
art. 2.2, ajouté, 1996, ch. 6, art. 21.1
art. 5, L.R., ch. 18 (2^e suppl.), art. 1; L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 48; 1996, ch. 6, al. 47a) et b)(A); 2001, ch. 9, art. 204; 2003, ch. 22, al. 224l)(A); 2010, ch. 12, art. 2095; 2012, ch. 5, al. 206a)(A)
art. 6, 1996, ch. 6, al. 47c)(A); 2007, ch. 6, art. 402; 2010, ch. 12, art. 2096; 2012, ch. 5, al. 206b)(A)
art. 7, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 49; 1996, ch. 6, art. 22; 2005, ch. 30, art. 98
art. 7.1 à 7.3, ajoutés, 2009, ch. 2, art. 234
art. 8, 1991, ch. 45, art. 541; 1999, ch. 28, art. 99; 2001, ch. 9, art. 205; 2005, ch. 30, art. 99
art. 9, 1991, ch. 45, art. 542
art. 10, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 50; 1992, ch. 26, art. 3; 1996, ch. 6, art. 23; 2001, ch. 9, art. 206
art. 10.01, ajouté, 2009, ch. 2, art. 235; 2010, ch. 12, art. 2097
art. 10.1, ajouté, 1996, ch. 6, art. 24; 1997, ch. 15, art. 111(A); 2009, ch. 2, art. 236; 2012, ch. 5, art. 186
art. 11, L.R., ch. 18 (2^e suppl.), art. 2; L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 51; 1992, ch. 26, art. 4; 2005, ch. 30, art. 100; 2010, ch. 12, art. 1886 et 1887; 2012, ch. 5, art. 187
art. 11.1 à 11.3, ajoutés, 2009, ch. 2, art. 237
art. 12, 2005, ch. 30, art. 101
art. 12.1, ajouté, 2010, ch. 12, art. 2098
art. 13, 1992, ch. 26, art. 5; 1996, ch. 6, art. 25; 2005, ch. 30, art. 102; 2010, ch. 12, art. 2099
art. 14, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 52; 1992, ch. 26, art. 6; 1996, ch. 6, art. 26; 1997, ch. 15, art. 112; 2005, ch. 30, art. 103; 2007, ch. 6, art. 403; 2009, ch. 2, art. 238; 2012, ch. 5, art. 188
art. 14.01, ajouté, 2012, ch. 5, art. 189
art. 14.1, ajouté, 1997, ch. 15, art. 113

art. 15, L.R., ch. 18 (2^e suppl.), art. 3; L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 53
art. 16, abrogé, L.R., ch. 18 (2^e suppl.), art. 53
art. 17, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 54; 1991, ch. 45, art. 543; 2005, ch. 30, art. 104; 2007, ch. 6, art. 404; 2012, ch. 5, art. 190
art. 17.1 et 17.2, ajoutés, 2007, ch. 6, art. 404
art. 18, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 55; 1992, ch. 26, art. 7; 1999, ch. 28, art. 100; 2007, ch. 6, art. 405
art. 19, abrogé, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 56
art. 21, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 57; 1996, ch. 6, art. 27; 2007, ch. 6, art. 406; 2012, ch. 5, art. 191
art. 22, 1996, ch. 6, art. 28
art. 23, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 58; 1996, ch. 6, art. 29; 2001, ch. 9, art. 207; 2007, ch. 6, art. 407; 2012, ch. 5, art. 192
art. 24, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 58; 2009, ch. 2, art. 239
art. 24.1, ajouté, 1996, ch. 6, art. 30; 2001, ch. 9, art. 208
art. 25, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 58
art. 25.1, ajouté, L.R., ch. 18 (2^e suppl.), art. 4; L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 59; 1996, ch. 6, art. 31; 2007, ch. 6, art. 408
art. 25.2 et 25.3, ajoutés, 2009, ch. 2, art. 240
art. 26, 1996, ch. 6, art. 32
art. 26.01, ajouté, 1997, ch. 15, art. 114; 1999, ch. 28, art. 101
art. 26.02, ajouté, 1997, ch. 15, art. 114; 2007, ch. 6, art. 410
art. 26.03, ajouté, 1997, ch. 15, art. 114; 1999, ch. 28, art. 102; 2001, ch. 9, art. 209; 2007, ch. 6, art. 411
art. 26.04, ajouté, 1997, ch. 15, art. 114; 1999, ch. 28, art. 103; 2007, ch. 6, art. 412
art. 26.05, ajouté, 1997, ch. 15, art. 114
art. 26.06, ajouté, 1997, ch. 15, art. 114; 2007, ch. 6, art. 413
art. 27, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 60; 1991, ch. 45, art. 544; 1999, ch. 28, art. 104
art. 28, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 60
art. 28.1, ajouté, 1996, ch. 6, art. 33; 1999, ch. 28, art. 105
art. 29, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 61; 1992, ch. 26, art. 8(A); 1996, ch. 6, art. 34; 1999, ch. 28, art. 106; 2001, ch. 9, art. 210; 2005, ch. 30, art. 105
art. 29.1 et 29.2, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 210
art. 30, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 62; 1992, ch. 26, art. 9(A); 1996, ch. 6, art. 35; 2005, ch. 30, art. 106; 2012, ch. 5, art. 193
art. 31, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 62; 1992, ch. 26, art. 10(A); 1996, ch. 6, art. 36; 2005, ch. 30, art. 107
art. 31.1, ajouté, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 62; 1996, ch. 6, art. 37; 2007, ch. 6, art. 414
art. 32, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 62
art. 33, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 62; 1996, ch. 6, art. 38; 2007, ch. 6, art. 415; 2012, ch. 5, art. 194
art. 34, 1996, ch. 6, art. 39; 1999, ch. 28, art. 107; 2007, ch. 6, art. 416; 2012, ch. 5, art. 195
art. 35, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 63; 1992, ch. 27, art. 90; 1993, ch. 34, art. 14; 1996, ch. 6, art. 40; 2007, ch. 6, art. 417
art. 36, 2007, ch. 6, art. 418
art. 37, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 64; 2007, ch. 6, art. 419
art. 39, abrogé, 2014, ch. 39, art. 268
art. 39.1, ajouté, 1992, ch. 26, art. 11; 1996, ch. 6, art. 41; 2001, ch. 9, art. 211; 2009, ch. 2, art. 242

S

Société d'assurance-dépôts du Canada, Loi sur la — L.R. (1985), ch. C-3 (suite)

- art. 39.11**, ajouté, 1992, ch. 26, art. 11; 1996, ch. 6, art. 41; 1999, ch. 31, art. 28(F)
- art. 39.12**, ajouté, 1992, ch. 26, art. 11; 1996, ch. 6, art. 41
- art. 39.13**, ajouté, 1992, ch. 26, art. 11 et 16; 1996, ch. 6, art. 41; 2009, ch. 2, art. 243; 2010, ch. 12, art. 1888 et 2100; 2012, ch. 5, art. 196
- art. 39.131**, ajouté, 2009, ch. 2, art. 244; 2012, ch. 5, art. 197
- art. 39.132**, ajouté, 2009, ch. 2, art. 244
- art. 39.14**, ajouté, 1992, ch. 26, art. 11; 1996, ch. 6, art. 41; 2010, ch. 12, art. 2101
- art. 39.15**, ajouté, 1992, ch. 26, art. 11; 1996, ch. 6, art. 41; 2001, ch. 9, art. 212; 2007, ch. 29, art. 103; 2009, ch. 2, art. 245; 2010, ch. 12, art. 1889 et 1890; 2012, ch. 5, art. 198, ch. 31, art. 166
- art. 39.151**, ajouté, 1992, ch. 26, art. 11; abrogé, 1996, ch. 6, art. 41; 2009, ch. 2, art. 246; 2012, ch. 5, art. 199
- art. 39.152**, ajouté, 2012, ch. 5, art. 199
- art. 39.16**, ajouté, 1992, ch. 26, art. 11; 1996, ch. 6, art. 41
- art. 39.17**, ajouté, 1992, ch. 26, art. 11; 1996, ch. 6, art. 41; 2012, ch. 5, art. 200
- art. 39.18**, ajouté, 1992, ch. 26, art. 11; 1996, ch. 6, art. 41; 2012, ch. 31, art. 167
- art. 39.19**, ajouté, 1992, ch. 26, art. 11; 1996, ch. 6, art. 41; 2001, ch. 9, art. 213; 2010, ch. 12, art. 2102
- art. 39.191**, ajouté, 2010, ch. 12, art. 2103
- art. 39.2**, ajouté, 1992, ch. 26, art. 11; 1996, ch. 6, art. 41; 2009, ch. 2, art. 247
- art. 39.201**, ajouté, 2009, ch. 2, art. 248
- art. 39.202**, ajouté, 2009, ch. 2, art. 248; 2010, ch. 12, art. 1891
- art. 39.203**, ajouté, 2009, ch. 2, art. 248
- art. 39.21**, ajouté, 1992, ch. 26, art. 11; 1996, ch. 6, art. 41; 2009, ch. 2, art. 249
- art. 39.22**, ajouté, 1992, ch. 26, art. 11; 1996, ch. 6, art. 41
- art. 39.23**, ajouté, 1992, ch. 26, art. 11; 1996, ch. 6, art. 41
- art. 39.24**, ajouté, 1992, ch. 26, art. 11; 1996, ch. 6, art. 41; 2009, ch. 2, art. 250
- art. 39.241**, ajouté, 1992, ch. 26, art. 11; abrogé, 1996, ch. 6, art. 41
- art. 39.25 à 39.29**, ajoutés, 1992, ch. 26, art. 11; 1996, ch. 6, art. 41
- art. 39.3**, ajouté, 1992, ch. 26, art. 11; 1996, ch. 6, art. 41
- art. 39.31 à 39.33**, ajoutés, 1992, ch. 26, art. 11; 1996, ch. 6, art. 41
- art. 39.34**, ajouté, 1992, ch. 26, art. 11; 1996, ch. 6, art. 41; 2002, ch. 8, al. 182(1)d)
- art. 39.35**, ajouté, 1992, ch. 26, art. 11; 1996, ch. 6, art. 41; 2002, ch. 8, al. 182(1)d)
- art. 39.36**, ajouté, 1992, ch. 26, art. 11; 1996, ch. 6, art. 41
- art. 39.361**, ajouté, 1996, ch. 6, art. 41
- art. 39.37**, ajouté, 1996, ch. 6, art. 41
- art. 39.371**, ajouté, 2009, ch. 2, art. 251
- art. 39.3711 à 39.3719**, ajoutés, 2009, ch. 2, art. 251
- art. 39.372**, ajouté, 2009, ch. 2, art. 251; 2012, ch. 5, art. 201
- art. 39.3721 et 39.3722**, ajoutés, 2009, ch. 2, art. 251
- art. 39.3723**, ajouté, 2009, ch. 2, art. 251; 2012, ch. 5, art. 202
- art. 39.38**, ajouté, 1996, ch. 6, art. 41
- art. 41**, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 65
- art. 42**, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 66; 1992, ch. 26, art. 12; abrogé, 1996, ch. 6, art. 42; ajouté, 2014, ch. 20, art. 109
- art. 44**, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 67; 2003, ch. 22, al. 224f)(A); 2012, ch. 5, al. 206c)(A)
- art. 45**, 1996, ch. 6, al. 47d)(A); 2003, ch. 22, al. 224f)(A) et 225e)(A)
- art. 45.1**, ajouté, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 68
- art. 45.11**, ajouté, 2009, ch. 2, art. 252
- art. 45.2**, ajouté, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 68; 1996, ch. 6, art. 43; 2001, ch. 9, art. 214; 2010, ch. 12, art. 2104; 2012, ch. 5, art. 203 et par. 223(21)
- art. 45.3**, ajouté, 2009, ch. 2, art. 253
- art. 46**, 2007, ch. 6, art. 420(A)
- art. 47**, 1996, ch. 6, art. 45; 2001, ch. 9, art. 215
- art. 48**, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 69; 1996, ch. 6, art. 45
- art. 49**, 1996, ch. 6, art. 45
- art. 50**, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 70; abrogé, 1992, ch. 26, art. 13 (*Remarque* : 1992, ch. 26, art. 13 abrogé par 1996, ch. 6, art. 48); 1996, ch. 6, art. 45
- art. 50.1**, ajouté, 1996, ch. 6, art. 45
- art. 51**, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 71; abrogé, 1992, ch. 26, art. 13; (*Remarque* : 1992, ch. 26, art. 13 abrogé par 1996, ch. 6, art. 48); 1996, ch. 6, art. 45
- art. 52**, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 71; abrogé, 1992, ch. 26, art. 13; (*Remarque* : 1992, ch. 26, art. 13 abrogé par 1996, ch. 6, art. 48); 1996, ch. 6, art. 45
- art. 53**, ajouté, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 71; 1996, ch. 6, art. 45
- art. 54**, ajouté, 1996, ch. 6, art. 45
- annexe**, 2010, ch. 12, art. 1892 et 2105 :
- art. 1**, 1991, ch. 45, art. 545; 2007, ch. 6, art. 421; 2010, ch. 12, art. 2106
- art. 2**, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 72; 1996, ch. 6, art. 45.1; 1999, ch. 28, art. 108; 2001, ch. 9, art. 216; 2010, ch. 12, art. 2107
- art. 3**, L.R., ch. 18 (3^e suppl.), art. 73; 1996, ch. 6, art. 46; 1999, ch. 28, art. 109; 2005, ch. 30, art. 108; 2009, ch. 2, art. 254; 2012, ch. 5, art. 204(A) et 205(A)
- disposition de coordination, 2012, ch. 5, par. 223(20) à (22)
- disposition générale, 1996, ch. 6, art. 44
- disposition générale, 2007, ch. 6, art. 409
- dispositions transitoires, 1992, ch. 26, art. 14, 15
- disposition transitoire, 2007, ch. 29, art. 118
- EEV, L.R., ch. 18 (2^e suppl.) en vigueur 17.06.86 *sauf* l'art. 4; l'art. 4 en vigueur 01.02.86 *voir* art. 5
- EEV, L.R., ch. 18 (3^e suppl.) en vigueur 02.07.87 *voir* TR/87-146
- EEV, 1991, ch. 45 en vigueur 01.06.92 *voir* TR/92-89
- EEV, 1992, ch. 1, art. 142, ann. V, art. 8 en vigueur à la sanction 28.02.92
- EEV, 1992, ch. 26, à l'exception du par. 1(1) et des art. 13, 15 et 16 en vigueur 28.08.92 *voir* TR/92-157; par. 1(1) et art. 15 et 16 en vigueur à la sanction 23.06.92; art. 13 abrogé par 1996, ch. 6, art. 48 en vigueur 28.06.96 *voir* TR/96-58
- EEV, 1992, ch. 27, art. 90 en vigueur 30.11.92 *voir* TR/92-194
- EEV, 1993, ch. 34, art. 14 en vigueur à la sanction 23.06.93
- EEV, 1996, ch. 6, art. 21 à 26, 28, 30, 32 à 44 et 46 à 48 en vigueur 28.06.96 *voir* TR/96-58; art. 45 en vigueur 01.03.97 *voir* TR/97-27; art. 45.1 en vigueur 06.03.97 *voir* TR/97-33; art. 27, 29 et 31 en vigueur 31.03.99 *voir* TR/99-31

S

Société d'assurance-dépôts du Canada, Loi sur la — L.R. (1985), ch. C-3 (suite)

EEV, 1997, ch. 15, art. 111 à 113 en vigueur 15.06.97 *voir* TR/97-65; art. 114 en vigueur 15.10.99 *voir* TR/99-117

EEV, 1999, ch. 28, art. 98 à 100, 104 à 106, 108 et 109 en vigueur 28.06.99 *voir* TR/99-70; art. 101, 102, 103 et 107 en vigueur 15.10.99 *voir* TR/99-118

EEV, 1999, ch. 31, art. 28 en vigueur à la sanction 17.06.99

EEV, 2001, ch. 9, art. 203 à 216 en vigueur 24.10.2001 *voir* TR/2001-102

EEV, 2002, ch. 8, art. 182 en vigueur 02.07.2003 *voir* TR/2003-109

EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24

EEV, 2005, ch. 30, art. 101 à 103 et 108 sont réputés entrés en vigueur 23.02.2005 *voir* par. 109(2); art. 98 à 100 et 104 à 107 en vigueur 01.09.2005 *voir* TR/2005-74

EEV, 2007, ch. 6, art. 402 à 408 et 413 à 421 en vigueur 20.04.2007 *voir* TR/2007-49; art. 409 à 412 en vigueur 08.03.2008 *voir* TR/2008-33

EEV, 2007, ch. 29, par. 103(1) et art. 118 en vigueur à la sanction 22.06.2007; par. 103(2) en vigueur 17.11.2007 *voir* TR/2007-105

EEV, 2009, ch. 2, art. 235 en vigueur à la sanction 12.03.2009; art. 254 réputé être entré en vigueur 27.01.2009 *voir* par. 259(2); art. 233, 234 et 236 à 244, par. 245(1) à (6) et art. 246 à 253 en vigueur 01.07.2009 *voir* TR/2009-57; par. 245(7) en vigueur 01.11.2010 *voir* TR/2010-80

EEV, 2010, ch. 12, art. 1886 à 1888, 1891 et 1892 en vigueur à la sanction 12.07.2010; art. 1889 et 1890 en vigueur 01.11.2010 *voir* TR/2010-80 et art. 1893; art. 2094 à 2107 en vigueur 19.12.2012 *voir* TR/2012-99

EEV, 2012, ch. 5, art. 223 en vigueur à la sanction 29.03.2012; art. 185 à 190 et 193 à 206 en vigueur 24.05.2012 *voir* TR/2012-36; art. 191 et 192 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* par. 225(1) – Non en vigueur

EEV, 2012, ch. 31, art. 166 et 167 en vigueur à la sanction 14.12.2012

EEV, 2014, ch. 20, art. 109 en vigueur à la sanction 19.06.2014.

EEV, 2014, ch. 39 (sanction : 16.12.2014), art. 268 (Section 22) entre en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 303 – Non en vigueur.

Société d'expansion du Cap-Breton, Loi sur la
— L.R. (1985), ch. 41 (4^e suppl.) partie II
(Enterprise Cape Breton Corporation Act)

LOI ABROGÉE, 2014, ch. 20, art. 192 (en vigueur)

art. 26, 2006, ch. 9, art. 247

art. 27, 2006, ch. 9, art. 248

art. 28, 2006, ch. 9, art. 249

art. 29 et 30, 2006, ch. 9, art. 250

art. 31, 2006, ch. 9, art. 251

art. 39, 2006, ch. 9, art. 252

art. 41, 2003, ch. 22, al. 224z.33)(A)

dispositions transitoires, ch. 41 (4^e suppl.), partie II, art. 44

disposition transitoire, 2006, ch. 9, art. 253

dispositions générales, 2014, ch. 20, art. 179 à 186 (dissolution de la Société d'expansion du Cap-Breton)

EEV, ch. 41 (4^e suppl.), partie II, art. 25 à 44 en vigueur 01.12.88 *voir* TR/88-140

EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24

EEV, 2006, ch. 9, art. 247 à 253 en vigueur 01.04.2007 *voir* TR/2007-28

EEV, 2014, ch. 20, art. 179 à 186 et 192 en vigueur à la sanction 19.06.2014.

Société de développement de l'industrie
cinématographique canadienne, Loi sur la
[Nouvelle appellation *voir* Téléfilm Canada, Loi sur]
(Canadian Film Development Corporation Act)

Société de développement du Cap-Breton, Loi
sur la — L.R. (1985), ch. C-25
(Cape Breton Development Corporation Act)

Le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada
chargé de l'application de la Loi sur l'Agence de promotion
économique du Canada atlantique (TR/2009-101)

art. 2, L.R., ch. 41 (4^e suppl.), art. 46; 2000, ch. 23, art. 6

art. 3, 2000, ch. 23, art. 7

art. 4, L.R., ch. 1 (4^e suppl.), art. 44, ann. II, n^o 10(A); 2000, ch. 23, art. 8; 2006, ch. 9, art. 245

art. 5, 2000, ch. 23, art. 9(A)

art. 7, 2000, ch. 23, art. 10(A)

art. 8, L.R., ch. 41 (4^e suppl.), art. 47; 2000, ch. 23, art. 11

art. 9, abrogé, 2000, ch. 23, art. 11

art. 10, 1999, ch. 31, art. 41; abrogé, 2000, ch. 23, art. 11

art. 11 à 14, abrogés, 2000, ch. 23, art. 11

art. 15 et 16, 2000, ch. 23, art. 12

art. 17, abrogé, 2000, ch. 23, art. 12

art. 18, 2000, ch. 23, art. 13

art. 19, L.R., ch. 13 (4^e suppl.), art. 1; 2000, ch. 23, art. 13

art. 20 et 21, abrogés, 2000, ch. 23, art. 13

art. 22 à 25, abrogés, L.R., ch. 41 (4^e suppl.), art. 48

art. 26, L.R., ch. 41 (4^e suppl.), art. 49; abrogé, 2000, ch. 23, art. 14

art. 27, 2000, ch. 23, art. 14

art. 28, 2000, ch. 23, art. 15

art. 30, 2000, ch. 23, art. 16; 2003, ch. 22, al. 224z.15)(A)

art. 33, L.R., ch. 41 (4^e suppl.), art. 50; 2000, ch. 23, art. 17

art. 34 et 35, abrogés, 2000, ch. 23, art. 17

EEV, L.R., ch. 1 (4^e suppl.), art. 44 en vigueur 04.02.88

EEV, L.R., ch. 13 (4^e suppl.), art. 1 en vigueur 14.06.88

EEV, L.R., ch. 41 (4^e suppl.), art. 46 à 50 en vigueur 01.12.88 *voir* TR/88-140

EEV, 1999, ch. 31, art. 41 en vigueur à la sanction 17.06.99

EEV, 2000, ch. 23, art. 6, par. 7(1), 8(1) et 9 à 17 en vigueur à la sanction 29.06.2000; par. 7(2) et 8(2) en vigueur 03.06.2002 *voir* TR/2002-92

EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24

EEV, 2006, ch. 9, art. 245 en vigueur à la sanction 12.12.2006

S

Société de développement du Cap-Breton à aliéner ses biens et prévoyant la dissolution de celle-ci, Loi autorisant la — 2000, ch. 23

(Cape Breton Development Corporation Divestiture Authorization and Dissolution Act)

Le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé de l'application de la Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (TR/2009-101)

EEV, 2000, ch. 23, art. 1 à 6, par. 7(1), 8(1) et art. 9 à 17 en vigueur à la sanction 29.06.2000; par. 7(2) et 8(2) en vigueur 03.06.2002 voir TR/2002-92; art. 18 à 22 en vigueur 01.12.2011 voir TR/2011-106

Société des transports du nord Limitée, Loi autorisant l'aliénation de la — 1985, ch. 35

(Northern Transportation Company Limited Disposal Authorization Act)

modifications corrélatives, art. 10 (voir L.R., ch. 39, (1^{er} suppl.), art. 1)

art. 9, abrogé, 1988, ch. 38, art. 101

EEV, 1985, ch. 35, art. 1 et 2, par. 3(1) et (3), art. 5 et 6 en vigueur à la sanction 28.06.85; art. 7 en vigueur 14.07.85, par. 3(2) et (4) et art. 8 à 10 en vigueur 15.07.85 voir TR/85-141

EEV, 1988, ch. 38, art. 101 en vigueur 15.09.88 voir TR/88-197

Société du crédit agricole, Loi sur la — 1993, ch. 14

[Nouvelle appellation voir Financement agricole Canada, Loi sur]

(Farm Credit Corporation Act)

Société Les Arsenaux canadiens Limitée, Loi autorisant l'aliénation de la — 1986, ch. 20

(Canadian Arsenals Limited Divestiture Authorization Act)

Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux

art. 2, 1996, ch. 16, al. 60(1)c)

art. 10, abrogé, 1988, art. 38, art. 100

modifications corrélatives, art. 11 (voir L.R., ch. 15 (2^e suppl.), art. 1)

EEV, 1986, ch. 20, le par. 3(2) et les art. 10-12 en vigueur 07.05.86 voir TR/86-69; art. 9 en vigueur 06.05.86 voir TR/86-69

EEV, 1988, art. 38, art. 100 en vigueur 15.09.88 voir TR/88-197

EEV, 1996, ch. 16, art. 60 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-67

Sociétés d'assurances, Loi sur les — 1991, ch. 47

(Insurance Companies Act)

Le ministre des Finances

Titre intégral, 2015, ch. 3, art. 119(F)

art. 2, 1991, ch. 47, al. 758a), ch. 48, art. 495(1)a); 1992, ch. 51, art. 55; 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 80, cette modification a été abrogée avant son entrée en vigueur par 1999, ch. 3, art. 12, ann., n° 17; 1996, ch. 6, art. 66; 1997, ch. 15, art. 165; 1998, ch. 30, al. 13h) et 15h); 1999, ch. 3, art. 70, ch. 28, art. 118; 2000, ch. 12, art. 153; 2001, ch. 9, art. 345, ch. 27, art. 255; 2002, ch. 7, art. 187(A); 2005, ch. 54, art. 214; 2007, ch. 6, art. 186; 2010, ch. 12, art. 2117; 2012, ch. 5, art. 122; 2014, ch. 39, art. 302; 2015, ch. 3, art. 120

art. 2.1, ajouté, 2005, ch. 54, art. 215

art. 3, 2001, ch. 9, art. 346

art. 4 et 5, 2001, ch. 9, art. 347

art. 6, 2001, ch. 9, art. 348

art. 8, 2001, ch. 9, art. 349

art. 9, 2001, ch. 9, art. 350; 2007, ch. 6, art. 187

art. 11, 1997, ch. 15, art. 166; 2001, ch. 9, art. 351; abrogé, 2005, ch. 54, art. 216

art. 11.1, ajouté, 1999, ch. 28, art. 119

art. 12, 2007, ch. 6, art. 188

art. 13, 1997, ch. 15, art. 167; 1999, ch. 31, art. 138; 2001, ch. 9, art. 352; 2005, ch. 54, art. 217

art. 20, 2005, ch. 54, art. 218

art. 21, 1997, ch. 15, art. 168; 2001, ch. 9, art. 353; 2006, ch. 4, art. 201; 2007, ch. 6, art. 189, ch. 29, art. 147 et 150 *mais* art. 144 abrogé et réputé ne pas avoir produit ses effets voir art. 150; 2012, ch. 5, art. 123

art. 23, 1997, ch. 15, art. 169

art. 24, 1999, ch. 28, art. 120; 2001, ch. 9, art. 354

art. 27, 2001, ch. 9, art. 355

art. 28, 2005, ch. 54, art. 219

art. 28.1 et 28.2, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 356

art. 32, 1994, ch. 24, al. 34(1)/l)(F); 1997, ch. 15, art. 170; 2001, ch. 9, art. 357; 2010, ch. 12, art. 2118

art. 33, 1997, ch. 15, art. 171

art. 34, 1997, ch. 15, art. 172

art. 35, 1997, ch. 15, art. 173

art. 36, 1997, ch. 15, art. 174(A)

art. 37, 1997, ch. 15, art. 175

art. 38, 1994, ch. 47, art. 119; 1997, ch. 15, art. 176; 2007, ch. 6, art. 190

art. 39, 1991, ch. 47, art. 759; 1994, ch. 24, al. 34(1)/l)(F); 2001, ch. 9, art. 358; 2007, ch. 6, art. 191; 2009, ch. 23, art. 331

art. 40, abrogé, 2001, ch. 9, art. 358; ajouté, 2007, ch. 6, art. 191

art. 41, abrogé, 2001, ch. 9, art. 358

art. 42, 1996, ch. 6, art. 67; 1997, ch. 15, art. 177; 2001, ch. 9, art. 359

art. 43, 1996, ch. 6, art. 68; 2001, ch. 9, art. 360; 2007, ch. 6, art. 192

art. 44, 1996, ch. 6, art. 69

art. 46, 1996, ch. 6, art. 70; 2001, ch. 9, art. 361

art. 47, 1996, ch. 6, art. 70; 2001, ch. 9, art. 362

S

Sociétés d'assurances, Loi sur les — 1991, ch. 47 (suite)

- art. 48**, 1996, ch. 6, art. 70; 2001, ch. 9, art. 363
art. 48.1, ajouté, 1996, ch. 6, art. 70
art. 50, 2001, ch. 9, art. 364
art. 52, 1997, ch. 15, art. 178; 2007, ch. 6, art. 193
art. 54, 2007, ch. 6, art. 194
art. 57, 1997, ch. 15, art. 179; 2001, ch. 9, art. 365
art. 59, 1996, ch. 6, art. 71
art. 59.1, ajouté, 2001, ch. 9, art. 366
art. 63, 1997, ch. 15, art. 180
art. 64, 2012, ch. 5, art. 124
art. 65, 1997, ch. 15, art. 181; 2001, ch. 9, art. 367
art. 66, 2005, ch. 54, art. 220; 2007, ch. 6, art. 195(A)
art. 70, 1997, ch. 15, art. 182; 2005, ch. 54, art. 221
art. 75, 2007, ch. 6, art. 196
art. 76, 2005, ch. 54, art. 222(F)
art. 76.01, ajouté, 2005, ch. 54, art. 223 (*Remarque* : 2005, ch. 54, art. 223 abrogé par 2007, ch. 6, art. 389); ajouté, 2007, ch. 6, art. 197
art. 76.1, ajouté, 1997, ch. 15, art. 183; 2001, ch. 9, art. 368
art. 76.2, ajouté, 2012, ch. 5, art. 125
art. 79, 2007, ch. 6, art. 198
art. 83, 1997, ch. 15, art. 184; 2001, ch. 9, art. 369; 2007, ch. 6, art. 199
art. 83.01 à 83.09, ajoutés, 1997, ch. 15, art. 185
art. 83.1, ajouté, 1997, ch. 15, art. 185
art. 83.11, ajouté, 1997, ch. 15, art. 185
art. 89, 1999, ch. 31, art. 139
art. 90, 2005, ch. 54, art. 224
art. 92, 1996, ch. 6, art. 71.1; 2005, ch. 54, art. 225
art. 97, 2005, ch. 54, art. 226(A)
art. 98, 2005, ch. 54, art. 227(A)
art. 100, 1991, ch. 47, al. 758b)
art. 140, 2005, ch. 54, art. 228
art. 141, 2005, ch. 54, art. 229
art. 142, 1997, ch. 15, art. 186; 1999, ch. 1, art. 1; 2005, ch. 54, art. 230
art. 143, 1993, ch. 34, art. 78; 1997, ch. 15, art. 187; 1999, ch. 1, art. 2; 2001, ch. 9, art. 370; 2005, ch. 54, art. 231
art. 144, 1997, ch. 15, art. 188
art. 145, 1997, ch. 15, art. 189
art. 146, abrogé, 1997, ch. 15, art. 190
art. 147, 1996, ch. 6, art. 72; 1997, ch. 15, art. 191; 2001, ch. 9, art. 371(F); 2005, ch. 54, art. 232
art. 148, 2005, ch. 54, art. 233
art. 149, 1997, ch. 15, art. 192; 1999, ch. 1, art. 3; 2005, ch. 54, art. 234
art. 150, 2001, ch. 9, art. 372
art. 152, 2001, ch. 9, art. 373
art. 153, 1997, ch. 15, art. 193
art. 154, 1997, ch. 15, art. 194
art. 157, 2005, ch. 54, art. 235
art. 158, 2005, ch. 54, art. 236
art. 159, 1997, ch. 15, art. 195; 2005, ch. 54, art. 237
art. 160, 1997, ch. 15, art. 196; 2005, ch. 54, art. 238
art. 164, 1997, ch. 15, art. 197; 2005, ch. 54, art. 239
art. 164.01, ajouté, 1997, ch. 15, art. 197
art. 164.02, ajouté, 1997, ch. 15, art. 197
art. 164.03, ajouté, 1997, ch. 15, art. 197; 2005, ch. 54, art. 240
art. 164.04, ajouté, 1997, ch. 15, art. 197; 2005, ch. 54, art. 241
art. 164.05, ajouté, 1997, ch. 15, art. 197; 2005, ch. 54, art. 242
art. 164.06, ajouté, 1997, ch. 15, art. 197; 2005, ch. 54, art. 243
art. 164.061, ajouté, 2005, ch. 54, art. 243
art. 164.07, ajouté, 1997, ch. 15, art. 197
art. 164.08, ajouté, 2001, ch. 9, art. 374
art. 165, 1997, ch. 15, art. 199; 2001, ch. 9, art. 375; 2005, ch. 54, art. 244
art. 167, 2001, ch. 9, art. 376; 2007, ch. 6, art. 201
art. 168, 1994, ch. 47, art. 120; 1997, ch. 15, art. 200; 2001, ch. 9, art. 377; 2012, ch. 19, art. 339, ch. 31, art. 131; 2013, ch. 40, art. 164
art. 170.1, 1996, ch. 6, art. 73
art. 171, [1997, ch. 15, art. 201 visait à modifier l'art. 171 en remplaçant le par. 171(2), mais cette modification a été abrogée avant d'entrer en vigueur par 2001, ch. 9, art. 378]
art. 173, 1996, ch. 6, art. 74; 1997, ch. 15, art. 202
art. 173.1, ajouté, 2005, ch. 54, art. 245
art. 176, 1996, ch. 6, art. 74.1; 1997, ch. 15, art. 203; 2001, ch. 9, art. 379; 2005, ch. 54, art. 246
art. 178, 1997, ch. 15, art. 204
art. 179, 1997, ch. 15, art. 205
art. 180, 2001, ch. 9, art. 380
art. 185, 2005, ch. 54, art. 247
art. 186, 2005, ch. 54, art. 248
art. 187, 2005, ch. 54, art. 249
art. 188.1, ajouté, 1997, ch. 15, art. 206
art. 189, 1997, ch. 15, art. 207
art. 191, 2005, ch. 54, art. 250
art. 192, 2013, ch. 33, art. 107
art. 192.1, ajouté, 2001, ch. 9, art. 381
art. 193.1, ajouté, 1997, ch. 15, art. 208; 2005, ch. 54, art. 251
art. 195, 1997, ch. 15, art. 209
art. 197, 2001, ch. 9, art. 382
art. 203, 1997, ch. 15, art. 210
art. 204, 1997, ch. 15, art. 211; 2001, ch. 9, art. 383
art. 207, 1997, ch. 15, art. 212; 2005, ch. 54, art. 252
art. 208, 1994, ch. 26, art. 37
art. 211, 2005, ch. 54, art. 253
art. 212, 1997, ch. 15, art. 213; 2005, ch. 54, art. 254
art. 213 à 215, 2005, ch. 54, art. 255
art. 216, 2005, ch. 54, art. 256(A)
art. 219, 1996, ch. 6, al. 167(1)*h*); 2005, ch. 54, art. 257(A)
art. 220, 2001, ch. 9, art. 384; 2005, ch. 54, art. 258
art. 221, 2001, ch. 9, art. 385(F); 2005, ch. 54, art. 258
art. 222, 2005, ch. 54, art. 259
art. 224, 1997, ch. 15, art. 214; 2001, ch. 9, art. 386
art. 225, 2001, ch. 9, art. 387
art. 229, 2007, ch. 6, art. 202
art. 233, 2007, ch. 6, art. 203
art. 236.1, ajouté, 1999, ch. 1, art. 4; 2011, ch. 15, art. 30
art. 237, 1994, ch. 26, art. 38(A); 1997, ch. 15, art. 215; 1999, ch. 1, art. 5; 2014, ch. 20, art. 211
art. 237.1, ajouté, 1997, ch. 15, art. 216; 1999, ch. 1, art. 6
art. 237.2, ajouté, 2011, ch. 15, art. 31
art. 238, 1997, ch. 15, art. 217; 2001, ch. 9, art. 388; 2005, ch. 54, art. 260; 2007, ch. 6, art. 204
art. 243, 2001, ch. 9, art. 389
art. 245, 1997, ch. 15, art. 218; 2001, ch. 9, art. 390; 2010, ch. 12, art. 2119
art. 246, 1997, ch. 15, art. 219; 2005, ch. 54, art. 261
art. 247, 1997, ch. 15, art. 220(A); 2007, ch. 6, art. 205

S

Sociétés d'assurances, Loi sur les — 1991, ch. 47 (suite)

art. 248, 1997, ch. 15, art. 221; 2005, ch. 54, art. 262
art. 249, 2005, ch. 54, art. 263
art. 250, 1997, ch. 15, art. 222; 2001, ch. 9, art. 391
art. 251, 1997, ch. 15, art. 223
art. 251.1, ajouté, 2001, ch. 9, art. 392
art. 252, 1997, ch. 15, art. 224
art. 253, 1994, ch. 47, art. 121; 1997, ch. 15, art. 225; 2007, ch. 6, art. 206
art. 254, 1997, ch. 15, art. 226; 2001, ch. 9, art. 393; 2007, ch. 6, art. 207
art. 255, 1997, ch. 15, art. 227; 2007, ch. 6, art. 208
art. 256, 1997, ch. 15, art. 227; abrogé, 2007, ch. 6, art. 208
art. 257, 1997, ch. 15, art. 227; 2001, ch. 9, art. 394; 2007, ch. 6, art. 209
art. 258, 1997, ch. 15, art. 227; 2007, ch. 6, art. 210
art. 259, abrogé, 1997, ch. 15, art. 227
art. 260, 2005, ch. 54, art. 264
art. 261, 1997, ch. 15, art. 228(A); 2007, ch. 6, art. 211(A)
art. 262, 1997, ch. 15, art. 229; 2001, ch. 9, art. 395; 2005, ch. 54, art. 265
art. 263, 2005, ch. 54, art. 266
art. 268, 2001, ch. 9, art. 396; 2005, ch. 54, art. 267; 2007, ch. 6, art. 212
art. 271, 2001, ch. 9, art. 397; 2005, ch. 54, art. 268
art. 279, 2005, ch. 54, art. 269
partie VI, section VII, (art. 280 à 287), abrogée, 1997, ch. 15, art. 230
art. 280 à 287, abrogés, 1997, ch. 15, art. 230
art. 288, 2005, ch. 54, art. 270
art. 289, 1997, ch. 15, art. 231; 2005, ch. 54, art. 271
art. 290, 2005, ch. 54, art. 271
art. 290.1, ajouté, 1997, ch. 15, art. 232; abrogé, 2005, ch. 54, art. 271
art. 291, 2005, ch. 54, art. 271
art. 292, abrogé, 2005, ch. 54, art. 271
art. 293, 2005, ch. 54, art. 272
art. 294, 2005, ch. 54, art. 272
art. 294.1, ajouté, 2005, ch. 54, art. 272
art. 295 à 297, 2005, ch. 54, art. 272
section, IX.1, ajouté, 2005, ch. 54, art. 272
art. 298, 2005, ch. 54, art. 272
art. 299, 1994, ch. 26, art. 39(F); 1999, ch. 31, art. 140; 2005, ch. 54, art. 272
art. 300, 1999, ch. 31, art. 141; 2005, ch. 54, art. 272
art. 301, abrogé, 2005, ch. 54, art. 272
art. 302, 1996, ch. 6, art. 75; abrogé, 2005, ch. 54, art. 272
art. 303 à 306, abrogés, 2005, ch. 54, art. 272
art. 307, 2000, ch. 12, art. 154; 2005, ch. 54, art. 273
art. 308, 2005, ch. 54, art. 274(F)
art. 309, 2005, ch. 54, art. 275
art. 310, 2005, ch. 54, art. 276
art. 310.1, ajouté, 2005, ch. 54, art. 276
art. 311, 2005, ch. 54, art. 277
art. 311.1, ajouté, 2005, ch. 54, art. 278
art. 312, 2005, ch. 54, art. 279
art. 313, 2005, ch. 54, art. 280
art. 314, 2005, ch. 54, art. 281
art. 315, 2005, ch. 54, art. 282
art. 316.1, ajouté, 2005, ch. 54, art. 283
art. 323, 1991, ch. 47, al. 758c); 2007, ch. 6, art. 213

art. 331, 1997, ch. 15, art. 233; 2001, ch. 9, art. 398; 2005, ch. 54, art. 284
art. 332, 2005, ch. 54, art. 285
art. 334, 1997, ch. 15, art. 234; 2005, ch. 54, art. 286
art. 335, 1997, ch. 15, art. 235; 2001, ch. 9, art. 399
art. 338, 2001, ch. 9, art. 400; 2005, ch. 54, art. 287
art. 344, 2005, ch. 54, art. 288
art. 346, 2007, ch. 6, art. 214
art. 348, 1999, ch. 31, art. 142(F)
art. 351, 2005, ch. 54, art. 289
art. 353, 1994, ch. 26, art. 40(F)
art. 358 et 359, abrogés, 1997, ch. 15, art. 236
art. 359.1 et 359.2, ajoutés, 1996, ch. 6, art. 76
art. 361, 1997, ch. 15, art. 237
art. 365.1, ajouté, 1996, ch. 6, art. 77; 1997, ch. 15, art. 238
art. 371, 2005, ch. 54, art. 290
art. 374, 2005, ch. 54, art. 291(F)
art. 377, 1996, ch. 6, al. 167(1)h)
art. 383, 1997, ch. 15, art. 239; 2012, ch. 5, art. 126
art. 387, 2005, ch. 54, art. 292(F)
art. 391, 1997, ch. 15, art. 240
art. 392, 2005, ch. 54, art. 293
art. 406.1, ajouté, 1994, ch. 47, art. 122; 2012, ch. 19, art. 340
art. 406.2, ajouté, 2012, ch. 19, art. 340
art. 407, 1993, ch. 34, art. 79; 1997, ch. 15, art. 241; 1999, ch. 1, art. 7; 2001, ch. 9, art. 401; 2007, ch. 6, art. 215
art. 407.01, ajouté, 2001, ch. 9, art. 402
art. 407.011, ajouté, 2001, ch. 9, art. 402
art. 407.02 et 407.03, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 402
art. 407.1, ajouté, 1997, ch. 15, art. 242; 2007, ch. 6, art. 216
art. 407.2, ajouté, 2001, ch. 9, art. 403
art. 408, 1997, ch. 15, art. 243
art. 408.1, ajouté, 1994, ch. 47, art. 123; 2012, ch. 31, art. 132
art. 409, 1997, ch. 15, art. 244; 2001, ch. 9, art. 404; 2012, ch. 31, art. 133
art. 410, 2001, ch. 9, art. 405; 2012, ch. 31, art. 134
art. 411, 2001, ch. 9, art. 406; 2007, ch. 6, al. 335a)
art. 412, 2001, ch. 9, art. 407
art. 413, 1997, ch. 15, art. 245
art. 414, 1991, ch. 47, al. 758d); 2001, ch. 9, art. 408; 2005, ch. 54, art. 294
art. 414.1, ajouté, 2005, ch. 54, art. 294
art. 415, 2005, ch. 54, art. 295
art. 416, 2001, ch. 9, art. 409; 2007, ch. 6, al. 335b)
art. 418, 1997, ch. 15, art. 246; 2001, ch. 9, art. 410
art. 419, 2001, ch. 9, art. 411
art. 420, 1999, ch. 28, art. 121; 2001, ch. 9, art. 412; 2012, ch. 31, art. 135
art. 421, 2001, ch. 9, art. 413
art. 422, 2001, ch. 9, art. 414
art. 423, 2012, ch. 31, art. 136
art. 424, 2012, ch. 31, art. 137(A)
art. 426.1, ajouté, 1993, ch. 44, art. 174; abrogé, 1994, ch. 47, art. 124
art. 427, abrogé, 1994, ch. 47, art. 124; ajouté, 1996, ch. 6, art. 77.1
art. 428, 2012, ch. 5, art. 127, ch. 19, art. 341, ch. 31, art. 138
art. 429, 1993, ch. 44, art. 175; abrogé, 1994, ch. 47, art. 125
art. 430, 1994, ch. 47, art. 126; 2012, ch. 5, art. 128, ch. 19, art. 342, ch. 31, art. 139

S

Sociétés d'assurances, Loi sur les — 1991, ch. 47 (suite)

- art. 431**, abrogé, 1994, ch. 47, art. 127
art. 431.1, ajouté, 1993, ch. 44, art. 176; abrogé, 1994, ch. 47, art. 127
art. 432, 1996, ch. 6, art. 78; 2001, ch. 9, art. 415; 2012, ch. 19, art. 343(A)
art. 433, 2012, ch. 31, art. 140
art. 437, abrogé, 1994, ch. 47, art. 128
art. 440, 2009, ch. 2, art. 282(F)
art. 441, 1993, ch. 34, art. 80(F); 1994, ch. 26, art. 41(F); 1997, ch. 15, art. 247; 2001, ch. 9, art. 416; 2007, ch. 6, art. 217(A)
art. 442, 2001, ch. 9, art. 417
art. 445, 1997, ch. 15, art. 248; 2007, ch. 6, art. 218
art. 446, abrogé, 2007, ch. 6, art. 218
art. 447, 1997, ch. 15, art. 249
art. 448, 2007, ch. 6, art. 219
art. 449, 1994, ch. 26, art. 42(A); 1996, ch. 6, art. 79; 2007, ch. 6, art. 220
art. 450, 2007, ch. 6, art. 221
art. 452, 1994, ch. 26, art. 43
art. 453, 2007, ch. 6, art. 222
art. 454, 1996, ch. 6, al. 167(1)*h*; 1997, ch. 15, art. 250
art. 455, 1996, ch. 6, al. 167(1)*h*
art. 461, 1997, ch. 15, art. 251; 2007, ch. 6, art. 223; 2012, ch. 5, art. 129
art. 462, 1997, ch. 15, art. 252; 1999, ch. 1, art. 8; 2007, ch. 6, art. 224
art. 464, 2005, ch. 54, art. 296; 2007, ch. 6, art. 225
art. 464.1, ajouté, 2005, ch. 54, art. 297; 2012, ch. 5, art. 130
art. 465, 2007, ch. 6, art. 226
art. 467, 1999, ch. 31, art. 143(F)
art. 468.1, ajouté, 2012, ch. 19, art. 363
art. 469, 1997, ch. 15, art. 253; 2007, ch. 6, art. 227
art. 469.1, 2009, ch. 2, art. 283; 2012, ch. 5, art. 131(A)
art. 470, 2001, ch. 9, art. 418
art. 470.1 et 470.2, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 418
art. 472, 2001, ch. 9, art. 419
art. 474, 1997, ch. 15, art. 254; 2001, ch. 9, art. 420
art. 475, 2001, ch. 9, art. 421
art. 476, 2007, ch. 6, art. 228
art. 477, 1997, ch. 15, art. 255; 2001, ch. 9, art. 422; 2007, ch. 6, art. 228
art. 478, 2007, ch. 6, art. 228
art. 479, 1997, ch. 15, art. 256; 2001, ch. 9, art. 423
art. 479.1, ajouté, 1997, ch. 15, art. 256
art. 480, 1997, ch. 15, art. 256; 2012, ch. 5, art. 132
art. 482, 1997, ch. 15, art. 257; 2012, ch. 5, art. 133
art. 482.1, ajouté, 1997, ch. 15, art. 258; 2012, ch. 5, art. 134
art. 483, 1997, ch. 15, art. 258; 2012, ch. 5, art. 134
art. 484, 2007, ch. 6, art. 229(A); 2012, ch. 5, art. 134
art. 485, 1997, ch. 15, art. 259; 2012, ch. 5, art. 135
art. 486, 1997, ch. 15, art. 260; 2001, ch. 9, art. 424; 2007, ch. 6, art. 230
art. 486.1, ajouté, 2001, ch. 9, art. 424
art. 487, 1997, ch. 15, art. 261; 2001, ch. 9, art. 424; 2012, ch. 5, art. 136
art. 488, 1997, ch. 15, art. 262
art. 488.1, ajouté, 2009, ch. 2, art. 284; 2012, ch. 5, art. 137
art. 489, 1996, ch. 6, art. 80; 1997, ch. 15, art. 263
art. 489.1, ajouté, 2001, ch. 9, art. 425; 2012, ch. 5, art. 138
art. 489.2, ajouté, 2001, ch. 9, art. 425; 2007, ch. 6, art. 231; 2012, ch. 5, art. 139
art. 489.3, ajouté, 2007, ch. 6, art. 232
art. 490, 1991, ch. 47, art. 760; 1993, ch. 34, art. 81(F); 1997, ch. 15, art. 264; 2001, ch. 9, art. 426; 2007, ch. 6, art. 233; 2008, ch. 28, art. 154
art. 491 et 492, 2001, ch. 9, art. 426
art. 493, 1997, ch. 15, art. 265; 2001, ch. 9, art. 426; 2007, ch. 6, art. 234; 2013, ch. 40, art. 170
art. 494, 2001, ch. 9, art. 426
art. 495, 1997, ch. 15, art. 266; 1999, ch. 28, art. 122; 2001, ch. 9, art. 426; 2007, ch. 6, art. 235 et al. 336*a*)(F); 2012, ch. 5, art. 140
art. 496 et 497, 2001, ch. 9, art. 426
art. 498, 2001, ch. 9, art. 426; 2007, ch. 6, art. 236
art. 499, 1997, ch. 15, art. 267; 2001, ch. 9, art. 426; 2007, ch. 6, art. 237
art. 500, 1997, ch. 15, art. 268; 2001, ch. 9, art. 426
art. 501, 1997, ch. 15, art. 269; 2001, ch. 9, art. 426
art. 502, 1997, ch. 15, art. 270; 2001, ch. 9, art. 426
art. 503, 1999, ch. 28, art. 123; 2001, ch. 9, art. 426
art. 504, 1999, ch. 28, art. 124; 2001, ch. 9, art. 426
art. 505, 2001, ch. 9, art. 426; 2007, ch. 6, art. 238
art. 506, 1993, ch. 34, art. 82; 2001, ch. 9, art. 426
art. 507, 2001, ch. 9, art. 426
art. 508, 1997, ch. 15, art. 271; 2001, ch. 9, art. 426
art. 509, 1993, ch. 34, art. 83; 1997, ch. 15, art. 272; 2001, ch. 9, art. 426
art. 510, 2001, ch. 9, art. 426
art. 511, 1997, ch. 15, art. 273; 2001, ch. 9, art. 426
art. 512, 1997, ch. 15, art. 274; 2001, ch. 9, art. 426; 2007, ch. 6, art. 239
art. 513, 2001, ch. 9, art. 426
art. 515, 1996, ch. 6, art. 81; 2001, ch. 9, art. 427
art. 516, 1996, ch. 6, art. 82; 1997, ch. 15, art. 275; 2007, ch. 6, art. 240
art. 517.1, ajouté, 1997, ch. 15, art. 276
art. 518, 1997, ch. 15, art. 277; 2000, ch. 12, al. 158*a*), *b*)
art. 519, 1991, ch. 48, al. 495(1)*b*); 1997, ch. 15, art. 278; 2001, ch. 9, art. 428; 2007, ch. 6, art. 241
art. 520, 2007, ch. 6, art. 242
art. 523, 2007, ch. 6, art. 243
art. 524, 2007, ch. 6, art. 244(F)
art. 527, 2007, ch. 6, art. 245
art. 528, 1997, ch. 15, art. 279; 2007, ch. 6, art. 246
art. 528.1, ajouté, 2001, ch. 9, art. 429
art. 528.2, ajouté, 2001, ch. 9, art. 429
art. 528.3, ajouté, 2001, ch. 9, art. 429; 2007, ch. 6, art. 247
art. 529, 1997, ch. 15, art. 280; 2000, ch. 12, art. 155, al. 158*c*), *d*)
art. 530, 1997, ch. 15, art. 281
art. 531, 1997, ch. 15, art. 282
art. 532, 1996, ch. 6, art. 83
art. 534, 2001, ch. 9, art. 430
art. 535 et 536, abrogés, 1997, ch. 15, art. 283
art. 538, 1997, ch. 15, art. 284
art. 539, 2001, ch. 9, art. 431
partie XII, 2015, ch. 3, art. 121(F) (titre)
art. 540, 2001, ch. 9, art. 432

S

Sociétés d'assurances, Loi sur les — 1991, ch. 47 (suite)

- art. 542**, 1996, ch. 6, al. 167(1)*h*); 1997, ch. 15, art. 285; 2000, ch. 12, art. 156
- art. 542.01 et 542.02**, ajoutés, 1997, ch. 15, art. 285
- art. 542.03**, ajouté, 1997, ch. 15, art. 285; 2007, ch. 6, art. 248
- art. 542.04**, ajouté, 1997, ch. 15, art. 285; 2007, ch. 6, art. 249
- art. 542.05**, ajouté, 1997, ch. 15, art. 285; 2007, ch. 6, art. 250
- art. 542.06**, ajouté, 1997, ch. 15, art. 285; 2007, ch. 6, art. 251
- art. 542.061**, ajouté, 2009, ch. 2, art. 285; 2012, ch. 5, art. 141(A)
- art. 542.07**, ajouté, 1997, ch. 15, art. 285; 2001, ch. 9, art. 433
- art. 542.071**, ajouté, 2001, ch. 9, art. 433
- art. 542.08**, ajouté, 1997, ch. 15, art. 285
- art. 542.09**, ajouté, 1997, ch. 15, art. 285; 2001, ch. 9, art. 434
- art. 542.1**, ajouté, 1997, ch. 15, art. 285
- art. 542.11**, ajouté, 1997, ch. 15, art. 285; 2001, ch. 9, art. 435
- art. 542.12**, ajouté, 1997, ch. 15, art. 285
- art. 544**, 1997, ch. 12, art. 286; 2005, ch. 54, art. 298
- art. 544.1**, ajouté, 2001, ch. 9, art. 436
- art. 548**, 1997, ch. 12, art. 287
- art. 549**, 1997, ch. 12, art. 288
- art. 549.1**, ajouté, 2012, ch. 5, art. 142
- art. 550**, 1997, ch. 12, art. 289
- art. 552**, 1997, ch. 12, art. 290; 1999, ch. 31, art. 144; 2001, ch. 9, art. 437; 2007, ch. 6, art. 252; 2013, ch. 40, art. 171
- art. 553**, 2001, ch. 9, art. 437
- art. 554**, 1997, ch. 12, art. 291; 2001, ch. 9, art. 437; 2007, ch. 6, art. 253 et al. 336b)(F)
- art. 555 et 556**, 2001, ch. 9, art. 437
- art. 557** 2001, ch. 9, art. 437; 2007, ch. 6, art. 254
- art. 558**, 1997, ch. 12, art. 292; 2001, ch. 9, art. 437
- art. 559**, 1997, ch. 12, art. 293; 2001, ch. 9, art. 437
- art. 560**, 2001, ch. 9, art. 437
- art. 561**, 1997, ch. 12, art. 294
- art. 562**, 2001, ch. 9, art. 438
- art. 563 et 564**, 2001, ch. 9, art. 439
- art. 565**, 1993, ch. 34, art. 84(F); 1997, ch. 12, art. 295; 2001, ch. 9, art. 439
- art. 566**, 1997, ch. 12, art. 296; 2001, ch. 9, art. 439
- art. 568**, 1997, ch. 12, art. 297; 2001, ch. 9, art. 440
- art. 569**, 2001, ch. 9, art. 440; 2007, ch. 6, art. 255
- art. 570.001**, ajouté, 2001, ch. 9, art. 441
- art. 570.01 à 570.06**, ajoutés, 1997, ch. 15, art. 298
- art. 570.07**, ajouté, 1997, ch. 15, art. 298; 2012, ch. 5, art. 143
- art. 570.08 et 570.09**, ajoutés, 1997, ch. 15, art. 298
- art. 570.1**, ajouté, 1997, ch. 15, art. 298
- art. 570.11 à 570.19**, ajoutés, 1997, ch. 15, art. 298
- art. 570.2**, ajouté, 1997, ch. 15, art. 298
- art. 570.21 à 570.29**, ajoutés, 1997, ch. 15, art. 298
- art. 570.3**, ajouté, 1997, ch. 15, art. 298
- art. 571**, 1996, ch. 6, art. 83.1; 1997, ch. 15, art. 299; 2007, ch. 6, art. 256
- art. 572**, 2007, ch. 6, art. 257
- art. 572.1**, ajouté, 2007, ch. 6, art. 257
- art. 573**, 1997, ch. 15, art. 300; 2007, ch. 6, art. 259
- art. 574**, 1999, ch. 28, art. 125; 2007, ch. 6, art. 260
- art. 575**, 1996, ch. 6, art. 84; 1997, ch. 15, art. 301; 2007, ch. 6, art. 260
- art. 576**, 1996, ch. 6, art. 84; 2007, ch. 6, art. 261
- art. 577**, 1996, ch. 6, art. 84; 2007, ch. 6, art. 262
- art. 578**, 2007, ch. 6, art. 263
- art. 579**, 1997, ch. 15, art. 302; 2007, ch. 6, art. 264
- art. 580**, 2007, ch. 6, art. 265
- art. 581**, 2005, ch. 54, art. 299; 2007, ch. 6, art. 265; 2012, ch. 5, art. 144
- art. 582**, 2007, ch. 6, art. 266(A); 2012, ch. 5, art. 145(A)
- art. 583**, 2007, ch. 6, art. 267
- art. 584**, 2007, ch. 6, art. 268
- art. 585**, 2005, ch. 54, art. 300; 2007, ch. 6, art. 269
- art. 586**, 1996, ch. 6, art. 85; 2007, ch. 6, art. 270
- art. 587**, 2007, ch. 6, art. 271
- art. 587.1**, ajouté, 1997, ch. 15, art. 303; 1999, ch. 1, art. 9; 2001, ch. 9, art. 442; 2005, ch. 54, art. 301; 2007, ch. 6, art. 271
- art. 587.2 et 587.3**, ajoutés, 2007, ch. 6, art. 271
- art. 588**, 2007, ch. 6, art. 272
- art. 589**, 1997, ch. 15, art. 304; 2007, ch. 6, art. 272
- art. 590**, 2007, ch. 6, art. 273
- art. 591**, 1996, ch. 6, art. 86; 1997, ch. 15, art. 305; 2007, ch. 6, art. 274
- art. 592**, 2007, ch. 6, art. 275
- art. 594**, 1996, ch. 6 al. 167(1)*h*); 1997, ch. 15, art. 306; 2007, ch. 6, art. 276
- art. 595**, 1996, ch. 6 al. 167(1)*h*); 2007, ch. 6, art. 276
- art. 596**, 2007, ch. 6, art. 277
- art. 597**, 2007, ch. 6, art. 278
- art. 598**, 1997, ch. 15, art. 307; 2001, ch. 9, art. 443
- art. 598.1**, ajouté, 1997, ch. 15, art. 307
- art. 599**, 1997, ch. 15, art. 307; 2012, ch. 5, art. 146
- art. 601**, 1997, ch. 15, art. 308; 2012, ch. 5, art. 147
- art. 601.1**, 1997, ch. 15, art. 309; 2012, ch. 5, art. 148
- art. 601.2**, 1997, ch. 15, art. 309; 2012, ch. 5, art. 148
- art. 602**, 2007, ch. 6, art. 279; 2012, ch. 5, art. 148
- art. 603**, 1997, ch. 15, art. 310; 2012, ch. 5, art. 149
- art. 604**, 1997, ch. 15, art. 311; 2001, ch. 9, art. 444; 2007, ch. 6, art. 280
- art. 604.1**, ajouté, 2001, ch. 9, art. 444; 2007, ch. 6, art. 281
- art. 605**, 1997, ch. 15, art. 312; 2001, ch. 9, art. 444; 2007, ch. 6, art. 282; 2012, ch. 5, art. 150
- art. 606**, 1997, ch. 15, art. 313
- art. 606.1**, ajouté, 2009, ch. 2, art. 286; 2012, ch. 5, art. 151
- art. 607**, 1997, ch. 15, art. 314
- art. 607.1**, ajouté, 2001, ch. 9, art. 445; 2007, ch. 6, art. 283; 2012, ch. 5, art. 152
- art. 607.2**, ajouté, 2007, ch. 6, art. 284
- art. 608**, 1996, ch. 6, art. 87; 2001, ch. 9, art. 446; 2007, ch. 6, art. 286
- art. 609**, 1996, ch. 6, art. 88; 2007, ch. 6, art. 287
- art. 610**, 2001, ch. 9, art. 447(A)
- art. 611**, 2001, ch. 9, art. 448
- art. 612**, 1993, ch. 34, art. 85(E); 1997, ch. 15, art. 315; 2007, ch. 6, art. 290
- art. 614**, 2007, ch. 6, art. 291
- art. 616 à 619**, 2007, ch. 6, art. 292
- art. 622**, 1997, ch. 15, art. 316; 2007, ch. 6, art. 293
- art. 623**, 1997, ch. 15, art. 317
- art. 624**, abrogé, 1997, ch. 15, art. 318
- art. 624.1**, ajouté, 1996, ch. 6, art. 88.1
- art. 626**, 1997, ch. 15, art. 319
- art. 629.1**, ajouté, 1996, ch. 6, art. 89; 1997, ch. 15, art. 320
- art. 630**, 1997, ch. 15, art. 321

S

Sociétés d'assurances, Loi sur les — 1991, ch. 47 (suite)

- art. 632.1**, ajouté, 2007, ch. 6, art. 294
art. 634, 1993, ch. 44, art. 177; 2005, ch. 54, art. 302; 2007, ch. 6, art. 295(A)
art. 643, 2007, ch. 6, art. 296
art. 644, 1994, ch. 26, art. 44(F)
art. 647, 2001, ch. 9, art. 449; 2007, ch. 6, art. 297
art. 650, 2007, ch. 6, art. 298
art. 651, 1996, ch. 6, art. 90; 2007, ch. 6, art. 298
art. 652 et 653, 2007, ch. 6, art. 298
art. 654, 1996, ch. 6, al. 167(1)*h* ; 2007, ch. 6, art. 298
art. 655, abrogé, 2007, ch. 6, art. 298
art. 656, 2005, ch. 54, art. 303
art. 657, 1996, ch. 6, art. 91
art. 660, 2001, ch. 9, art. 450
art. 665, 1997, ch. 15, art. 322; 2007, ch. 6, art. 299
art. 666, abrogé, 1997, ch. 15, art. 323
art. 669, 2001, ch. 9, art. 452
art. 670, 1997, ch. 15, art. 324; 2001, ch. 9, art. 453
art. 670.1, ajouté, 2012, ch. 5, art. 153
art. 672, 1996, ch. 6, art. 92; 1997, ch. 15, art. 325; 2001, ch. 9, art. 454
art. 672.1, ajouté, 1999, ch. 28, art. 126
art. 672.2, ajouté, 2015, ch. 36, art. 236
art. 673, 1994, ch. 26, art. 45; 1996, ch. 6, art. 93
art. 673.1 et 673.2, ajoutés, 1996, ch. 6, art. 93
art. 673.3, ajouté, 1996, ch. 6, art. 93; 2001, ch. 9, art. 455
art. 674, 2001, ch. 9, art. 456
art. 675.1, ajouté, 2001, ch. 9, art. 457
art. 677, abrogé, 1996, ch. 6, art. 94
art. 678, 2001, ch. 9, art. 458
art. 678.01, 2001, ch. 9, art. 459
art. 678.1, ajouté, 1996, ch. 6, art. 95; 2001, ch. 9, art. 460; 2007, ch. 6, art. 300
art. 678.2, ajouté, 2001, ch. 9, art. 461; 2007, ch. 6, art. 301
art. 678.3, ajouté, 2001, ch. 9, art. 461; 2007, ch. 6, art. 302
art. 678.4, ajouté, 2001, ch. 9, art. 461; 2007, ch. 6, art. 303
art. 678.5, ajouté, 2001, ch. 9, art. 462; 2007, ch. 6, art. 304
art. 678.6, ajouté, 2001, ch. 9, art. 462; 2007, ch. 6, art. 305
art. 679, 1996, ch. 6, art. 96; 1997, ch. 15, art. 326; 2001, ch. 9, art. 463; 2007, ch. 6, art. 306
art. 680 à 682, abrogés, 1996, ch. 6, art. 96
art. 683 et 684, 1996, ch. 6, art. 97
art. 684.1, ajouté, 1996, ch. 6, art. 97
art. 685, 1996, ch. 6, art. 97
art. 686, 1996, ch. 6, art. 98; 2007, ch. 6, art. 307
art. 687, ; 2007, ch. 6, art. 206 2007, ch. 6, art. 308
art. 688, 1997, ch. 15, art. 327; 2007, ch. 6, art. 309
art. 689, 1996, ch. 6, art. 99
art. 690, abrogé, 1996, ch. 6, art. 100
art. 691, 1991, ch. 6, art. 101
art. 692, 1996, ch. 6, al. 167(1)*h*; 1997, ch. 15, art. 328; 2001, ch. 9, art. 464(F)
partie XVI (art. 693 à 698), 2001, ch. 9, art. 465
art. 693 à 698, 2001, ch. 9, art. 465
partie XVII (art. 699 à 1007), 2001, ch. 9, art. 465
art. 699, 2001, ch. 9, art. 465
art. 699.1, ajouté, 1997, ch. 15, art. 329; abrogé, 2001, ch. 9, art. 465
art. 700 et 701, 2001, ch. 9, art. 465
art. 702, 1991, ch. 47, par. 702(4); 1996, ch. 6, art. 102; 2001, ch. 9, art. 465
art. 703, 1996, ch. 6, art. 103; 1997, ch. 15, art. 330; 1999, ch. 31, art. 145(F); 2001, ch. 9, art. 465
art. 704 et 705, 2001, ch. 9, art. 465
art. 706, 1997, ch. 15, art. 331; 2000, ch. 12, art. 157; 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 304
art. 707, 1997, ch. 15, art. 332; 2001, ch. 9, art. 465; 2006, ch. 4, art. 201.1; 2007, ch. 6, art. 310, ch. 29, art. 148 et 150 *mais* art. 148 abrogé et réputé ne pas avoir produit ses effets *voir* art. 150; 2012, ch. 5, art. 154
art. 708 à 712, 2001, ch. 9, art. 465
art. 713, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 305
art. 714 à 718, 2001, ch. 9, art. 465
art. 719, 2001, ch. 9, art. 465; 2010, ch. 12, art. 2120
art. 720 à 724, 2001, ch. 9, art. 465
art. 725, 2001, ch. 9, art. 465; 2007, ch. 6, art. 311
art. 726, 2001, ch. 9, art. 465; 2007, ch. 6, art. 312
art. 727 à 730, 2001, ch. 9, art. 465
art. 731, 2001, ch. 9, art. 465; 2007, ch. 6, art. 313
art. 732 à 735, 2001, ch. 9, art. 465
art. 736, 1991, ch. 48, par. 495(2); 2001, ch. 9, art. 465
art. 737, 2001, ch. 9, art. 465
art. 738, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 306
art. 739 à 744, 2001, ch. 9, art. 465
art. 745, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 307; 2007, ch. 6, art. 314(A)
art. 746 à 748, 2001, ch. 9, art. 465
art. 749, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 308
art. 750 à 753, 2001, ch. 9, art. 465
art. 754, 2001, ch. 9, art. 465; 2007, ch. 6, art. 315
art. 755, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 309(F)
art. 755.1, ajouté, 2005, ch. 54, art. 310 (*Remarque* : 2005, ch. 54, art. 310 abrogé par 2007, ch. 6, art. 390); ajouté, 2007, ch. 6, art. 316
art. 756, 2001, ch. 9, art. 465
art. 757, 2001, ch. 9, art. 465; 2007, ch. 6, art. 317
art. 758 à 760, 2001, ch. 9, art. 465
art. 761, 2001, ch. 9, art. 465; 2007, ch. 6, art. 318
art. 762 et 763, 2001, ch. 9, art. 465
art. 764, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 311
art. 765, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 312
art. 766, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 313
art. 767, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 314
art. 768 et 769, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 770, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 315
art. 771, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 316
art. 772, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 317
art. 773 à 777, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 778, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 318
art. 779, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 319
art. 780, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 320
art. 781, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 321
art. 782 à 784, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 785, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 322
art. 786 et 787, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 788, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 323
art. 789, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 324
art. 790, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 325
art. 791, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 326

S

Sociétés d'assurances, Loi sur les — 1991, ch. 47 (suite)

- art. 791.1**, ajouté, 2005, ch. 54, art. 326
art. 792 à 795, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 796, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2007, ch. 6, art. 319
art. 797, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2012, ch. 19, art. 344, ch. 31, art. 141; 2013, ch. 40, art. 165
art. 798 à 800, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 800.1, ajouté, 2005, ch. 54, art. 327
art. 801 et 802, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 803, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 328
art. 804 à 811, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 812, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 329
art. 813, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 330
art. 814 à 817, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 818, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 331
art. 819, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2013, ch. 33, art. 108
art. 820, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465
art. 821, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 332
art. 822 à 831, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 832, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 333
art. 833 à 835, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 836, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 334
art. 837, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 335
art. 838 à 840, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 336
art. 841, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 337(A)
art. 842 et 843, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 844, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2004, ch. 25, art. 203; 2005, ch. 54, art. 338(A)
art. 845, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 339
art. 846, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 339
art. 847, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 340
art. 848 à 856, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 857, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2010, ch. 12, art. 2121
art. 858, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 341
art. 859, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2007, ch. 6, art. 320
art. 860, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 342
art. 861 à 865, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 866, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2007, ch. 6, art. 321
art. 867, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465
art. 868, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 343
art. 869, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465
art. 870, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 344
art. 871, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 345
art. 872 à 875, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 876, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 346; 2007, ch. 6, art. 322
art. 877 et 878, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 879, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 347
art. 880, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465
art. 881, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 348
art. 882, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465
art. 883, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 349
art. 883.1, ajouté, 2005, ch. 54, art. 349
art. 884, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 350
art. 885 et 886, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 887, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 351
art. 888, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 352
art. 889, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465
art. 890, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 353
art. 891 à 893, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 894, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 354
art. 895 à 899, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 900, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 355
art. 901 à 906, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 907, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 356
art. 908 à 911, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 912, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 357
art. 913 et 914, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 915, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 358(F)
art. 916 à 922, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 923, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2012, ch. 5, art. 155
art. 924 et 925, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 926, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2012, ch. 19, art. 345, ch. 31, art. 142(A)
art. 927, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2007, ch. 6, art. 323
art. 928, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465
art. 928.1, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465
art. 929 à 931, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 932, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2007, ch. 6, art. 324
art. 933 et 934, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 935, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2012, ch. 31, art. 143
art. 936, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2012, ch. 31, art. 144
art. 937, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2012, ch. 31, art. 145
art. 938, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2007, ch. 6, al. 335c)
art. 939 et 940, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 941, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 359
art. 942, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 360
art. 943, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2007, ch. 6, al. 335d)
art. 944 à 946, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 947, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2012, ch. 31, art. 146
art. 948 et 949, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 950, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2012, ch. 31, art. 147
art. 951, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2012, ch. 31, art. 148(A)
art. 952 et 953, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 954, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2012, ch. 5, art. 156, ch. 19, art. 346, ch. 31, art. 149
art. 955, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2012, ch. 5, art. 157, ch. 19, art. 347 et al. 349(2)b), ch. 31, art. 150
art. 956, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465
art. 957, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2012, ch. 31, art. 151
art. 958 à 968, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 969, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2007, ch. 6, art. 325; 2013, ch. 40, art. 172
art. 970, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465
art. 971, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2007, ch. 6, art. 326 et al. 336c)(F); 2012, ch. 5, art. 158
art. 972 et 973, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 974, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2007, ch. 6, art. 327
art. 975 à 986, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 987, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2007, ch. 6, art. 328
art. 988 à 990, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 991, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2007, ch. 6, art. 329(F)
art. 992 à 999, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 999.1, ajouté, 2015, ch. 36, art. 237
art. 1000 à 1007, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
partie XVIII (art. 1008 à 1022), 2001, ch. 9, art. 465
art. 1007.1, ajouté, 2005, ch. 54, art. 361
art. 1008 et 1009, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 1010, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 362
art. 1011 et 1012, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465

S

Sociétés d'assurances, Loi sur les — 1991, ch. 47 (suite)

art. 1013, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 363(F)
art. 1014 et 1015, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 1016, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2007, ch. 6, art. 330
art. 1016.1, ajouté, 2007, ch. 6, art. 330
art. 1016.2, ajouté, 2007, ch. 6, art. 330; 2010, ch. 12, art. 1860
art. 1016.3 à 1016.6, ajoutés, 2007, ch. 6, art. 330
art. 1016.61, ajouté, 2012, ch. 5, art. 159
art. 1016.7, ajouté, 2009, ch. 2, art. 287
art. 1017 et 1018, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 1019, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2007, ch. 6, art. 331; 2012, ch. 5, art. 160
art. 1019.1, ajouté, 2007, ch. 6, art. 332; 2012, ch. 5, art. 161
art. 1020, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2012, ch. 31, art. 152
art. 1021, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 364
art. 1022, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465
partie XIX (art. 1023 à 1033), ajoutée, 2001, ch. 9, art. 465
art. 1023, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465
art. 1023.1, ajouté, 2007, ch. 6, art. 333
art. 1024 à 1026, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 1027, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 365
art. 1028 à 1031, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 465
art. 1032, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465; 2005, ch. 54, art. 366
art. 1033, ajouté, 2001, ch. 9, art. 465
partie XX, ajoutée, 2005, ch. 54, art. 367
art. 1034 à 1047, ajoutés, 2005, ch. 54, art. 367
annexe, 1997, ch. 15, art. 333; DORS/2006-157; 2007, ch. 6, art. 334; DORS/2010-199
disposition de coordination, 2007, ch. 29, art. 150
disposition de coordination, 2012, ch. 19, art. 349
disposition générale, 1994, ch. 34, par. 34(2)(F)
disposition générale, 1997, ch. 15, art. 198
disposition générale, 2001, ch. 9, art. 451
disposition générale, 2007, ch. 6, art. 258, 285, 288 et 289
disposition générale, 2011, ch. 15, art. 33 (validation)
disposition générale, 2015, ch. 3, art. 121(F)
disposition transitoire, 1992, ch. 51, art. 67
dispositions transitoires, 2015, ch. 36, art. 243, 244, 250 et 251
EEV, 1991, ch. 47, *sauf* par. 268(1) et (2), 702(4), 713(2), 715(2), 716(2), 719(3), 720(2), 721(2), 722(2), 723(2) et (4), 724(2), 725(2), 726(2), 727(2), 736(2), 742(2), 743(2) et (4), 745(2) et 746(2) et des art. 753 à 760, en vigueur 01.06.92 *voir* TR/92-92; par. 268(1) et (2) entrent en vigueur six mois après la date d'entrée en vigueur de l'art. 261 *voir* par. 763(2) (en vigueur 01.12.92); par. 702(4), 713(2), 715(2), 716(2), 719(3), 720(2), 721(2), 722(2), 723(2) et (4), 724(2), 725(2), 726(2), 727(2), 736(2), 742(2), 743(2) et (4), 745(2) et 746(2) et des art. 753 à 760 en vigueur à la sanction 13.12.91 *voir* par. 763(1)
EEV, 1991, ch. 48 en vigueur 01.06.92 *voir* TR/92-92
EEV, 1992, ch. 51, art. 55 et 67 en vigueur 30.01.93 *voir* TR/93-11
EEV, 1993, ch. 34, art. 78 à 85 en vigueur à la sanction 23.06.93
EEV, 1993, ch. 44, art. 174 à 176 en vigueur 01.01.94 *voir* TR/94-1; art. 177 abrogé avant son entrée en vigueur 31.12.2011 *voir* 2008, ch. 20, art. 3
EEV, 1994, ch. 24, art. 34(F) en vigueur à la sanction 23.06.94
EEV, 1994, ch. 26, art. 37 à 45 en vigueur à la sanction 23.06.94
EEV, 1994, ch. 47, art. 119 à 128 en vigueur 01.01.95 *voir* TR/95-5

EEV, 1996, ch. 6, par. 83.1(1) est réputé être entré en vigueur 01.01.94 *voir* par. 83.1(2); art. 66 à 103 et 167 en vigueur 28.06.96 *voir* TR/96-58
EEV, 1997, ch. 15,
— art. 165, à l'exception de la définition « *société d'assurance-vie* » au par. 2(1) de la *Loi sur les sociétés d'assurances*, édictée par le par. 165(1), art. 166, 167, 169 à 185, 189, 191, 195, 196, 199, 200, 202, 204, 205, 210 à 229, 231 à 247, 249 à 255, 263 à 303, 305, 306, 314 à 322, 324 à 326 et 328 à 332 en vigueur 15.06.97 *voir* TR/97-65;
— la définition de « *société d'assurance-vie* » au par. 2(1) de la *Loi sur les sociétés d'assurances*, édictée par le par. 165(1), art. 186 à 188, 190, 192 à 194, 197, 198, 203, 206, 209, 230, 248, 304 et 333 en vigueur 01.08.97 *voir* TR/97-65;
— art. 168 en vigueur à la sanction 25.04.97;
— art. 201 a été abrogé avant d'entrer en vigueur par 2001, ch. 9, art. 378, qui est entré en vigueur le 24.10.2001
— art. 207 et 208 en vigueur 01.01.98 *voir* TR/97-65;
— art. 256 à 262 et 307 à 313 en vigueur 01.09.2001 *voir* TR/2001-41
— art. 327 en vigueur 01.01.99 *voir* TR/99-3
— art. 323 en vigueur 15.10.99 *voir* TR/99-117
EEV, 1998, ch. 30, al. 13*h*) et 15*h*) en vigueur 19.04.99 *voir* TR/99-37
EEV, 1999, ch. 1 en vigueur 12.03.99 *voir* TR/99-23
EEV, 1999, ch. 3, art. 12, ann., n° 17 en vigueur à la sanction 11.03.99; art. 70 en vigueur 01.04.99 *voir* art. 92
EEV, 1999, ch. 28, art. 118 à 126 en vigueur 28.06.99 *voir* TR/99-70
EEV, 1999, ch. 31, art. 138 à 145 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 2000, ch. 12, art. 153 à 158 en vigueur 31.07.2000 *voir* TR/2000-76
EEV, 2001, ch. 9,
— art. 345 à 417 et 419 à 423, par. 424(1), art. 425 à 443, par. 444(1), art. 445 à 465 et 594 en vigueur 24.10.2001 *voir* TR/2001-102
— art. 418 en vigueur 01.01.2004 *voir* TR/2003-181
— par. 424(2) et 444(2) en vigueur à la sanction 14.06.2001;
— *Voir aussi* art. 594.
EEV, 2001, ch. 27, art. 255 en vigueur 28.06.2002 *voir* TR/2002-97
EEV, 2002, ch. 7, art. 187 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48
EEV, 2004, ch. 25, art. 203 en vigueur à la sanction 15.12.2004
EEV, 2005, ch. 54,
— la définition « *mineur* » au par. 2(1) de la *Loi sur les sociétés d'assurances*, édictée par le par. 214(2), art. 218 à 222, 226, 227, 246 à 249 et 256 à 264, 267, 285, 289 à 295, 298 à 301, 304 à 309, 328 à 330, 337 à 343, 346, 347, 352 et 357 à 366 en vigueur 27.04.2006 *voir* TR/2006-68;
— la définition « *police ajustable* », au par. 2(1) de la *Loi sur les sociétés d'assurances*, édictée par le par. 214(2), art. 216, 217, 244, 284, 286, 296, 297, 303, 351, 353 et 367 en vigueur 01.06.2011 *voir* DORS/2010-229 et l'*erratum* TR/2010-86, *Gazette du Canada*, Partie II, Vol. 144, n° 24, p. 2264 *re* numéro d'enregistrement
— les définitions « *transaction de fermeture* » et « *transaction d'éviction* » au par. 2(1) de la *Loi sur les sociétés*

S

Sociétés d'assurances, Loi sur les — 1991, ch. 47 (suite)

d'assurances, édictées par le par. 214(2), par. 214(3), art. 215, 224, 225 et 228 à 238, par. 239(1) et (3), art. 240, 242, 243, 245, 250 à 255, 265, 266, 268 à 283, 287, 288, 302 et 311 à 321, par. 322(1) et (3), art. 323, 325 à 327, 331 à 336, 344, 345, 348 à 350 et 354 à 356 en vigueur 28.11.2006 *voir* TR/2006-140

— art. 223 et 310 abrogés par 2007, ch. 6, art. 389 et 390, respectivement

— par. 214(1), par. 239(2), art. 241, par. 322(2) et art. 324 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* art. 453 – Non en vigueur

EEV, 2006, ch. 4, art. 201 et 201.1 en vigueur à la sanction 22.06.2006

EEV, 2007, ch. 6,

— par. 186(2) et (3), art. 187 à 196, 198 à 231, 233 à 256, 258 à 262, 264 à 270, 272 à 274, 277, 279 à 284, 288 à 291, 293 à 295 et 299 à 308, par. 309(1) et art. 310 à 315, 317 à 336 en vigueur 20.04.2007 *voir* TR/2007-49

— art. 197, 316, 389 et 390 en vigueur 08.03.2008 *voir* TR/2008-33

— art. 232 en vigueur 19.05.2008 *voir* TR/2008-58

— par. 186(1), art. 257, 263, 271, 275, 276, 278, 285 à 287, 292, 296 à 298 et le par. 309(2) en vigueur 01.01.2010 *voir* TR/2009-112

EEV, 2007, ch. 29, art. 147, 148 et 150 en vigueur à la sanction *mais* art. 147 et 148 abrogés et réputés ne pas avoir produit leurs effets *voir* art. 150

EEV, 2008, ch. 28, art. 154 en vigueur à la sanction 18.06.2008

EEV, 2009, ch. 2, art. 282, 284, 286 et 287 en vigueur à la sanction 12.03.2009; art. 283 et 285 en vigueur 01.07.2010 *voir* TR/2010-31

EEV, 2009, ch. 23 (sanction : 23.06.2009), art. 331 en vigueur 17.10.2011 *voir* TR/2011-87

EEV, 2010, ch. 12, art. 1860 en vigueur à la sanction 12.07.2010; art. 2117 à 2121 en vigueur 19.12.2012 *voir* TR/2012-99

EEV, 2011, ch. 15, art. 30, 31 et 33 en vigueur à la sanction 26.06.2011

EEV, 2012, ch. 5, art. 123 et 154, en vigueur à la sanction 29.03.2012; art. 122, 124 à 128, 130 à 153 et 155 à 161 en vigueur 24.05.2012 *voir* TR/2012-36; art. 129 entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* par. 225(1) – Non en vigueur

EEV, 2012, ch. 19, art. 339 à 346 et 349 en vigueur à la sanction 29.06.2012;

— art. 347 en vigueur à la sanction mais réputé ne pas être entré en vigueur et est abrogé *voir* 2012, ch. 19, al. 349(2)a);

— art. 363 en vigueur 01.07.2013 *voir* TR/2013-61

EEV, 2012, ch. 31, art. 131 à 152 en vigueur à la sanction 14.12.2012

EEV, 2013, ch. 33, art. 107 et 108 en vigueur à la sanction 26.06.2013.

EEV, 2013, ch. 40, art. 164, 165 et 170 à 172 en vigueur à la sanction 12.12.2013.

EEV, 2014, ch. 20, art. 211 en vigueur à la sanction 19.06.2014.

EEV, 2014, ch. 39 (sanction : 16.12.2014), art. 302 en vigueur 15.01.2017 *voir* TR/2015-30.

EEV, 2015, ch. 3, art. 119 à 121 en vigueur à la sanction 26.02.2015.

EEV, 2015, ch. 36, art. 236, 237, 243, 244, 250 et 251 en vigueur à la sanction 23.06.2015.

Sociétés de caisse de retraite, Loi sur les**— L.R. (1985), ch. P-8**

(*Pension Fund Societies Act*)

Le ministre de l'Industrie (articles 4, 6, 7)

art. 2, 2000, ch. 12, art. 266

art. 4, 1992, ch. 1, art. 145, ann. VIII, n° 23(F); 1995, ch. 1, al. 62(1)o)

art. 6 et 7, 1992, ch. 1, art. 145, ann. VIII, n° 23(F); 1995, ch. 1, al. 62(1)o)

art. 10, 2000, ch. 12, art. 267

art. 11, 2000, ch. 12, art. 268

art. 12, 2000, ch. 12, art. 269

art. 15, 2001, ch. 4, art. 112

art. 17, 2000, ch. 12, art. 270

disposition générale, 1995, ch. 1, par. 62(3)

disposition générale, 2000, ch. 12, art. 265(F)

EEV, 1992, ch. 1, art. 145, ann. VIII, n° 23(F) en vigueur à la sanction 28.02.92

EEV, 1995, ch. 1, art. 62 en vigueur 29.03.95 *voir* TR/95-48

EEV, 2000, ch. 12, art. 265 à 270 en vigueur 31.07.2000 *voir* TR/2000-76

EEV, 2001, ch. 4, art. 112 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71

Sociétés de fiducie et de prêt, Loi sur les**— 1991, ch. 45**

(*Trust and Loan Companies Act*)

Le ministre des Finances

art. 2, 1991, ch. 47, al. 753a), ch. 48, al. 493a); 1992, ch. 51, art. 66; 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 142, cette modification a été abrogée avant son entrée en vigueur par 1999, ch. 3, art. 12, ann., n° 27; 1998, ch. 30, al. 13f) et 15f); 1999, ch. 3, art. 84, ch. 28, art. 136; 2000, ch. 12, art. 298; 2001, ch. 9, art. 478, ch. 26, art. 272; 2002, ch. 7, art. 248(A); 2005, ch. 54, art. 368; 2010, ch. 12, art. 2123; 2012, ch. 5, art. 162; 2014, ch. 39, art. 301; 2015, ch. 3, art. 157

art. 2.1 et 2.2, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 479

art. 2.3, ajouté, 2005, ch. 54, art. 369

art. 3, 2001, ch. 9, art. 480

art. 4 et 5, 2001, ch. 9, art. 481

art. 6, 2001, ch. 9, art. 482

art. 9, 2001, ch. 9, art. 483; 2007, ch. 6, art. 337

art. 11, 1997, ch. 15, art. 340; abrogé, 2005, ch. 54, art. 370

art. 11.1, ajouté, 1999, ch. 28, art. 137

art. 19, 2005, ch. 54, art. 371

art. 20, 1997, ch. 15, art. 341; 2001, ch. 9, art. 484; 2006, ch. 4, art. 202; 2007, ch. 6, art. 338, ch. 29, art. 149 et 150; 2012, ch. 5, art. 163

art. 23, 1999, ch. 28, art. 138; 2001, ch. 9, art. 485

art. 26, 2001, ch. 9, art. 486

S

Sociétés de fiducie et de prêt, Loi sur les — 1991, ch. 45 (suite)

- art. 27**, 2005, ch. 54, art. 372
art. 31, 1994, ch. 24, al. 34(1)*q*(F); 2010, ch. 12, art. 2124
art. 37, 1994, ch. 47, art. 202; 1997, ch. 15, art. 342; 1999, ch. 31, art. 213(F); 2007, ch. 6, art. 339; 2009, ch. 2, art. 288
art. 38, 1991, ch. 45, al. 559*a*; 1994, ch. 24, al. 34(1)*q*(F); 1997, ch. 15, art. 343; 2001, ch. 9, art. 487; 2007, ch. 6, art. 340
art. 39, 1994, ch. 24, al. 34(1)*q*(F); 2007, ch. 6, art. 340
art. 40, abrogé, 2007, ch. 6, art. 340
art. 41, 1996, ch. 6, art. 112; 1997, ch. 15, art. 344
art. 43, 1996, ch. 6, art. 113; 2001, ch. 9, art. 488; 2007, ch. 6, art. 341
art. 44, 1996, ch. 6, art. 114
art. 46, 1996, ch. 6, art. 115; 2001, ch. 9, art. 489
art. 47, 1996, ch. 6, art. 115
art. 48, 1996, ch. 6, art. 115; 2001, ch. 9, art. 490
art. 48.1, ajouté, 1996, ch. 6, art. 115
art. 50, 2001, ch. 9, art. 491
art. 56, 2001, ch. 9, art. 492
art. 58, 1996, ch. 6, art. 116
art. 63, 2012, ch. 5, art. 164
art. 64, 2001, ch. 9, art. 493
art. 65, 2005, ch. 54, art. 373; 2007, ch. 6, art. 342(A)
art. 69, 1997, ch. 15, art. 345; 2005, ch. 54, art. 374
art. 75, 2005, ch. 54, art. 375(F)
art. 75.1, ajouté, 2005, ch. 54, art. 376 (*Remarque* : 2005, ch. 54, art. 376 abrogé par 2007, ch. 6, art. 391); ajouté, 2007, ch. 6, art. 343
art. 78, 2007, ch. 6, art. 344
art. 82, 2001, ch. 9, art. 494; 2007, ch. 6, art. 345
art. 88, 1999, ch. 31, art. 214
art. 89, 2005, ch. 54, art. 377
art. 91, 2005, ch. 54, art. 378
art. 96, 2005, ch. 54, art. 379
art. 97, 2005, ch. 54, art. 380(A)
art. 139, 2005, ch. 54, art. 381
art. 140, 2005, ch. 54, art. 382
art. 141, 2005, ch. 54, art. 383
art. 142, 2005, ch. 54, art. 384
art. 143, 1997, ch. 15, art. 346
art. 145, 2001, ch. 9, art. 495(F)
art. 146, 1997, ch. 15, art. 347; 2005, ch. 54, art. 385
art. 147, 2005, ch. 54, art. 386
art. 148, 2001, ch. 9, art. 496; 2005, ch. 54, art. 387
art. 154, 2005, ch. 54, art. 388
art. 155, 2005, ch. 54, art. 389
art. 156, 2005, ch. 54, art. 390
art. 157, 2005, ch. 54, art. 391
art. 160.01, ajouté, 1997, ch. 15, art. 348; 2005, ch. 54, art. 392
art. 160.02 et 160.03, ajoutés, 1997, ch. 15, art. 348
art. 160.04, ajouté, 1997, ch. 15, art. 348; 2005, ch. 54, art. 393
art. 160.05, ajouté, 1997, ch. 15, art. 348; 2005, ch. 54, art. 394
art. 160.06, ajouté, 1997, ch. 15, art. 348; 2005, ch. 54, art. 395
art. 160.07, ajouté, 1997, ch. 15, art. 348; 2005, ch. 54, art. 396
art. 160.071, ajouté, 2005, ch. 54, art. 396
art. 160.08, ajouté, 1997, ch. 15, art. 348
art. 161, 1997, ch. 15, art. 349; 2001, ch. 9, art. 497(F)
art. 163, 2001, ch. 9, art. 498; 2007, ch. 6, art. 346
art. 164, 1994, ch. 47, art. 203; 1997, ch. 15, art. 350; 2012, ch. 19, art. 326, ch. 31, art. 99; 2013, ch. 40, art. 160
art. 166.1, ajouté, 1996, ch. 6, art. 117
art. 167, [1997, ch. 15, art. 351 visait à modifier l'art. 167 en remplaçant le par. 167(2), mais cette modification a été abrogée avant d'entrer en vigueur par 2001, ch. 9, art. 499]
art. 169.1, ajouté, 2005, ch. 54, art. 397
art. 172, 1997, ch. 15, art. 352; 2005, ch. 54, art. 398
art. 174, 1997, ch. 15, art. 353
art. 175, 1997, ch. 15, art. 354
art. 176, 2001, ch. 9, art. 500
art. 179, 1997, ch. 15, art. 355
art. 181, 2005, ch. 54, art. 399
art. 182, 2005, ch. 54, art. 400
art. 183.1, ajouté, 1997, ch. 15, art. 356
art. 184, 1997, ch. 15, art. 357
art. 186, 2005, ch. 54, art. 401
art. 187, 2013, ch. 33, art. 104
art. 187.1, 2001, ch. 9, art. 501
art. 188.1, ajouté, 1997, ch. 15, art. 358; 2005, ch. 54, art. 402
art. 190, 1997, ch. 15, art. 359
art. 198, 1997, ch. 15, art. 360
art. 199, 1997, ch. 15, art. 361; 2001, ch. 9, art. 502
art. 202, 1997, ch. 15, art. 362; 2005, ch. 54, art. 403
art. 204, 1994, ch. 26, art. 74
art. 207, 2005, ch. 54, art. 404
art. 208, 1997, ch. 15, art. 363; 2005, ch. 54, art. 405
art. 209 à 211, 2005, ch. 54, art. 406
art. 212, 2005, ch. 54, art. 407(A)
art. 215, 1996, ch. 6, al. 167(1)*i*; 2005, ch. 54, art. 408(A)
art. 216, 2001, ch. 9, art. 503; 2005, ch. 54, art. 409
art. 217, 2001, ch. 9, art. 504(F); 2005, ch. 54, art. 409
art. 218, 2005, ch. 54, art. 410
art. 220, 2001, ch. 9, art. 505
art. 221, 2001, ch. 9, art. 506
art. 222, 2001, ch. 9, art. 507; 2005, ch. 54, art. 411; 2007, ch. 6, art. 347
art. 226, 2001, ch. 9, art. 508
art. 228, 2010, ch. 12, art. 2125
art. 229, 2005, ch. 54, art. 412
art. 230, 2007, ch. 6, art. 348
art. 231, 2005, ch. 54, art. 413
art. 233, 2001, ch. 9, art. 509
art. 234.1, 2001, ch. 9, art. 510
art. 236, 1994, ch. 47, art. 204; 1997, ch. 15, art. 364; 2007, ch. 6, art. 349
art. 237, 1999, ch. 28, art. 139
art. 238, 2007, ch. 6, art. 350
art. 242, 2005, ch. 54, art. 414
art. 243, 1997, ch. 15, art. 365; 2007, ch. 6, art. 351(A)
art. 244, 2001, ch. 9, art. 511; 2005, ch. 54, art. 415
art. 245, 2005, ch. 54, art. 416; 2007, ch. 6, art. 352(A) et 451(A)
art. 250, 2001, ch. 9, art. 512; 2005, ch. 54, art. 417; 2007, ch. 6, art. 353
art. 253, 2001, ch. 9, art. 513; 2005, ch. 54, art. 418
art. 261, 2005, ch. 54, art. 419
art. 262 à 269, abrogés, 1997, ch. 15, art. 366
art. 270, 2005, ch. 54, art. 420
art. 271, 1997, ch. 15, art. 367; 2005, ch. 54, art. 421
art. 272, 2005, ch. 54, art. 421

S

Sociétés de fiducie et de prêt, Loi sur les — 1991, ch. 45 (suite)

- art. 272.1**, ajouté, 1997, ch. 15, art. 368; abrogé, 2005, ch. 54, art. 421
- art. 273**, 2005, ch. 54, art. 421
- art. 274**, abrogé, 2005, ch. 54, art. 421
- art. 275 et 276**, 2005, ch. 54, art. 422
- art. 276.1**, ajouté, 2005, ch. 54, art. 422
- art. 277 à 279**, 2005, ch. 54, art. 422
- art. 280**, 1994, ch. 26, art. 75(F); 1999, ch. 31, art. 215; 2005, ch. 54, art. 422
- art. 281**, 1999, ch. 31, art. 216; 2005, ch. 54, art. 422
- art. 282**, 2005, ch. 54, art. 422
- art. 283**, 1996, ch. 6, art. 118; abrogé, 2005, ch. 54, art. 422
- art. 284 à 287**, abrogés, 2005, ch. 54, art. 422
- art. 288**, 2000, ch. 12, art. 299; 2005, ch. 54, art. 423
- art. 289**, 2005, ch. 54, art. 424(F)
- art. 290**, 2005, ch. 54, art. 425
- art. 291**, 2005, ch. 54, art. 426
- art. 291.1**, ajouté, 2005, ch. 54, art. 426
- art. 292**, 2005, ch. 54, art. 427
- art. 292.1**, ajouté, 2005, ch. 54, art. 428
- art. 293**, 2005, ch. 54, art. 429
- art. 294**, 2005, ch. 54, art. 430
- art. 295**, 2005, ch. 54, art. 431
- art. 296**, 2005, ch. 54, art. 432
- art. 298.1**, ajouté, 2005, ch. 54, art. 433
- art. 313**, 1997, ch. 15, art. 369; 2001, ch. 9, art. 514; 2005, ch. 54, art. 434
- art. 314**, 2005, ch. 54, art. 435
- art. 316**, 1997, ch. 15, art. 370; 2005, ch. 54, art. 436
- art. 317**, 1997, ch. 15, art. 371; 2001, ch. 9, art. 515
- art. 320**, 2001, ch. 9, art. 516; 2005, ch. 54, art. 437
- art. 326**, 2005, ch. 54, art. 438
- art. 330**, 1999, ch. 31, art. 217(F)
- art. 333**, 2005, ch. 54, art. 439
- art. 335**, 1993, ch. 34, art. 125(F)
- art. 339**, 2005, ch. 54, art. 440
- art. 342**, 2005, ch. 54, art. 441(F)
- art. 345**, 1996, ch. 6, al. 167(1*i*)
- art. 354**, 2005, ch. 54, art. 442(F)
- art. 359**, 2005, ch. 54, art. 443
- art. 367**, 1999, ch. 31, art. 218
- art. 371**, 1996, ch. 6, al. 167(1*i*)
- art. 374**, 2001, ch. 9, art. 517
- art. 374.1**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 205; 2012, ch. 19, art. 327
- art. 374.2**, ajouté, 2012, ch. 19, art. 327
- art. 375**, 2001, ch. 9, art. 518; 2007, ch. 6, art. 354
- art. 375.1**, ajouté, 1997, ch. 15, art. 372; 2001, ch. 9, art. 519; 2007, ch. 6, art. 355
- art. 376.1**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 206; 2012, ch. 31, art. 100
- art. 377**, 1997, ch. 15, art. 373; 2012, ch. 31, art. 101
- art. 378**, 2001, ch. 9, art. 520; 2012, ch. 31, art. 102
- art. 379**, 2001, ch. 9, art. 521; 2007, ch. 6, art. 356
- art. 380**, 2001, ch. 9, art. 522
- art. 382**, 1991, ch. 47, al. 753*b*); 2001, ch. 9, art. 523; 2005, ch. 54, art. 444
- art. 382.1**, ajouté, 2005, ch. 54, art. 444
- art. 383**, 2005, ch. 54, art. 445
- art. 384**, 2001, ch. 9, art. 524; 2007, ch. 6, art. 357
- art. 385**, 2001, ch. 9, art. 524
- art. 386**, 1997, ch. 15, art. 374; 2001, ch. 9, art. 524
- art. 387**, 2001, ch. 9, art. 525
- art. 388**, 1999, ch. 28, art. 140; 2001, ch. 9, art. 526
- art. 389**, 2001, ch. 9, art. 527
- art. 390**, 2001, ch. 9, art. 528
- art. 391**, 2012, ch. 31, art. 103
- art. 392**, 2012, ch. 31, art. 104(A)
- art. 394.1**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 239; abrogé, 1994, ch. 47, art. 207
- art. 395**, 1991, ch. 47, art. 754; abrogé, 1994, ch. 47, art. 207
- art. 396**, 2012, ch. 5, art. 165; 2012, ch. 19, art. 328, ch. 31, art. 105
- art. 397**, 1993, ch. 44, art. 240; abrogé, 1994, ch. 47, art. 208
- art. 398**, abrogé, 1994, ch. 47, art. 208
- art. 399**, 1994, ch. 47, art. 209; 2012, ch. 5, art. 166; 2012, ch. 19, art. 329, ch. 31, art. 106
- art. 400**, abrogé, 1994, ch. 47, art. 210
- art. 400.1**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 241; abrogé, 1994, ch. 47, art. 210
- art. 401**, 1996, ch. 6, art. 119; 2001, ch. 9, art. 529
- art. 402**, 2012, ch. 31, art. 107
- art. 406**, abrogé, 1994, ch. 47, art. 211
- art. 409**, 2009, ch. 2, art. 289(F)
- art. 410**, 1993, ch. 34, art. 126(F); 1997, ch. 15, art. 375; 2001, ch. 9, art. 530
- art. 411**, 2001, ch. 9, art. 531
- art. 413**, 2007, ch. 6, art. 358
- art. 413.1 à 413.3**, ajoutés, 2007, ch. 6, art. 358
- art. 414**, 1997, ch. 15, art. 376; 2001, ch. 9, art. 532
- art. 415.1**, ajouté, 2012, ch. 19, art. 361
- art. 416**, 2012, ch. 19, art. 205
- art. 417**, 2001, ch. 9, art. 533
- art. 418**, 1997, ch. 15, art. 377; 2007, ch. 6, art. 359
- art. 418.1**, ajouté, 2009, ch. 2, art. 290; 2012, ch. 5, art. 167(A)
- art. 419**, 1999, ch. 31, art. 219(A); 2001, ch. 9, art. 534; 2007, ch. 6, art. 360(F)
- art. 419.1 et 419.2**, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 534
- art. 421**, 2001, ch. 9, art. 535
- art. 423**, 2001, ch. 9, art. 536
- art. 424**, 1993, ch. 34, art. 127; 2007, ch. 6, art. 361
- art. 425**, 2007, ch. 6, art. 362
- art. 425.1**, ajouté, 2001, ch. 9, art. 538
- art. 427**, 2001, ch. 9, art. 539
- art. 429**, 2012, ch. 5, art. 168
- art. 430**, abrogé, 2001, ch. 9, art. 540
- art. 431**, 1997, ch. 15, art. 378; 2001, ch. 9, art. 541
- art. 432 et 433**, 2012, ch. 5, art. 169
- art. 434**, 2001, ch. 9, art. 542
- art. 434.1**, ajouté, 2007, ch. 6, art. 363
- art. 435**, 1997, ch. 15, art. 379; 2001, ch. 9, art. 543
- art. 435.1**, 1997, ch. 15, art. 379
- art. 436**, 1997, ch. 15, art. 379; 2012, ch. 5, art. 170
- art. 438**, 1997, ch. 15, art. 380; 2012, ch. 5, art. 171
- art. 438.1**, 1997, ch. 15, art. 381; 2012, ch. 5, art. 172
- art. 439**, 1997, ch. 15, art. 381; 2012, ch. 5, art. 172
- art. 440**, 1997, ch. 15, art. 381; 2012, ch. 5, art. 173
- art. 441**, 1997, ch. 15, art. 382; 2001, ch. 9, art. 545; 2007, ch. 6, art. 364
- art. 441.1**, ajouté, 2001, ch. 9, art. 546
- art. 442**, 1997, ch. 15, art. 383; 2001, ch. 9, art. 547; 2012, ch. 5, art. 174

S

Sociétés de fiducie et de prêt, Loi sur les — 1991, ch. 45 (suite)

- art. 442.1**, ajouté, 2007, ch. 6, art. 365
art. 443, 1997, ch. 15, art. 384
art. 443.1, ajouté, 2007, ch. 6, art. 366
art. 443.2, ajouté, 2009, ch. 2, art. 291; 2012, ch. 5, art. 175
art. 444, 1997, ch. 15, art. 385
art. 444.1, ajouté, 2001, ch. 9, art. 548; 2007, ch. 6, art. 367; 2012, ch. 5, art. 176
art. 444.2, ajouté, 2001, ch. 9, art. 548; 2012, ch. 5, art. 177
art. 444.3, ajouté, 2001, ch. 9, art. 548; 2007, ch. 6, art. 368; 2012, ch. 5, art. 178
art. 445, 1991, ch. 45, al. 559b)
art. 448, 2001, ch. 9, art. 549; 2005, ch. 19, art. 64
art. 449, 1991, ch. 45, art. 560; 1993, ch. 34, art. 128; 1997, ch. 15, art. 386; 2001, ch. 9, art. 550; 2007, ch. 6, art. 369; 2008, ch. 28, art. 163
art. 450, 2001, ch. 9, art. 550
art. 451, 1997, ch. 15, art. 387; 2001, ch. 9, art. 550; 2007, ch. 6, art. 370; 2013, ch. 40, art. 167
art. 452, 2001, ch. 9, art. 550
art. 453, 1997, ch. 15, art. 388; 1999, ch. 28, art. 141; 2001, ch. 9, art. 550; 2007, ch. 6, art. 371; 2012, ch. 5, art. 179
art. 454 et 455, 2001, ch. 9, art. 550
art. 456, 2001, ch. 9, art. 550; 2007, ch. 6, art. 372
art. 457, 1997, ch. 15, art. 389; 2001, ch. 9, art. 550; 2007, ch. 6, art. 373
art. 458, 1997, ch. 15, art. 390; 2001, ch. 9, art. 550
art. 459, 1997, ch. 15, art. 391; 2001, ch. 9, art. 550
art. 460, 1997, ch. 15, art. 392; 2001, ch. 9, art. 550
art. 461, 1999, ch. 28, art. 142; 2001, ch. 9, art. 550
art. 462, 1999, ch. 28, art. 143; 2001, ch. 9, art. 550
art. 463 à 465, 2001, ch. 9, art. 550
art. 466, 1997, ch. 15, art. 393; 2001, ch. 9, art. 550
art. 467, 1997, ch. 15, art. 394; 2001, ch. 9, art. 550
art. 468, 2001, ch. 9, art. 550
art. 469, 1997, ch. 15, art. 395; 2001, ch. 9, art. 550
art. 470, 1997, ch. 15, art. 396; 2001, ch. 9, art. 550; 2007, ch. 6, art. 374
art. 471, 2001, ch. 9, art. 550
art. 473, 1996, ch. 6, art. 120
art. 473.1, ajouté, 1997, ch. 15, art. 397
art. 474, 1997, ch. 15, art. 398; 2000, ch. 12, al. 302a), b)
art. 475, 1991, ch. 48, al. 493b); 1997, ch. 15, art. 399; 2001, ch. 9, art. 551
art. 476, 2007, ch. 6, art. 375
art. 482, 2007, ch. 6, art. 376
art. 483, 1997, ch. 15, art. 400; 2007, ch. 6, art. 377
art. 483.1 et 483.2, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 552
art. 483.3, ajouté, 2001, ch. 9, art. 552; 2007, ch. 6, art. 378
art. 484, 1997, ch. 15, art. 401; 2000, ch. 12, art. 300, al. 302c), d)
art. 485, 1997, ch. 15, art. 402
art. 486, 1997, ch. 15, art. 403
art. 487, 1996, ch. 6, art. 121
art. 489, 2001, ch. 9, art. 553
art. 490 et 491, abrogés, 1997, ch. 15, art. 404
art. 493, 1997, ch. 15, art. 405
art. 494, 2001, ch. 9, art. 554
art. 496, 1993, ch. 34, art. 129; abrogé, 2007, ch. 6, art. 379
art. 497, 1993, ch. 34, art. 130; abrogé, 2007, ch. 6, art. 379
art. 498, abrogé, 2007, ch. 6, art. 379
art. 500, 2001, ch. 9, art. 556
art. 501, 2001, ch. 9, art. 556
art. 503, 1996, ch. 6, art. 122; 1997, ch. 15, art. 406; 2001, ch. 9, art. 557; 2007, ch. 6, art. 380
art. 503.1, ajouté, 1999, ch. 28, art. 144
art. 504, 1996, ch. 6, art. 123; abrogé, 2007, ch. 6, art. 381; ajouté, 2015, ch. 36, art. 232
art. 504.1 à 504.3, ajoutés, 1996, ch. 6, art. 124
art. 504.4, ajouté, 1996, ch. 6, art. 124; 2001, ch. 9, art. 558
art. 505, 2001, ch. 9, art. 559; 2012, ch. 5, art. 180
art. 506.1, ajouté, 2001, ch. 9, art. 560
art. 508, abrogé, 1996, ch. 6, art. 125
art. 509, 2001, ch. 9, art. 561
art. 509.01, ajouté, 2001, ch. 9, art. 562
art. 509.1, ajouté, 1996, ch. 6, art. 126; 2001, ch. 9, art. 563
art. 509.2, ajouté, 2001, ch. 9, art. 564
art. 510, 1996, ch. 6, art. 127; 2001, ch. 9, art. 565
art. 511 à 513, abrogés, 1996, ch. 6, art. 128
art. 514 et 515, 1996, ch. 6, art. 129
art. 515.1, ajouté, 1996, ch. 6, art. 129
art. 516 et 517, 1996, ch. 6, art. 129
art. 518, 1996, ch. 6, art. 130
art. 519, 1996, ch. 6, art. 131(A)
partie XII.1, ajoutée, 2001, ch. 9, art. 566
art. 520.1 à 520.5, ajoutés, 2001, ch. 9, art. 566
art. 520.6, ajouté, 2005, ch. 54, art. 446
art. 523, 2005, ch. 54, art. 447
art. 526, 2006, ch. 54, art. 448(F)
art. 527.1, ajouté, 1997, ch. 15, art. 407
art. 527.2, ajouté, 2001, ch. 9, art. 567; 2007, ch. 6, art. 382
art. 527.3, ajouté, 2007, ch. 6, art. 382
art. 527.4, ajouté, 2007, ch. 6, art. 382; 2010, ch. 12, art. 1861
art. 527.5 à 527.8, ajoutés, 2007, ch. 6, art. 382
art. 527.81, ajouté, 2012, ch. 5, art. 181
art. 527.9, ajouté, 2009, ch. 2, art. 292
art. 529.1, ajouté, 2001, ch. 9, art. 568; 2007, ch. 6, art. 383
art. 529.2, ajouté, 2007, ch. 6, art. 384; 2012, ch. 5, art. 182
art. 530, 1991, ch. 45, art. 540; 1996, ch. 6, art. 132; 2012, ch. 31, art. 108
art. 531, 1997, ch. 15, art. 408; 1999, ch. 31, art. 220(F); 2001, ch. 9, art. 569; 2005, ch. 54, art. 449
art. 533, 2007, ch. 6, art. 385
art. 534, 1997, ch. 15, art. 409; 2000, ch. 12, art. 301; 2005, ch. 54, art. 450
art. 535, 1997, ch. 15, art. 410
art. 535.1, ajouté, 2001, ch. 9, art. 570
art. 537, 2001, ch. 9, art. 571
art. 538, 2005, ch. 54, art. 451
partie XIV.1, ajoutée, 2005, ch. 54, art. 452
art. 539.01 à 539.09, ajoutés, 2005, ch. 54, art. 452
art. 539.1, ajouté, 2005, ch. 54, art. 452
art. 539.11 à 539.14, ajoutés, 2005, ch. 54, art. 452
disposition de coordination, 2007, ch. 6, art. 451
disposition de coordination, 2007, ch. 29, art. 150
disposition générale, 1994, ch. 24, par. 34(2)(F)
dispositions générales, 2001, ch. 9, art. 537, 544, 555
disposition transitoire, 1992, ch. 51, art. 67
dispositions transitoires, 2015, ch. 36, art. 239 et 246
EEV, 1991, ch. 45, *sauf* par. 250(1) et (2), en vigueur 01.06.92
voir TR/92-89; par. 250(1) et (2) entrent en vigueur six mois

S

Sociétés de fiducie et de prêt, Loi sur les — 1991, ch. 45 (suite)

après la date d'entrée en vigueur des par. 243(1) et (2) voir par. 563(2) (en vigueur 01.12.92)

EEV, 1991, ch. 47, art. 753 et 754 en vigueur à la sanction 13.12.91 voir art. 763

EEV, 1991, ch. 48 en vigueur 01.06.92 voir TR/92-92

EEV, 1992, ch. 51, art. 66 et 67 en vigueur 30.01.93 voir TR/93-11

EEV, 1993, ch. 34, art. 125(F) à 130 en vigueur à la sanction 23.06.93

EEV, 1993, ch. 44, art. 239 à 241 en vigueur 01.01.94 voir TR/94-1

EEV, 1994, ch. 24, art. 34(F) en vigueur à la sanction 23.06.94

EEV, 1994, ch. 26, art. 74 et 75(F) en vigueur à la sanction 23.06.94

EEV, 1994, ch. 47, art. 202 à 211 en vigueur 01.01.95 voir TR/95-5

EEV, 1996, ch. 6, art. 112 à 132 et 167 en vigueur 28.06.96 voir TR/96-58

EEV, 1997, ch. 15,

— art. 340, 342 à 350, 353 à 355, 360 à 378 et 385 à 410 en vigueur 15.06.97 voir TR/97-65;

— art. 341 en vigueur à la sanction 25.04.97;

— art. 351 a été abrogée avant d'entrer en vigueur par 2001, ch. 9, art. 499, qui est entré en vigueur le 24.10.2001;

— art. 352, 356 et 359 en vigueur 01.08.97 voir TR/97-65;

— art. 357 et 358 en vigueur 01.01.98 voir TR/97-65;

— art. 379 à 384 en vigueur 01.09.2001 voir TR/2001-41

EEV, 1998, ch. 30, al. 13l) et 15l) en vigueur 19.04.99 voir TR/99-37

EEV, 1999, ch. 3, art. 12, ann., n° 27 en vigueur à la sanction 11.03.99; art. 84 en vigueur 01.04.99 voir art. 92.

EEV, 1999, ch. 28, art. 136 à 144 en vigueur 28.06.99 voir TR/99-70

EEV, 1999, ch. 31, art. 213 à 220 en vigueur à la sanction 17.06.99

EEV, 2000, ch. 12, art. 298 à 302 en vigueur 31.07.2000 voir TR/2000-76

EEV, 2001, ch. 9, par. 545(2) et 547(2) en vigueur à la sanction 14.06.2001; art. 478 à 533 et 535 à 544, par. 545(1) et (3), art. 546, par. 547(1) et art. 548 à 571 et 594 en vigueur 24.10.2001 voir TR/2001-102; art. 534 en vigueur 01.01.2004 voir TR/2003-181

— Voir aussi l'art. 594.

EEV, 2001, ch. 27, art. 272 en vigueur 28.06.2002 voir TR/2002-97

EEV, 2002, ch. 7, art. 248 en vigueur 01.04.2003 voir TR/2003-48

EEV, 2005, ch. 19, art. 64 en vigueur à la sanction 13.05.2005

EEV, 2005, ch. 54,

— la définition de « mineur » à l'art. 2 de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêts*, édictée par le par. 368(2), art. 371 à 375, par. 379(2), art. 380, 398 à 400, 407 à 414, 417, 435 et 439 à 451 en vigueur 27.04.2005 voir TR/2006-68;

— les définitions de « transaction de fermeture » et « transaction d'éviction » à l'art. 2 de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêts*, édictées par le par. 368(2), par. 368(3), art. 369, 370, 377 et 378, par. 379(1), art. 381 à 391, par. 392(1) et (3), art. 393, 395 à 397, 401 à 406, 415, 416, 418 à 433, 437 et 438 en vigueur 28.11.2006 voir TR/2006-140;

— art. 434, 436 et 452 en vigueur 01.06.2011 voir DORS/2010-229 et l'erratum TR/2010-86, *Gazette du Canada*, Partie II, Vol. 144, n°24, p. 2264 re numéro d'enregistrement

— par. 368(1) et 392(2) et art. 394 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir art. 453 – Non en vigueur

— art. 376 abrogé par 2007, ch. 6, art. 391

EEV, 2006, ch. 4, art. 202 en vigueur à la sanction 22.06.2006

EEV, 2007, ch. 6,

— art. 337 à 342, 344 à 357 et 359 à 361, le passage du par. 425(3) précédant l'al. a) et l'al. 425(3)b) de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*, édictés par l'art. 362, les art. 364, 366 à 385 et 451 en vigueur 20.04.2007 voir TR/2007-49

— art. 343, 358 et 391 en vigueur 08.03.2008 voir TR/2008-33

— art. 363 et 365 en vigueur 01.11.2011 voir TR/2011-28

— par. 425(1) et (2), les al. 425(3)a) et c) et le par. 425(4) de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*, édictés par l'art. 362, entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir art. 452 – Non en vigueur

EEV, 2007, ch. 29, art. 149 et 150 en vigueur à la sanction 22.06.2007 mais art. 149 abrogé et réputé ne pas avoir produit ses effets voir art. 150

EEV, 2008, ch. 28, art. 163 en vigueur à la sanction 18.06.2008

EEV, 2009, ch. 2, art. 288, 289, 291 et 292 en vigueur à la sanction 12.03.2009; art. 290 en vigueur 01.07.2010 voir TR/2010-31

EEV, 2010, ch. 12, art. 1861 en vigueur à la sanction 12.07.2010; art. 2123 à 2125 en vigueur 19.12.2012 voir TR/2012-99

EEV, 2012, ch. 5, art. 163 en vigueur à la sanction 29.03.2012; art. 162 et 164 à 182 en vigueur 24.05.2012 voir TR/2012-36

EEV, 2012, ch. 19, art. 205 et 326 à 329 en vigueur à la sanction 29.06.2012; art. 361 en vigueur 01.07.2013 voir TR/2013-61

EEV, 2012, ch. 31, art. 99 à 108 en vigueur à la sanction 14.12.2012

EEV, 2013, ch. 33, art. 104 en vigueur à la sanction 26.06.2013.

EEV, 2013, ch. 40, art. 160 et 167 en vigueur à la sanction 12.12.2013.

EEV, 2014, ch. 39 (sanction : 16.12.2014), art. 301 en vigueur 15.01.2017 voir TR/2015-30.

EEV, 2015, ch. 3, art. 157 en vigueur à la sanction 26.02.2015.

EEV, 2015, ch. 36, art. 232, 239 et 246 en vigueur à la sanction 23.06.2015.

Sociétés par actions, Loi canadienne sur les **— L.R. (1985), ch. C-44**

[Ancienne appellation : Loi sur les Sociétés par actions]
(Corporations Act, Canada Business)

Le ministre de l'Industrie (1995, ch. 1, par. 62(3))

art. 1, 1994, ch. 24, art. 1(F)

art. 2, L.R., ch. 27 (2^e suppl.), art. 10, ann., n° 5; 1990, ch. 17, art. 6; 1992, ch. 51, art. 30; 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 24, cette modification a été abrogée avant son entrée en vigueur par 1999, ch. 3, art. 12, ann., n° 4; 1994, ch. 24, art. 2; 1998, ch. 30, al. 13b) et 15b); 1999, ch. 3, art. 16; 2000,

S

Sociétés par actions, Loi canadienne sur les — L.R. (1985), ch. C-44 (suite)

- ch. 12, art. 27; 2001, ch. 14, art. 1 et 135, ann., art. 1(A), ch. 27, art. 209; 2002, ch. 7, art. 88(A); 2011, ch. 21, art. 13; 2015, ch. 3, art. 12
- art. 3**, 1991, ch. 45, art. 551, ch. 46, art. 595, ch. 47, par. 719(1), (2) et (3); 1992, ch. 1, art. 142, ann. V, art. 11; 1994, ch. 24, art. 3; 1996, ch. 6, al. 167(1)g), ch. 10, art. 212; 1999, ch. 31, art. 63; 2001, ch. 14, art. 2(F); 2007, ch. 6, art. 399; 2009, ch. 23, art. 309
- art. 6**, 1994, ch. 24, art. 4(F); 2001, ch. 14, art. 3 et 134(F)
- art. 8**, 2001, ch. 14, art. 4
- art. 10**, 1992, ch. 1, art. 53; 1994, ch. 24, art. 5; 2001, ch. 14, art. 5
- art. 11**, 1994, ch. 24, art. 6
- art. 12**, 1994, ch. 24, art. 7
- art. 13**, 2001, ch. 14, art. 6
- art. 14**, 2001, ch. 14, art. 7
- art. 15**, 2011, ch. 21, art. 14(F)
- art. 18**, 2001, ch. 14, art. 8; 2011, ch. 21, art. 15(A)
- art. 19**, 2001, ch. 14, art. 9
- art. 20**, 1994, ch. 24, art. 8; 2001, ch. 14, art. 10
- art. 21**, 2001, ch. 14, art. 11 et 135, ann., art. 2(A); 2011, ch. 21, art. 16(A)
- art. 22**, 2011, ch. 21, art. 17(A)
- art. 23**, 2001, ch. 14, art. 12; 2011, ch. 21, art. 18(A)
- art. 24**, L.R., ch. 1 (4^e suppl.), art. 45, ann. III, n^o 5(F)
- art. 25**, 2001, ch. 14, art. 13
- art. 26**, 2001, ch. 14, art. 14; 2011, ch. 21, art. 19(A)
- art. 27**, 2001, ch. 14, art. 15
- art. 29**, 2001, ch. 14, art. 16(F)
- art. 30**, 2001, ch. 14, art. 17; 2011, ch. 21, art. 20(F)
- art. 31**, 2001, ch. 14, art. 18; 2011, ch. 21, art. 21
- art. 32**, 2011, ch. 21, art. 22
- art. 33**, 2001, ch. 14, art. 19; 2011, ch. 21, art. 23
- art. 34**, 2001, ch. 14, art. 20(F)
- art. 35**, 2001, ch. 14, art. 21
- art. 36**, 2001, ch. 14, art. 22
- art. 37**, 2011, ch. 21, art. 24
- art. 38**, 2001, ch. 14, art. 23
- art. 39**, 1994, ch. 24, art. 9(F); 2001, ch. 14, art. 24(F); 2011, ch. 21, art. 25(F)
- art. 40**, 2001, ch. 14, art. 25
- art. 41**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 3(A)
- art. 44**, 1994, ch. 24, art. 10; abrogé, 2001, ch. 14, art. 26
- art. 45**, 2001, ch. 14, art. 27; 2011, ch. 21, art. 26
- art. 46**, 1991, ch. 45, art. 552, ch. 47, par. 720(1) et (2); 2001, ch. 14, art. 28 et 135, ann., art. 4(A); 2011, ch. 21, art. 27
- art. 48**, 2001, ch. 14, art. 29 et 135, ann., art. 5(A); 2011, ch. 21, art. 28
- art. 49**, 1991, ch. 45, art. 553, ch. 47, par. 721(1) et (2); 1994, ch. 24, al. 34(1)c)(F); 2001, ch. 14, art. 30 et 135, ann., art. 6(A); 2011, ch. 21, art. 29
- art. 50**, 2011, ch. 21, art. 30(A)
- art. 51**, 2001, ch. 14, art. 31 et 135, ann., art. 7(A); 2011, ch. 21, art. 31
- art. 52**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 8(A)
- art. 53**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 9(A)
- art. 54**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 10(A)
- art. 55**, 2011, ch. 21, art. 32(A)
- art. 56**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 11(A)
- art. 57**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 12(A)
- art. 58**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 13(A)
- art. 59**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 14(A)
- art. 60**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 15(A); 2011, ch. 21, art. 33(A)
- art. 61**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 16(A)
- art. 63**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 17(A); 2011, ch. 21, art. 34(A)
- art. 64**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 18(A)
- art. 65**, 2001, ch. 14, art. 32(A) et 135, ann., art. 19(A); 2011, ch. 21, art. 35(A)
- art. 70**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 20(A); 2011, ch. 21, art. 36(A)
- art. 71**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 21(A)
- art. 72**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 22(A); 2011, ch. 21, art. 37(A)
- art. 73**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 23(A)
- art. 74**, 2011, ch. 21, art. 38
- art. 75**, 2001, ch. 14, art. 33(F) et 135, ann., art. 24(A); 2011, ch. 21, art. 38
- art. 77**, 2011, ch. 21, art. 39(A)
- art. 78**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 25(A); 2011, ch. 21, art. 40(A)
- art. 80**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 26(A)
- art. 81**, 2011, ch. 21, art. 41
- art. 82**, 2001, ch. 14, art. 34(F); 2011, ch. 21, art. 42
- art. 83**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 27(A)
- art. 88**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 28(A)
- art. 91**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 29(A)
- art. 92**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 30(A)
- art. 93**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 30(A)
- art. 94**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 31(A); 2011, ch. 21, art. 44(A)
- art. 95**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 31(A); 2011, ch. 21, art. 45
- art. 96**, 2011, ch. 21, art. 45
- art. 97 et 98**, 2011, ch. 21, art. 46(A)
- art. 99**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 32(A); 2011, ch. 21, art. 47(A)
- art. 100**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 33(A); 2011, ch. 21, art. 48(A)
- art. 101**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 34(A); 2011, ch. 21, art. 49(A)
- art. 102**, 2001, ch. 14, art. 35
- art. 103**, 2001, ch. 14, art. 36(F)
- art. 105**, 2001, ch. 14, art. 37
- art. 106**, 1994, ch. 24, art. 11; 2001, ch. 14, art. 38 et 135, ann., art. 35(A)
- art. 107**, 2001, ch. 14, art. 39(A) et 135, ann., art. 36(A)
- art. 108**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 37(A)
- art. 109**, 2001, ch. 14, art. 40; 2011, ch. 21, art. 50(A)
- art. 110**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 38(A)
- art. 111**, 2001, ch. 14, art. 41 et 135, ann., art. 39(A)
- art. 112**, 1994, ch. 24, art. 12
- art. 113**, 2001, ch. 14, art. 42
- art. 114**, 2001, ch. 14, art. 43
- art. 115**, 2001, ch. 14, art. 44
- art. 116**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 40(A)
- art. 117**, 2001, ch. 14, art. 45
- art. 118**, 2001, ch. 14, art. 46 et 135, ann., art. 41(A)

S

Sociétés par actions, Loi canadienne sur les — L.R. (1985), ch. C-44 (suite)

- art. 119**, 1992, ch. 27, art. 90; 2001, ch. 14, art. 47 et 135, ann., art. 42(A); 2004, ch. 25, art. 187; 2011, ch. 21, art. 51
- art. 120**, 2001, ch. 14, art. 48; 2011, ch. 21, art. 52(A)
- art. 121**, 2001, ch. 14, art. 49(F)
- art. 122**, 1994, ch. 24, art. 13(F), 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 43(A)
- art. 123**, 2001, ch. 14, art. 50 et 135, ann., art. 44(A)
- art. 124**, 2001, ch. 14, art. 51
- art. 126**, 1994, ch. 24, art. 14(F); 2001, ch. 14, art. 52 et 135, ann., art. 45(A)
- art. 127 à 129**, abrogés, 2001, ch. 14, art. 53
- art. 130 et 131**, 2001, ch. 14, art. 54
- art. 132**, 2001, ch. 14, art. 55
- art. 133**, 2001, ch. 14, art. 56
- art. 134**, 2001, ch. 14, art. 57
- art. 135**, 2001, ch. 14, art. 58
- art. 136**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 46(A)
- art. 137**, 2001, ch. 14, art. 59; 2011, ch. 21, art. 53(F)
- art. 138**, 2001, ch. 14, art. 60
- art. 140**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 47(A)
- art. 141**, 2001, ch. 14, art. 61
- art. 142**, 2001, ch. 14, art. 62
- art. 143**, 2001, ch. 14, art. 63
- art. 144**, 2001, ch. 14, art. 64
- art. 145**, 2001, ch. 14, art. 65(F)
- art. 145.1**, ajouté, 2001, ch. 14, art. 66
- art. 146**, 1994, ch. 24, art. 15(F); 2001, ch. 14, art. 66
- art. 147**, 2001, ch. 14, art. 67 et 135, ann., art. 48(A); 2011, ch. 21, art. 54(A)
- art. 148**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 49(A); 2011, ch. 21, art. 55
- art. 149**, 2001, ch. 14, art. 68
- art. 150**, 1992, ch. 1, art. 54; 1994, ch. 24, art. 16; 2001, ch. 14, art. 69
- art. 151**, 2001, ch. 14, art. 70
- art. 152**, 2001, ch. 14, art. 71 et 135, ann., art. 50(A)
- art. 153**, 2001, ch. 14, art. 72
- art. 156**, 2001, ch. 14, art. 74
- art. 157**, 2001, ch. 14, art. 75
- art. 158**, 2001, ch. 14, art. 76
- art. 159**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 51(A)
- art. 160**, 1992, ch. 1, art. 55; 1994, ch. 24, art. 17; 2001, ch. 14, art. 77
- art. 161**, 2001, ch. 14, art. 78 et 135, ann., art. 52(A); 2011, ch. 21, art. 56(A)
- art. 163**, 1992, ch. 1, art. 56; 1994, ch. 24, art. 18; 2001, ch. 14, art. 79
- art. 164**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 53(A)
- art. 166**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 54(A)
- art. 168**, 2001, ch. 14, art. 80 et 135, ann., art. 55(A)
- art. 169**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 56(A)
- art. 170**, 2001, ch. 14, art. 81 et 135, ann., art. 57(A); 2011, ch. 21, art. 57(A)
- art. 171**, 2001, ch. 14, art. 82 et 135, ann., art. 58(A)
- art. 173**, 1994, ch. 24, art. 19; 2001, ch. 14, art. 83 et 134(F)
- art. 174**, 1991, ch. 45, art. 554, ch. 47, par. 722(1) et (2); 1994, ch. 21, art. 125; 2001, ch. 14, art. 84 et 134(F); 2011, ch. 21, art. 58(A)
- art. 175**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 59(A)
- art. 176**, 2001, ch. 14, art. 134(F)
- art. 177**, 2001, ch. 14, art. 85
- art. 180**, 2001, ch. 14, art. 86
- art. 183**, 2001, ch. 14, art. 87 et 135, ann., art. 60(A)
- art. 184**, 1994, ch. 24, art. 20; 2001, ch. 14, art. 88
- art. 185**, 2001, ch. 14, art. 89
- art. 186.1**, ajouté, 1994, ch. 24, art. 21; 1998, ch. 1, art. 380; 2001, ch. 14, art. 90
- art. 187**, 2001, ch. 14, art. 91 et 135, ann., art. 61(A)
- art. 188**, 1991, ch. 45, art. 555, ch. 46, art. 596, ch. 47, par. 723(1), (2), (3) et (4); 1994, ch. 24, art. 22; 1998, ch. 1, art. 381; 2001, ch. 14, art. 92 et 135, ann., art. 62(A); 2007, ch. 6, art. 400
- art. 189**, 2001, ch. 14, art. 93 et 135, ann., art. 63(A); 2011, ch. 21, art. 59(F)
- art. 190**, 1994, ch. 24, art. 23; 2001, ch. 14, art. 94, 134(F) et 135, ann., art. 64(A); 2011, ch. 21, art. 60(F)
- art. 191**, 1992, ch. 27, art. 90; 2001, ch. 14, art. 95
- art. 192**, 1994, ch. 24, art. 24; 2001, ch. 14, art. 96
- art. 193 et 194**, 2001, ch. 14, art. 97
- art. 195 à 205**, abrogés, 2001, ch. 14, art. 97
- art. 206**, 2001, ch. 14, art. 99 et 135, ann., art. 65(A); 2011, ch. 21, art. 61
- art. 206.1**, ajouté, 2001, ch. 14, art. 100
- art. 208**, 1992, ch. 27, art. 90; 2001, ch. 14, art. 101
- art. 209**, 2001, ch. 14, art. 102; 2009, ch. 23, art. 310
- art. 210**, 2001, ch. 14, art. 103
- art. 211**, 2001, ch. 14, art. 104
- art. 212**, 1994, ch. 24, art. 25; 2001, ch. 14, art. 105 et 135, ann., art. 66(A)
- art. 213**, 2001, ch. 14, art. 106
- art. 214**, 2001, ch. 14, art. 107(F)
- art. 216**, 1999, ch. 31, art. 64(A)
- art. 217**, 2001, ch. 14, art. 108 et 135, ann., art. 67(A); 2011, ch. 21, art. 62(F)
- art. 219**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 68(A)
- art. 221**, 2001, ch. 14, art. 109 et 135, ann., art. 69(A)
- art. 222**, 2001, ch. 14, art. 110 et 135, ann., art. 70(A); 2011, ch. 21, art. 63(A)
- art. 223**, 2001, ch. 14, art. 111(A) et 135, ann., art. 71(A); 2011, ch. 21, art. 64
- art. 226**, 1992, ch. 1, art. 57; 2001, ch. 14, art. 112 et 135, ann., art. 72(A); 2011, ch. 21, art. 65(F)
- art. 227**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 73(A)
- art. 229**, 2001, ch. 14, art. 113(F) et 135, ann., art. 74(A)
- art. 233**, L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 187, ann. V, n° 3
- art. 235**, 2001, ch. 14, art. 114 et 135, ann., art. 75(A); 2011, ch. 21, art. 66
- art. 236**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 76(A); 2011, ch. 21, art. 67
- art. 237.1 à 237.4**, ajoutés, 2001, ch. 14, art. 115
- art. 237.5**, ajouté, 2001, ch. 14, art. 115; 2005, ch. 33, art. 5; 2011, ch. 21, art. 68(A)
- art. 237.6 à 237.9**, ajoutés, 2001, ch. 14, art. 115
- art. 239**, 2001, ch. 14, art. 116
- art. 241**, 2001, ch. 14, art. 117(F) et 135, ann., art. 77(A)
- art. 242**, 2001, ch. 14, art. 118(F); 2011, ch. 21, art. 69
- art. 243**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 78(A)
- art. 244**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 79(A)
- art. 245**, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 80(A)

S

Sociétés par actions, Loi canadienne sur les — L.R. (1985), ch. C-44 (suite)

art. 246, 1999, ch. 31, art. 65; 2001, ch. 14, art. 119
art. 247, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 81(A); 2011, ch. 21, art. 70(A)
art. 249, 2001, ch. 14, art. 120
art. 250, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 82(A)
art. 252, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 83(A)
art. 252.1 à 252.7, ajoutés, 2001, ch. 14, art. 121
art. 253, 2001, ch. 14, art. 122 et 135, ann., art. 84(A)
art. 257, 2001, ch. 14, art. 123(F)
art. 258.1, ajouté, 1994, ch. 24, art. 26; 2001, ch. 14, art. 124
art. 258.2, ajouté, 1994, ch. 24, art. 26; 2001, ch. 14, art. 124
art. 259, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 85(A)
art. 261, 1994, ch. 24, art. 27; 2001, ch. 14, art. 125
art. 261.1, ajouté, 2001, ch. 14, art. 126
art. 262, 1994, ch. 24, art. 28; 2001, ch. 14, art. 127 et 135, ann., art. 86(A); 2011, ch. 21, art. 71(A)
art. 262.1, ajouté, 1994, ch. 24, art. 29; 2001, ch. 14, art. 128
art. 263, 2001, ch. 14, art. 129
art. 263.1, ajouté, 2001, ch. 14, art. 129
art. 264, 2001, ch. 14, art. 135, ann., art. 87(A)
art. 265, 2001, ch. 14, art. 130
art. 265.1, ajouté, 2001, ch. 14, art. 130
art. 266, 2001, ch. 14, art. 130
art. 267, 1994, ch. 24, art. 30; 2001, ch. 14, art. 131
art. 267.1, ajouté, 1994, ch. 24, art. 31; 2001, ch. 14, art. 132
art. 268, 1991, ch. 45, art. 556, ch. 46, art. 597, ch. 47, par. 724(1) et (2); 1992, ch. 1, art. 142, ann. V, art. 12, art. 160(F); 1994, ch. 24, art. 32; 1996, ch. 10, art. 213; 2001, ch. 14, art. 133; 2007, ch. 6, art. 401; 2009, ch. 23, art. 311
dispositions de coordination, 2009, ch. 23, art. 344 à 346
disposition générale, 1994, ch. 21, par. 125(2)
— application
disposition générale, 1994, ch. 24, par. 34(2)
disposition générale, 1996, ch. 10, art. 214
disposition générale, 2001, ch. 14, art. 73(F), 98 et 136
— examen
disposition générale, 2011, ch. 21, art. 43(A)
dispositions générales, 2012, ch. 19, art. 209 à 213 (PPP Canada Inc.)
dispositions transitoires, L.R., ch. 27 (2^e suppl.), art. 11
disposition transitoire, 1992, ch. 51, art. 67
disposition transitoire, 1994, ch. 24, art. 33(F)
disposition transitoire, 2001, ch. 14, art. 233
disposition transitoire, 2001, ch. 35, art. 2
disposition transitoire, 2009, ch. 2, art. 470
disposition transitoire, 2013, ch. 40, art. 250
EEV, L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.) art. 187 en vigueur 04.12.85 *voir* TR/85-211
EEV, L.R., ch. 27 (2^e suppl.), art. 10, ann., n^o 5 en vigueur 01.10.87 *voir* TR/87-221; art. 11 en vigueur 02.09.86 *voir* TR/86-175
EEV, L.R., ch. 1 (4^e suppl.) en vigueur 04.02.88
EEV, 1990, ch. 17, art. 6 en vigueur 01.09.90 *voir* TR/90-106
EEV, 1991, ch. 45 en vigueur 01.06.92 *voir* TR/92-89
EEV, 1991, ch. 46 en vigueur 01.06.92 *voir* TR/92-90
EEV, 1991, ch. 47, par. 719(3), 720(2), 721(2), 722(2), 723(2) et (4) et 724(2) en vigueur à la sanction 13.12.91 *voir* art. 763; par. 719(1) et (2), 720(1), 721(1), 722(1), 723(1) et (3) et 724(1) en vigueur 01.06.92 *voir* TR/92-91

EEV, 1992, ch. 1, par. 53(1) est réputé entré en vigueur 12.12.88 *voir* par. 53(2); art. 54 à 57, art. 142, ann. V, art. 11, 12 et 160(F) en vigueur à la sanction 28.02.92
EEV, 1992, ch. 27, art. 90 en vigueur 30.11.92 *voir* TR/92-194
EEV, 1992, ch. 51, art. 30 et 67 en vigueur 30.01.93 *voir* TR/93-11
EEV, 1994, ch. 21, art. 125 en vigueur à la sanction 15.06.94
EEV, 1994, ch. 24, art. 1 à 20, 23, par. 24(1), art. 25, 27, par. 28(3) et art. 30 à 33 et 34(F) en vigueur à la sanction 23.06.94; art. 21 et 22 et par. 24(2) en vigueur 30.05.95 *voir* TR/95-67; art. 258.2 de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, édicté par l'art. 26, en vigueur 28.08.97 *voir* TR/97-100; art. 258.1 de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, édicté par l'art. 26, par. 28(1) et (2) et art. 29 en vigueur 01.01.99 *voir* TR/98-126
EEV, 1996, ch. 6, art. 167 en vigueur 28.06.96 *voir* TR/96-58
EEV, 1996, ch. 10, art. 212 à 214 en vigueur 01.07.96 *voir* TR/96-53
EEV, 1998, ch. 1, art. 380 et 381 en vigueur 31.12.99 *voir* TR/99-69
EEV, 1998, ch. 30, al. 13b) et 15b) en vigueur 19.04.99 *voir* TR/99-37
EEV, 1999, ch. 3, art. 12, ann., n^o 4 en vigueur à la sanction 11.03.99; art. 16 en vigueur 01.04.99 *voir* art. 92
EEV, 1999, ch. 31, art. 63 à 65 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 2000, ch. 12, art. 27 en vigueur 31.07.2000 *voir* TR/2000-76
EEV, 2001, ch. 14, art. 1 à 136 et 233 en vigueur 24.11.2001 *voir* TR/2001-114
EEV, 2001, ch. 27, art. 209 en vigueur 28.06.2002 *voir* TR/2002-97
EEV, 2001, ch. 35, art. 2 en vigueur 02.02.2002 *voir* TR/2002-40
EEV, 2002, ch. 7, art. 88 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48
EEV, 2004, ch. 25, art. 187 en vigueur à la sanction 15.12.2004
EEV, 2005, ch. 33, art. 5 en vigueur à la sanction 20.07.2005
EEV, 2007, ch. 6, art. 399 à 401 en vigueur 20.04.2007 *voir* TR/2007-49
EEV, 2009, ch. 2 (sanction : 12.03.2009), art. 470 entre en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 471 – Non en vigueur.
EEV, 2009, ch. 23, art. 344 à 346 en vigueur à la sanction 23.06.2009; art. 310 et par. 311(1), (3) et (4) en vigueur 12.03.2010 *voir* TR/2010-25; art. 309 et par. 311(2) et (5) en vigueur 17.10.2011 *voir* TR/2011-87
EEV, 2011, ch. 21, art. 13 à 71 en vigueur à la sanction 29.11.2011
EEV, 2012, ch. 19, art. 209 à 213 en vigueur à la sanction 29.06.2012
EEV, 2013, ch. 40, art. 250 en vigueur à la sanction 12.12.2013.
EEV, 2015, ch. 3, art. 12 en vigueur à la sanction 26.02.2015.

Songhees, Réserve indienne — 1911, ch. 24

(*Songhees Indian Reserve Act*)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

S

Soutien aux aînés vulnérables et le renforcement de l'économie canadienne, Loi visant le — 2011, ch. 15

(*Supporting Vulnerable Seniors and Strengthening Canada's Economy Act*)

Déposé par le Ministre des Finances

Dispositions générales, 2011, ch. 15, art. 15 et 16 (paiements)
EEV, 2011, ch. 15, en vigueur à la sanction 26.06.2011, à l'exception de :

- art. 18 en vigueur 01.01.2012 voir TR/2011-112;
- Partie 7 (à l'exception des art. 22 à 24) : art. 20, édictant la *Loi sur la protection de l'assurance hypothécaire résidentielle*, art. 21 et 25 en vigueur 01.01.2013 voir TR/2012-87;
- art. 22 à 24 en vigueur le 29.06.2012 voir 2012, ch. 19, art. 359;
- art. 35 est réputé être entré en vigueur 01.06.2011 voir art. 36.

Soutien de l'emploi, Loi de — 1970-71-72, ch. 56

(*Employment Support Act*)

Le ministre de l'Industrie

art. 2, 1995, ch. 1, art. 39
EEV, 1995, ch. 1, art. 39 en vigueur 29.03.95 voir TR/95-48

Soutien de la croissance de l'économie et de l'emploi au Canada, Loi sur le — 2011, ch. 24

(*Keeping Canada's Economy and Jobs Growing Act*)

- art. 73, 2013, ch. 34, art. 375
art. 161, 2013, ch. 33, art. 233
Disposition de coordination, 2011, ch. 24, art. 103
Disposition générale, 2011, ch. 24, art. 161 (fonds sur la taxe sur l'essence, financement des infrastructures municipales) tel que modifié par 2013, ch. 33, art. 233
EEV, 2011, ch. 24 (sanction : 15.12.2011),
— art. 103, 111 à 136, 138 à 141, 150, 156, 160 à 164, 168, 170, 171, 177 à 180 et 183 à 189 en vigueur à la sanction;
— par. 4(1), 9(1) 14(5), 15(2), 21(4) et 26(5) et (6) réputés être entrés en vigueur 22.03.2011 voir respectivement par. 4(2), 9(2), 14(8), 15(4), 21(8) et 26(10);
— par. 6(2), 21(2) et (3), 26(3) et (4), 44(1), 50(1), 51(1), 52(1) à (6) et (8) à (10), 53(1) et (2), 54(1) à (5), 57(1), 58(1), 70(1), 71(2) et les art. 137, 142 à 144 et 146 en vigueur 01.01.2012 voir respectivement par. 6(4), 21(7), 26(9), 44(2), 50(3), 51(2), 52(11), 53(3), 54(6), 57(2), 58(2), 70(2), 71(4) et art. 145 et 147;
— par. 12(1) et (2), 45(3) et 56(1) réputés être entrés en vigueur 04.03.2010 voir respectivement 12(3), 45(16) et 56(2);

- par. 45(4), 49(2), 63(1), 64(4) et (5), 66(1) à (3) et 67(1) et (2) réputés être entrés en vigueur 23.03.2011 voir respectivement par. 45(17), 49(7), 63(2), 64(8), 66(4) et 67(3);
 - art. 104 à 109 réputés être entrés en vigueur 01.03.2011 voir art. 110;
 - art. 148 réputé être entré en vigueur 01.07.2011 voir art. 149;
 - art. 165 à 167 en vigueur 15.12.2012 (un an après la date de sanction) voir art. 169
 - art. 181 en vigueur 01.04.2012 voir art. 182
 - par. 2(4), 6(2), art. 8, 11 et 18, al. 42.1(1)(a) de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, édicté par 1992, ch. 46, art. 22, réputés être entrés en vigueur 15.12.94 voir respectivement 2011, ch. 24, al. 184(a) et (b);
 - par. 33(2), art. 40, 41, par. 48(1) et al. 50.1(1)(a) de la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, édicté par 1992, ch. 46, art. 49, réputés être entrés en vigueur 15.12.94 voir respectivement 2011, ch. 24, al. 184(a) et (c);
 - art. 61, 68 et 70 et al. 26.1(1)(a) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, édicté par 1992, ch. 46, art. 77, réputés être entrés en vigueur 15.12.94 voir 2011, ch. 24, al. 184(a) et (d);
 - *Loi sur les régimes de retraite particuliers*, édictée par 1992, ch. 46, art. 106, Annexe I, est réputée être entrée en vigueur 14.12.94 voir 2011, ch. 24, al. 184(e)
 - art. 154 et par. 155(3) en vigueur 15.03.2012 voir TR/2012-15
 - art. 152, 153, par. 155(1) et (2), art. 157 et 158 en vigueur 01.01.2013 voir TR/2012-97
- Voir aussi les différentes dispositions d'application
EEV, 2013, ch. 33, art. 233 en vigueur à la sanction 26.06.2013.
EEV, 2013, ch. 34, art. 375 en vigueur à la sanction 26.06.2013.

Soutien de la reprise économique au Canada, Loi de — 2010, ch. 25

(*Sustaining Canada's Economic Recovery Act*)

Déposé par le ministre des Finances

- disposition de coordination, 2010, ch. 25, art. 198
dispositions de coordination, 2012, ch. 5, art. 224
disposition transitoire, 2010, ch. 25, art. 197
EEV, 2010, ch. 25,
— art. 2 à 7, 9 à 45 et 47 à 75, 91 à 140, 145, 163, 164, 172, 173, 176, 177, par. 179(2) et (3), art. 180 à 182, 184 à 191, par. 192(2), art. 193, 194, par. 196(1) et (2) et art. 197 et 198 en vigueur à la sanction 15.12.2010
— par. 8(1) et 46(1), Partie IV.01, édictée par le par. 144(1), réputés être entrés en vigueur 04.03.2010 voir respectivement les par. 8(2), 46(2) et 144(2);
— art. 146 à 162 en vigueur le 02.09.2013 voir TR/2013-32;
— art. 149 abrogé avant son entrée en vigueur voir 2012, ch. 5, par. 224(2);
— art. 166 à 170 en vigueur 01.01.2011 voir art. 171;
— art. 174 et 175 en vigueur 31.12.2011 voir TR/2011-115
— art. 183, par. 192(1), art. 195 et par. 196(3) en vigueur 01.04.2015 voir TR/2015-19;
— par. 179(1) entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir art. 199 – Non en vigueur;

S

Soutien de la reprise économique au Canada, Loi de — 2010, ch. 25 (suite)

Voir aussi les différentes dispositions d'application
EEV, 2012, ch. 5, art. 224 en vigueur à la sanction 29.03.2012

**Sport Sélect et Loto Canada, Loi liquidant
— 1985, ch. 22**

(Sports Pool and Loto Canada Winding-up Act)

Le ministre de la Santé

art. 2, 1996, ch. 8, al. 32(1)*o*
EEV, 1996, ch. 8, art. 32 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-69

**Sports nationaux du Canada, Loi sur les
— 1994, ch. 16**

(National Sports of Canada Act)

EEV, 1994, ch. 16 en vigueur à la sanction 12.05.94

**Station canadienne de recherche dans
l'Extrême-Arctique, Loi sur la
— 2014, ch. 39, art. 145**

(Canadian High Arctic Research Station Act)

**Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien
(TR/2015-35)**

Dispositions transitoires, 2014, ch. 39, art. 146 à 156
EEV, 2014, ch. 39, art. 145 (sanction : 16.12.2014), art. 145 et
146 à 148 en vigueur 01.06.2015 *voir* TR/2015-36;
— art. 149 à 156 en vigueur 01.06.2015 *voir* TR/2015-36.

**Stations agronomiques, Loi sur les
— L.R. (1985), ch. E-16**

(Experimental Farm Stations Act)

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

art. 2, 1994, ch. 38, al. 25(1)*i*
art. 3, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 51; 2015, ch. 3,
al. 172*h*)
art. 4, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 52
art. 5, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 53
art. 8, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 54
disposition générale, 1994, ch. 38, par. 25(2)
EEV, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 51 à 54 en vigueur
01.04.99 *voir* par. 79(1)
EEV, 1994, ch. 38, art. 25 en vigueur 12.01.95 *voir* TR/95-9
EEV, 2015, ch. 3, al. 172*h*) (*terminologie*) en vigueur à la
sanction 26.02.2015.

Statistique, Loi sur la — L.R. (1985), ch. S-19
(Statistics Act)

Le ministre de l'Industrie (TR/90-39)

art. 5, 2003, ch. 22, al. 224z.79)(A)
art. 12, 1992, ch. 1, art. 130
art. 17, 1992, ch. 1, art. 131
art. 18.1, ajouté, 2005, ch. 31, art. 1
art. 22.1, ajouté, 1988, ch. 65, art. 146
art. 24, 1990, ch. 45, art. 54
art. 25, 2005, ch. 38, al. 142*i*) et 145(2)*j*)
art. 29, 2005, ch. 10, par. 34(1)*w*)
disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)
examen et rapport, 2005, ch. 31, art. 2
EEV, 1988, ch. 65, art. 146 en vigueur 01.01.89 *voir* TR/89-9
voir aussi par. 150(2)
EEV, 1990, ch. 45, art. 54 en vigueur à la sanction 17.12.90
EEV, 1992, ch. 1, art. 130 et 131 en vigueur à la sanction
28.02.92
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 *voir*
TR/2005-24
EEV, 2005, ch. 10, art. 34 en vigueur 04.04.2005 *voir*
TR/2005-29
EEV, 2005, ch. 31 en vigueur à la sanction 29.06.2005
EEV, 2005, ch. 38, art. 145 en vigueur à la sanction 03.11.2005;
art. 142 en vigueur 12.12.205 *voir* TR/2005-119

Statut de l'artiste, Loi sur le — 1992, ch. 33
(Status of the Artist Act)

**Le ministre du Patrimoine canadien; Le ministre du Travail
(partie II) (TR/95-36)**

art. 3, 1999, ch. 31, art. 192
art. 4, 1995, ch. 11, art. 38; 1999, ch. 31, art. 193(A); abrogé,
2010, ch. 12, art. 1774
art. 5, 2012, ch. 19, art. 532
art. 9, 1998, ch. 26, art. 83; 2003, ch. 22, art. 220(A); 2012,
ch. 19, art. 533; 2013, ch. 40, art. 466
art. 10, 1995, ch. 11, art. 39; abrogé, 2012, ch. 19, art. 534
art. 11, abrogé, 2012, ch. 19, art. 534
art. 12, 2003, ch. 22, art. 221(A); abrogé, 2012, ch. 19, art. 534
art. 13, 1995, ch. 11, art. 40; abrogé, 2012, ch. 19, art. 534
art. 14, abrogé, 2012, ch. 19, art. 534
art. 15, 2003, ch. 22, al. 225z.25)(A); abrogé, 2012, ch. 19,
art. 534
art. 16, 2012, ch. 19, art. 535
art. 17, 2012, ch. 19, art. 536
art. 18, 2012, ch. 19, art. 537
art. 19, 2012, ch. 19, art. 538; 2014, ch. 20, art. 460
art. 20, 2012, ch. 19, art. 538
art. 21, 2002, ch. 8, al. 182(1)z.12); 2012, ch. 19, art. 538
art. 22, 2012, ch. 19, art. 539
art. 24, 2012, ch. 19, art. 540
art. 25 à 27, 2012, ch. 19, art. 541
art. 28, 2012, ch. 19, art. 542
art. 29, 2012, ch. 19, art. 543

S

Statut de l'artiste, Loi sur le — 1992, ch. 33 (suite)

art. 30, 2012, ch. 19, art. 544
art. 33, 2012, ch. 19, art. 545
art. 34, 2012, ch. 19, art. 546
art. 37, 2002, ch. 8, al. 182(1)z.12); 2012, ch. 19, art. 547
art. 39, 2012, ch. 19, art. 548
art. 40, 2012, ch. 19, art. 549(A)
art. 41, 2012, ch. 19, art. 550
art. 47, 2012, ch. 19, art. 551
art. 48, 2012, ch. 19, art. 552
art. 49, 2012, ch. 19, art. 553
art. 50, 2012, ch. 19, art. 554
art. 51, 2012, ch. 19, art. 555
art. 53, 2012, ch. 19, art. 556; 2014, ch. 20, art. 461
art. 54, 2012, ch. 19, art. 557
art. 56, 1995, ch. 11, art. 41; 2012, ch. 19, art. 558(A)
art. 57, 2012, ch. 19, art. 559
art. 59, 2012, ch. 19, art. 560
art. 60, 1996, ch. 11, art. 88(A); 1998, ch. 26, art. 84; 2012, ch. 19, art. 561
art. 61, abrogé, 2012, ch. 19, art. 562
art. 63, 2003, ch. 22, al. 224z.80)(A)
art. 64, 2012, ch. 19, art. 563
art. 65, 2012, ch. 19, art. 563; 2014, ch. 20, art. 462
art. 66, 1995, ch. 11, art. 42; abrogé, 2012, ch. 19, art. 563
art. 67, abrogé, 2012, ch. 19, art. 563
disposition générale, 1992, ch. 33, art. 66
disposition générale, 2012, ch. 19, art. 534
dispositions transitoires, 1992, ch. 33, art. 67
dispositions transitoires, 2012, ch. 19, art. 564 à 570
EEV, 1992, ch. 33, art. 1 et la partie I (art. 2 à 4) en vigueur 14.05.93 voir TR/93-75; art. 10, 11, 12, 13, 15 et 16 en vigueur 11.06.93 voir TR/93-92; art. 5 à 9, 14 et 17 à 70 en vigueur 09.05.95 voir TR/95-61
EEV, 1995, ch. 11, art. 38 à 42 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-68
EEV, 1996, ch. 11, art. 88(A) en vigueur 12.07.96 voir TR/96-70
EEV, 1998, ch. 26, art. 83 et 84 en vigueur 01.01.99 voir TR/99-2
EEV, 1999, ch. 31, art. 192 et 193 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 2002, ch. 8, art. 182 en vigueur 02.07.2003 voir TR/2003-109
EEV, 2003, ch. 22, art. 220, 221, 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
EEV, 2010, ch. 12 (sanction : 12.07.2010), art. 1774 en vigueur 16.03.2012 voir TR/2012-14
EEV, 2012, ch. 19 (sanction : 29.06.2012), art. 532 à 570 en vigueur 01.04.2013 voir TR/2013-37
EEV, 2013, ch. 40 (sanction : 12.12.2013), art. 466 en vigueur 01.11.2014 voir TR/2014-84.
EEV, 2014, ch. 20 (sanction : 19.06.2014), art. 460 à 462 en vigueur 01.11.2014 voir TR/2014-83.

**Statuts révisés du Canada, 1886, Loi
concernant les — 1886, ch. 4**
(Revised Statutes of Canada Act, 1886)

(Remarque : Statuts révisés du Canada, 1886 proclamés en vigueur 01.03.1887 voir S.R. 1886, vol. I voir aussi le vol. Actes des Provinces et du Canada non abrogées par les Statuts Révisés, 1887)

**Statuts révisés du Canada, 1927, Loi
concernant les — 1924, ch. 65**
(Revised Statutes of Canada Act, 1927)

(Remarque : Statuts révisés du Canada, 1927 proclamés en vigueur 01.02.1928 voir S.R. 1927, vol. I)

**Statuts révisés du Canada, 1952, Loi
concernant les — 1948, ch. 67**
(Revised Statutes of Canada Act, 1952)

art. 3, 1951 (2^e suppl.), ch. 23, art. 1
art. 16, 1951 (2^e suppl.), ch. 23, art. 1
(Remarque : Statuts révisés du Canada, 1952 incluant les suppléments (ch. 302 à 340) proclamés en vigueur 15.09.1953 voir S.R. 1952, vol. VI voir aussi DORS/53-286)
(Remarque : Le Code criminel n'est pas compris dans cette révision : voir S.R. 1952, vol. VI, Note explicative)

**Statuts révisés du Canada, 1970, Loi
concernant les — 1964-65, ch. 48**
(Revised Statutes of Canada Act, 1970)

(Remarque : Statuts révisés du Canada, 1970 incluant le 1^{er} supplément proclamés en vigueur 15.07.71 voir DORS/71-309; le 2^e supplément proclamé en vigueur 01.08.72 voir TR/72-64.
(Remarque : pour les révisions postérieures, voir Lois révisées du Canada)

St. Peter, Réserve de — 1916, ch. 24
(St. Peter's Indian Reserve Act)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

St-Régis, Loi des îles — 1926-27, ch. 37
(St. Regis Islands Act)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

**Subventions au développement régional, Loi
sur les — S.R.C. 1970, ch. R-3**
(Regional Development Incentives Act)

Le ministre de l'Industrie (TR/90-31)

S

Subventions au développement régional, Loi sur les — S.R.C. 1970, ch. R-3 (suite)

art. 2, S.R.C. 1970, ch. 25 (2^e suppl.), art. 1; 1980-81-82-83, ch. 167, art. 34, ann. I, n^o 21(1); 1988, ch. 17, art. 16; 1988, ch. 50, art. 56
art. 3, 1976-77, ch. 55, art. 7
art. 4, S.R.C. 1970, ch. 25 (2^e suppl.), art. 2
art. 5, S.R.C. 1970, ch. 25 (2^e suppl.), art. 3
art. 9, S.R.C. 1970, ch. 25 (2^e suppl.), art. 4; 1974-75-76, ch. 84, art. 1; 1980-81-82-83, ch. 14, art. 1
art. 10, S.R.C. 1970, ch. 25 (2^e suppl.), art. 5
art. 11, S.R.C. 1970, ch. 25 (2^e suppl.), art. 6
art. 13, 1974-75-76, ch. 84, art. 2; 1976-77, ch. 54, art. 74 (Item 6); 1980-81-82-83, ch. 14, art. 2
art. 13.1, ajouté, S.R.C. 1970, ch. 25 (2^e suppl.), art. 7; 1974-75-76, ch. 84, art. 3, 4; 1980-81-82-83, ch. 14, art. 3
art. 15, S.R.C. 1970, ch. 25 (2^e suppl.), art. 8
art. 15.1, ajouté, S.R.C. 1970, ch. 25 (2^e suppl.), art. 9
dispositions transitoires, 1986, ch. 35, art. 15-17
EEV, 1980-81-82-83, ch. 167 en vigueur 07.12.83 *voir* TR/84-1
EEV, 1988, ch. 17, art. 16 en vigueur 28.06.88 *voir* TR/88-119
EEV, 1988, ch. 50, art. 56 abrogé avant son entrée en vigueur 31.12.2011 *voir* 2008, ch. 20, art. 3

Subventions aux bassins de radoub, Loi sur les — L.R. (1985), ch. D-4 (Dry Docks Subsidies Act)

Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux

art. 2, 1996, ch. 16, art. 34
art. 3, 1996, ch. 16, art. 35
art. 4, 1996, ch. 16, art. 36
art. 5, 1996, ch. 16, art. 37
art. 6, 1996, ch. 10, art. 215; 2011, ch. 21, art. 162
art. 8, 1996, ch. 16, art. 38
art. 9, 1996, ch. 16, art. 39
art. 10, 1996, ch. 16, art. 40
art. 13, 1996, ch. 16, art. 41
EEV, 1996, ch. 10, art. 215 en vigueur 01.07.96 *voir* TR/96-53
EEV, 1996, ch. 16, art. 34 à 41 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-67
EEV, 2011, ch. 21, art. 162 en vigueur à la sanction 29.11.2011

Subventions aux chemins de fer (Railway Subsidies)

1907, ch. 40; 1907-08, ch. 63; 1909, ch. 35; 1910, ch. 51 (*aussi* ch. 6); 1912, ch. 48 (*aussi* ch. 7, 8, 9); 1913, ch. 46, (*aussi* ch. 10, 23, 24, 53)

Subventions aux municipalités, Loi sur les — L.R. (1985), ch. M-13

[Nouvelle appellation *voir* Paiements versés en remplacement d'impôts, Loi sur les]
(Municipal Grants Act)

Subventions aux provinces, Loi sur les — L.R. (1985), ch. P-26 (Provincial Subsidies Act)

Le ministre des Finances

Subventions aux steamers trans océaniques — 1889, ch. 2 (Steamship Subsidies Act)

art. 1, 1893, ch. 5, art. 1
art. 2, abrogé, 1900, ch. 9, art. 1
art. 3, 1894, ch. 8, art. 1; 1896, ch. 3, art. 1
art. 4, 1896, ch. 3, art. 1; 1901, ch. 6, art. 1; 1903, ch. 44, art. 1; 1908, ch. 68, art. 1; 1909, ch. 36, art. 1
1911, ch. 25 — loi connexe

Subventions supplémentaires aux Provinces maritimes — 1942-43, ch. 14 (Maritime Provinces Additional Subsidies Act)

Succession au Trône — 1937, ch. 16 (Succession to the Throne Act)

Succession au trône, Loi de 2013 sur la — 2013, ch. 6 (Succession to the Throne Act, 2013)

Le ministre de la Justice

EEV, 2013, ch. 6 (sanction : 27.03.2013) en vigueur 26.03.2015
voir TR/2015-25.

Successions — (*voir* Impôt sur les biens transmis par décès E-9, Biens en déshérence E-7)

Sulfonate de perfluorooctane, Loi sur la quasi-élimination du (*voir* Quasi-élimination du sulfonate de perfluorooctane, Loi sur la)

Sûreté des déplacements aériens, Loi sur la — 2015, ch. 20, art. 11 (Secure Air Travel Act)

Le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile (art. 3, *voir aussi* art. 10)

S

Sûreté des déplacements aériens, Loi sur la — 2015, ch. 20, art. 11 (suite)

EEV, 2015, ch. 20, art. 11 (sanction : 18.06.2015), les dispositions de la Loi en vigueur 01.08.2015 *voir* TR/2015-64.

Sûreté du transport maritime, Loi sur la — 1994, ch. 40

(*Marine Transportation Security Act*)

Le ministre des Transports

art. 2, 2001, ch. 26, art. 306, ch. 29, art. 55
art. 5, 2001, ch. 29, art. 56; 2012, ch. 17, art. 70
art. 5.1, ajouté, 2012, ch. 17, art. 71
art. 6, 2001, ch. 29, art. 56
art. 11.1, ajouté, 2004, ch. 15, art. 73; abrogé, 2008, ch. 21, art. 64
art. 17, 2012, ch. 17, art. 72
art. 19, 2001, ch. 29, art. 57
art. 19.1 à 19.8, ajoutés, 2001, ch. 29, art. 57
art. 25, 2012, ch. 17, art. 73
art. 26, 2012, ch. 17, art. 74(A)
art. 28, 2001, ch. 29, art. 58(F); 2012, ch. 17, art. 75
art. 29, 2012, ch. 17, art. 76
art. 31, 2012, ch. 17, art. 77
art. 32, 2001, ch. 29, art. 59
art. 33 à 51, ajoutés, 2001, ch. 29, art. 59
 EEV, 1994, ch. 40 en vigueur à la sanction 15.12.94
 EEV, 2001, ch. 26, art. 306 en vigueur 01.07.2007 *voir* TR/2007-65
 EEV, 2001, ch. 29, art. 55 à 59 en vigueur 30.06.2005 *voir* TR/2005-61
 EEV, 2004, ch. 15, art. 73 en vigueur 01.12.2004 *voir* TR/2004-114
 EEV, 2008, ch. 21, art. 64 en vigueur à la sanction 18.06.2008 *voir* art. 66
 EEV, 2012, ch. 17 (sanction : 28.06.2012), art. 70 à 77 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* par. 85(2) – Non en vigueur.

Sûreté et la réglementation nucléaires, Loi sur la — 1997, ch. 9

(*Nuclear Safety and Control Act*)

Le ministre des Ressources naturelles

art. 2, 2012, ch. 19, art. 122
art. 10, 2012, ch. 19, art. 123
art. 16, 2002, ch. 17, art. 22; 2003, ch. 22, al. 224z.61)(A)
art. 17, 2002, ch. 17, art. 23
art. 21, 2001, ch. 34, art. 58; 2010, ch. 12, art. 2150; 2013, ch. 33, art. 173
art. 24, 2001, ch. 34, art. 59(F); 2012, ch. 19, art. 124
art. 37, 2001, ch. 34, art. 60; 2012, ch. 19, art. 125
art. 39, 2012, ch. 19, art. 126
art. 40, 2012, ch. 19, art. 127
art. 42, 2015, ch. 4, art. 124
art. 43, 2012, ch. 19, art. 128

art. 44, 2001, ch. 34, art. 61(F); 2010, ch. 12, art. 2151; 2012, ch. 19, art. 129
art. 46, 2003, ch. 1, art. 1
art. 54, abrogé, 2001, ch. 26, art. 314
art. 64, 2015, ch. 4, art. 125
art. 65.01 à 65.09, ajoutés, 2012, ch. 19, art. 130
art. 65.1, ajouté, 2012, ch. 19, art. 130
art. 65.11 à 65.19, ajoutés, 2012, ch. 19, art. 130
art. 65.2, ajouté, 2012, ch. 19, art. 130
art. 65.21, ajouté, 2012, ch. 19, art. 130
art. 68.1, ajouté, 2001, ch. 34, art. 62
art. 80, 2015, ch. 3, art. 136
art. 82, abrogé, 2015, ch. 4, art. 126
art. 106, abrogé, 1997, ch. 9, par 125(2)
art. 124, abrogé, 2005, ch. 22, art. 62
 modification conditionnelle, 1997, ch. 9, art. 126
 EEV, 1997, ch. 9 en vigueur 31.05.2000 *voir* TR/2000-42
 EEV, 2001, ch. 26, art. 314 en vigueur 01.07.2007 *voir* TR/2007-65
 EEV, 2001, ch. 34, art. 58 à 62 en vigueur à la sanction 18.12.2001
 EEV, 2002, ch. 17, art. 22 et 23 en vigueur 22.07.2002 *voir* TR/2002-105
 EEV, 2003, ch. 1, art. 1 en vigueur à la sanction 13.02.2003
 EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
 EEV, 2005, ch. 22, art. 62 en vigueur 02.01.2006 *voir* TR/2005-56 al. b)
 EEV, 2010, ch. 12, art. 2150 et 2151 en vigueur à la sanction 12.07.2010
 EEV, 2012, ch. 19, art. 123 à 128 en vigueur à la sanction 29.06.2012; art. 122, 129 et 130 en vigueur 03.07.2013 *voir* TR/2013-69.
 EEV, 2013, ch. 33, art. 173 en vigueur à la sanction 26.06.2013.
 EEV, 2015, ch. 3, art. 136 en vigueur à la sanction 26.02.2015.
 EEV, 2015, ch. 4 (sanction : 26.02.2015), art. 124 à 126 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* par. 129(3) – Non en vigueur.

Surplus, voir Biens de surplus de la Couronne...

(*Surplus Crown Assets*)

Surtaxe sur des importations, Décret relatif à une — 1963, ch. 18

(*Surcharge on Imports Order*)

Le ministre du Revenu national

S

Surveillance du secteur énergétique, Loi sur la
— L.R. (1985), ch. E-8
(Energy Monitoring Act)

Le ministre des Ressources naturelles

art. 2, 1994, ch. 41, al. 37(1*i*); 1996, ch. 31, art. 80; 2001, ch. 34, art. 42
art. 4, 1993, ch. 34, art. 62(F)
art. 9, abrogé, 2001, ch. 34, art. 43
art. 16 à 24, abrogés, 2001, ch. 34, art. 44
art. 25, 1994, ch. 41, al. 38(1*b*); abrogé, 2001, ch. 34, art. 44
art. 26 à 28, abrogés, 2001, ch. 34, art. 44
art. 29, abrogé, 2001, ch. 34, art. 44; ajouté, ch. 34, art. 45
art. 33, 2001, ch. 34, art. 46
dispositions générales, 1994, ch. 41, par. 37(2) et 38(2)
EEV, 1993, ch. 34, art. 62(F) en vigueur à la sanction 23.06.93
EEV, 1994, ch. 41, art. 37 et 38 en vigueur 12.01.95 *voir* TR/95-10
EEV, 1996, ch. 31, art. 80 en vigueur 31.01.97 *voir* TR/97-21
EEV, 2001, ch. 34, art. 42 à 46 en vigueur à la sanction 18.12.2001

Suspension de la révision des limites des
circonscriptions électorales, Loi de 1994 sur
la — 1994, ch. 19
(Electoral Boundaries Readjustment Suspension Act, 1994)

Le président du Conseil privé de la Reine pour le Canada
(TR/2015-109)

EEV, 1994, ch. 19 en vigueur à la sanction 15.06.94

Sydney-Nord, Port de — 1914, ch. 16
(North Sydney Harbour Act)

Symbole national, Loi instituant un
— L.R. (1985), ch. N-17
(National Symbol of Canada Act)

Syndicats ouvriers, Loi sur les
— L.R. (1985), ch. T-14
(Trade Unions Act)

Le ministre de l'Industrie (1995, ch. 1, par. 62(3))

art. 4, 2001, ch. 4, art. 124(A)
art. 15, 2001, ch. 4, art. 125(A)
art. 22, ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203
art. 28, ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203; abrogé, 2000, ch. 12, art. 297
EEV, ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203 en vigueur 04.12.85 *voir* TR/85-211

EEV, 2000, ch. 12, art. 297 en vigueur 31.07.2000 *voir* TR/2000-76

EEV, 2001, ch. 4, art. 124 et 125 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71

Système correctionnel et la mise en liberté sous
condition, Loi sur le — 1992, ch. 20
(Corrections and Conditional Release Act)

Le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile
(2005, ch. 10, art. 34)

art. 2, 1995, ch. 42, art. 1; 1997, ch. 17, art. 11; 2000, ch. 12, art. 88; 2002, ch. 1, art. 171; 2004, ch. 21, art. 39; 2005, ch. 10, al. 34(1*e*); 2008, ch. 6, art. 56; 2012, ch. 1, art. 52, sous-al. 160*b*(i) et art. 196; 2015, ch. 13, art. 45
art. 2.1, ajouté, 1997, ch. 17, art. 12
art. 3.1, ajouté, 2012, ch. 1, art. 54
art. 4, 1995, ch. 42, art. 2(F); 2012, ch. 1, art. 54 et sous-al. 160*b*(ii)
art. 5, 1997, ch. 17, art. 13
art. 10, 1995, ch. 42, art. 3; 1997, ch. 17, art. 14
art. 11.1, 1995, ch. 42, art. 4
art. 14, 1995, ch. 42, art. 5
art. 15, 2002, ch. 1, art. 172; 2015, ch. 3, al. 172g)
art. 15.1 et 15.2, ajoutés, 2012, ch. 1, art. 55
art. 16, 1995, ch. 22, art. 13, ann. II, art. 1, ch. 42, art. 6; 2012, ch. 1, art. 56
art. 17, 1995, ch. 22, art. 13, ann. II, art. 2, ch. 42, art. 7(F); 1998, ch. 35, art. 108; 2000, ch. 24, art. 34; 2013, ch. 24, al. 127*a*); 2014, ch. 36, art. 1
art. 17.1, ajouté, 2014, ch. 36, art. 1.1
art. 18, 1995, ch. 22, art. 13, ann. II, art. 3, ch. 42, art. 8 et sous-al. 71*a*(i)(F); 1998, ch. 35, art. 109; 2000, ch. 24, art. 35; 2013, ch. 24, al. 127*b*)
art. 24, 1995, ch. 42, art. 9(F)
art. 25, 1995, ch. 42, sous-al. 71*a*(ii); 2012, ch. 1, sous-al. 160*b*(iii)
art. 26, 2012, ch. 1, art. 57; 2015, ch. 13, art. 46
art. 26.1, ajouté, 2015, ch. 13, art. 47
art. 27, 1995, ch. 42, art. 10(F)
art. 28, 2012, ch. 1, art. 58
art. 29, 1995, ch. 42, art. 11
art. 30, 2012, ch. 1, art. 59
art. 31, 2012, ch. 1, art. 60
art. 33, 1995, ch. 42, art. 12
art. 37, 2012, ch. 1, art. 61
art. 40, 2012, ch. 1, art. 62
art. 44, 2012, ch. 1, art. 63
art. 46, 1995, ch. 42, art. 13(F)
art. 47, 1995, ch. 42, art. 14(F)
art. 55, 1995, ch. 42, art. 15
art. 57.1, ajouté, 2012, ch. 1, art. 64
art. 61, 2012, ch. 1, art. 65
art. 66, 1995, ch. 42, sous-al. 71*a*(iii)(F) et (iv)(F)
art. 67, 1995, ch. 42, art. 16
art. 70, 1995, ch. 42, art. 17(F)
art. 72, 1995, ch. 42, art. 18(F)

S

Système correctionnel et la mise en liberté sous condition, Loi sur le — 1992, ch. 20 (suite)

- art. 75**, 1995, ch. 42, art. 19(F)
art. 78, 1995, ch. 42, art. 20
art. 81, 1995, ch. 42, art. 21(F)
art. 84, 2012, ch. 1, art. 66
art. 84.1, ajouté, 1997, ch. 17, art. 15
art. 91, 1995, ch. 42, art. 22(F)
art. 91.1 et 91.2, 2013, ch. 3, art. 2
art. 93, 1995, ch. 42, art. 23; 2011, ch. 11, art. 2; 2012, ch. 1, art. 67(F)
art. 94, 1995, ch. 42, art. 24; 2012, ch. 1, art. 68
art. 96, 1995, ch. 42, art. 25 et sous-al. 72a)(ii)(F); 2012, ch. 1, art. 69; 2014, ch. 36, art. 2(F)
art. 99, 1995, ch. 22, art. 13, ann. II, art. 4, ch. 42, art. 26, al. 69a)(A), al. 70a)(A) et sous-al. 71a)(v)(F); 1997, ch. 17, art. 17; 2002, ch. 1, art. 173; 2003, ch. 22, art. 155; 2012, ch. 1, art. 70, sous-al. 160b)(iv) et art. 197
art. 99.1, ajouté, 1997, ch. 17, art. 18
art. 99.2, ajouté, 2002, ch. 1, art. 174
art. 100.1, ajouté, 2012, ch. 1, art. 71
art. 101, 2012, ch. 1, art. 71
art. 102, 1995, ch. 42, art. 27(F)
art. 103, 1993, ch. 34, art. 57(F); 2012, ch. 1, art. 73
art. 105, 1995, ch. 42, sous-al. 71a)(vi)(F)
art. 107, 1995, ch. 22, art. 13, ann. II, art. 5, ch. 42, art. 28(A), al. 70b)(A) et sous-al. 71a)(vii)(F); 1998, ch. 35, art. 110; 2000, ch. 24, art. 36; 2004, ch. 21, al. 40(1a)
art. 108, 1995, ch. 42, al. 69b)(A) et 70c)(A)
art. 109, 2006, ch. 14, art. 8
art. 112, 1995, ch. 42, art. 29(F) et al. 69c)(A)
art. 113, 1995, ch. 42, art. 30(F)
art. 115, 1995, ch. 42, art. 31, al. 69d)(A) et sous-al. 71a)(ix)(F); 1997, ch. 17, art. 19; 2012, ch. 1, art. 74
art. 116, 1993, ch. 34, art. 58(F); 1995, ch. 42, art. 32(F) et sous-al. 71a)(x)(F) et (xi)(F)
art. 117, 1995, ch. 42, sous-al. 71a)(xii)(F)
art. 118, 1995, ch. 42, sous-al. 71a)(xiii)(F)
art. 119, 1995, ch. 22, art. 13, ann. II, art. 6 et art. 18, ann. IV, art. 45, ch. 42, art. 33 et al. 69e)(A); 1997, ch. 17, par. 20(1) à (4); 1998, ch. 35, art. 111; 2000, ch. 24, art. 37; 2013, ch. 24, al. 127c) et d)
art. 119.1, ajouté, 1997, ch. 17, art. 21 [*Remarque* : par. 21(2) abrogé par 2011, ch. 11, art. 12]; abrogé, 2011, ch. 11, art. 3; ajouté, 2012, ch. 1, art. 75
art. 119.2, ajouté, 2012, ch. 1, art. 75
art. 120, 1995, ch. 22, art. 13, ann. II, art. 7 et 8, ch. 42, art. 34; 1998, ch. 35, art. 112; 2000, ch. 24, art. 38; 2013, ch. 24, art. 126 et al. 128a)
art. 120.1, ajouté, 1995, ch. 42, art. 34; 1997, ch. 17, art. 22(F); 2012, ch. 1, art. 76; 2013, ch. 24, par. 133(4)
art. 120.2, ajouté, 1995, ch. 42, art. 34, 1995, ch. 22, art. 18, ann. IV, art. 44; 1997, ch. 17, par. 23(1) et (2)(F); 1998, ch. 35, art. 113; 2000, ch. 24, art. 39; 2012, ch. 1, art. 76; 2013, ch. 24, al. 127e) et 128a)
art. 120.3, ajouté, 1995, ch. 42, art. 34, 1995, ch. 22, art. 18, ann. IV, art. 38; 1998, ch. 35, art. 114; 2000, ch. 24, art. 40; 2012, ch. 1, art. 76; 2013, ch. 24, al. 127f)
art. 121, 1995, ch. 22, art. 13, ann. II, art. 9, ch. 42, art. 35; 1998, ch. 35, art. 115; 1999, ch. 18, art. 86; 2012, ch. 1, art. 77; 2013, ch. 24, al. 128c) et par. 133(9)
art. 122, 1995, ch. 42, art. 36(F) et al. 69f)(A); 2012, ch. 1, art. 78
art. 123, 1995, ch. 42, art. 37 et al. 69g)(A); 2012, ch. 1, art. 79; 2015, ch. 11, art. 2
art. 123.1, ajouté, 2015, ch. 30, art. 2
art. 124, 1995, ch. 42, art. 38; 2011, ch. 11, art. 4; 2012, ch. 1, art. 80, ch. 19, art. 526; 2015, ch. 30, art. 3
art. 125, 1995, ch. 22, art. 13, ann. II, art. 10, ch. 42, art. 39 (*voir* 2011, ch. 11, art. 11); 1997, ch. 17, art. 24; 1998, ch. 35, art. 116; 1999, ch. 5, art. 50 et 53; 2001, ch. 41, art. 90; abrogé, 2011, ch. 11, art. 5
art. 126, 1995, ch. 42, art. 40; abrogé, 2011, ch. 11, art. 5
art. 126.1, ajouté, 1997, ch. 17, art. 25; abrogé, 2011, ch. 11, art. 5
art. 127, 1995, ch. 42, art. 41; 1999, ch. 31, art. 66(A); 2012, ch. 1, art. 81
art. 127.1, ajouté, 2012, ch. 1, art. 82
art. 128, 1995, ch. 42, art. 42, al. 69h)(A) et i)(A) et sous-al. 71a)(xv)(F); 1999, ch. 18, art. 87; 2001, ch. 27, art. 242; 2012, ch. 1, art. 83
art. 129, 1995, ch. 42, art. 44; 1998, ch. 35, art. 117; 2012, ch. 1, art. 84; 2014, ch. 25, art. 41
art. 130, 1995, ch. 42, art. 45; 1997, ch. 17, art. 26(F); 1998, ch. 35, art. 118; 2012, ch. 1, art. 85
art. 131, 1995, ch. 42, art. 46; 1997, ch. 17, art. 27; 2015, ch. 11, art. 3
art. 132, 1995, ch. 42, art. 47
art. 133, 1995, ch. 42, art. 48 et sous-al. 71a)(xvi)(F) et (xvii)(F); 1997, ch. 17, art. 28; 2012, ch. 1, art. 86; 2014, ch. 21, art. 5; 2015, ch. 30, art. 4
art. 134, 1995, ch. 42, sous-al. 71a)(viii)(F); 1997, ch. 17, art. 29; 2012, ch. 1, art. 87
art. 134.1, ajouté, 1997, ch. 17, art. 30; 2015, ch. 13, art. 48
art. 134.2, ajouté, 1997, ch. 17, art. 30; 2012, ch. 1, art. 88
art. 135, 1995, ch. 42, art. 50, al. 69j)(A), 70d)(A) et e)(A), 1995, ch. 22, art. 18, ann. IV, art. 19; 1997, ch. 17, art. 32(F) et 32.1; 2012, ch. 1, art. 89, ch. 19, par. 529(2)(A) et (3)
art. 135.1, ajouté, 1997, ch. 17, art. 33; 2012, ch. 1, art. 90
art. 136, 1995, ch. 42, art. 51; 1997, ch. 17, art. 33; 2012, ch. 1, art. 91
art. 137, 1995, ch. 42, art. 52; 1997, ch. 17, art. 34
art. 137.1, ajouté, 2012, ch. 1, art. 92
art. 138, 1995, ch. 42, art. 53 et al. 70f)(A); 2004, ch. 21, al. 40(1a); 2012, ch. 1, art. 93
art. 139, 1995, ch. 22, art. 13, ann. II, art. 11, ch. 42, art. 54, 1995, ch. 22, art. 18, ann. IV, art. 9; 2012, ch. 1, art. 95
art. 140, 1995, ch. 42, art. 55 et al. 69k)(A); 2011, ch. 11, art. 6; 2012, ch. 1, art. 96; ch. 19, art. 527; 2015, ch. 11, art. 4, ch. 13, art. 49
art. 140.1 et 140.2, ajoutés, 2015, ch. 11, art. 5
art. 141, 1995, ch. 42, art. 56(F); 2012, ch. 1, art. 97
art. 142, 1995, ch. 22, art. 13, ann. II, art. 12, ch. 42, art. 57 et sous-al. 71a)(xix)(F) à (xxi)(F) et 72a)(iii)(F); 1997, ch. 17, art. 35; 2012, ch. 1, art. 98; 2015, ch. 11, art. 6, ch. 13, art. 50
art. 144, 2012, ch. 1, art. 99
art. 144.1, ajouté, 2015, ch. 13, art. 51
art. 146, 2012, ch. 1, art. 100
art. 151, 1995, ch. 42, art. 58(F)
art. 153, 2003, ch. 22, al. 225i)(A)
art. 154.1, ajouté, 2012, ch. 1, art. 101

S

Système correctionnel et la mise en liberté sous condition, Loi sur le — 1992, ch. 20 (suite)

art. 155.1, ajouté, 1995, ch. 42, art. 59; 2002, ch. 8, art. 132

art. 155.2, ajouté, 1995, ch. 42, art. 59

art. 156, 1995, ch. 42, art. 60; 2015, ch. 30, art. 5

art. 157, 1997, ch. 17, art. 36; 2005, ch. 10, art. 17; 2012, ch. 1, art. 102

art. 157.1, ajouté, 1997, ch. 17, art. 37

art. 159, 2001, ch. 27, art. 243

art. 163, 2003, ch. 22, al. 224z.21)(A) et 225i)(A)

art. 167, 2012, ch. 1, sous-al. 160b)(v)

art. 177, 2012, ch. 1, sous-al. 160b)(vi)

art. 178, 2012, ch. 1, sous-al. 160b)(vii)

art. 179, 2012, ch. 1, sous-al. 160b)(viii)

art. 180, 2012, ch. 1, sous-al. 160b)(ix)

art. 204, abrogé, 1995, ch. 42, art. 61

art. 225, 1995, ch. 42, art. 62; 2011, ch. 11, art. 7

art. 226, 1995, ch. 22, art. 13, ann. II, art. 13, ch. 42, al. 69i)(A) et al. 70g)(A)

art. 227.1, ajouté, 1995, ch. 42, art. 63

annexe I :

art. 1, 1995, ch. 39, art. 165, ch. 42, art. 64; 2001, ch. 41, art. 91 à 93; 2008, ch. 6, art. 57; 2012, ch. 1, art. 103; 2014, ch. 25, art. 42; 2015, ch. 20, art. 30

art. 2, 1995, ch. 42, art. 65

art. 3, 1995, ch. 42, art. 66

art. 4, ajouté, 1995, ch. 42, art. 67

art. 5, ajouté, 1995, ch. 42, art. 67

art. 5.1, ajouté, 2012, ch. 1, art. 104

art. 5.2, ajouté, 2014, ch. 25, par. 42(4)

art. 6, ajouté, 2000, ch. 24, art. 41

annexe II, 1995, ch. 42, art. 68; 1996, ch. 19, art. 64

art. 3, 2001, ch. 32, art. 57

dispositions de coordination, 2011, ch. 11, art. 14 et 15 (non applicables)

disposition de coordination, 2012, ch. 19, art. 529

disposition de coordination, 2013, ch. 24, par. 133(4) et (9)

disposition de coordination, 2015, ch. 13, art. 58

dispositions générales, 1992, ch. 20, art. 232 et 233

disposition générale, 1995, ch. 22, art. 26

dispositions générales, 1995, ch. 42, art. 43(F), 49, sous-al. 71a)(viii)(F) et (xiv)(F) et 72(a)(i)(F)

dispositions générales, 1997, ch. 17, art. 16 et 31

dispositions générales, 2011, ch. 11, art. 8 et 9

dispositions générales, 2012, ch. 1, art. 53, 72(F) et 94

disposition générale, 2013, ch. 3, art. 1

disposition générale, 2014, ch. 25, art. 45.1 (examen et rapport)

dispositions transitoires, 1992, ch. 20, art. 217 à 231

dispositions transitoires, 1995, ch. 42, art. 88 à 92 [*Remarque* : art. 89 abrogé par 2011, ch. 11, art. 11]

dispositions transitoires, 2001, ch. 41, art. 94

dispositions transitoires, 2011, ch. 11, art. 10 (*re* art. 125 à 126.1)

dispositions transitoires, 2012, ch. 1, art. 105 à 107

disposition transitoire, 2012, ch. 19, art. 528 (application de l'al. 140(1)d), tel qu'édité par l'art. 527)

disposition transitoire, 2015, ch. 11, art. 7

modification conditionnelle, 1999, ch. 5, art. 53

EEV, 1992, ch. 20, à l'exception de l'art. 204 en vigueur 01.11.92 *voir* TR/92-197; art. 204 abrogé par 1995, ch. 42, art. 61 le 24.01.96 *voir* TR/96-10

— le par. 108(2) ne s'applique dans la province qu'à la date fixée par décret du gouverneur en conseil pris après l'adoption d'une loi provinciale autorisant la Commission à exercer la compétence que lui confère ce paragraphe *voir* par. 108(3).

— le par. 108(2) s'applique dans la province de la Colombie-Britannique le 19.04.2007 *voir* TR/2007-51

EEV, 1993, ch. 34, art. 57(F) et 58(F) en vigueur à la sanction 23.06.93

EEV, 1995, ch. 22, art. 13, ann. II, art. 1 à 13, art. 18, ann. IV, art. 9, 19, 38, 44 et 45 et art. 26 en vigueur 03.09.96 *voir* TR/96-79

EEV, 1995, ch. 39, art. 165 en vigueur 01.12.98 *voir* TR/98-93 et TR/98-95

EEV, 1995, ch. 42, art. 1 à 72, 85, 88 à 92 en vigueur 24.01.96 *voir* TR/96-10; art. 89 abrogé *voir* 2011, ch. 11, art. 11

EEV, 1996, ch. 19, art. 64 en vigueur 14.05.97 *voir* TR/97-47

EEV, 1997, ch. 17, art. 21, 24 et 25 en vigueur 03.07.97 *voir* TR/97-84; art. 11 à 20, 22, 23 et 26 à 37 en vigueur 01.08.97 *voir* TR/97-84 [*Remarque* : par. 21(2) abrogé par 2011, ch. 11, art. 12]

EEV, 1998, ch. 35, art. 108 à 118 en vigueur 01.09.99 *voir* TR/99-75

EEV, 1999, ch. 5, art. 50 en vigueur 01.05.99 *voir* TR/99-24; art. 53 en vigueur à la sanction 11.03.99, la modification prévue par l'art. 53 prend effet le 01.09.99

EEV, 1999, ch. 18, art. 86 et 87 en vigueur à la sanction 17.06.99

EEV, 1999, ch. 31, art. 66 en vigueur à la sanction 17.06.99

EEV, 2000, ch. 12, art. 88 en vigueur 31.07.2000 *voir* TR/2000-76

EEV, 2000, ch. 24, art. 34 à 41 en vigueur 23.10.2000 *voir* TR/2000-95

EEV, 2001, ch. 27, art. 242 et 243 en vigueur 28.06.2002 *voir* TR/2002-97

EEV, 2001, ch. 32, art. 57 en vigueur 01.02.2002 *voir* TR/2002-17

EEV, 2001, ch. 41, art. 90 à 94 en vigueur 24.12.2001 *voir* TR/2002-16 [*Remarque* : al. 94(1)a) et par. 94(2) abrogés par 2011, ch. 11, art. 13]

EEV, 2002, ch. 1, art. 171 à 174 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2002-91

EEV, 2002, ch. 8, art. 132 en vigueur 02.07.2003 *voir* TR/2003-109

EEV, 2003, ch. 22, art. 155, 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24

EEV, 2004, ch. 21, art. 39 et 40 en vigueur 29.10.2004 *voir* TR/2004-140

EEV, 2005, ch. 10, art. 17 et 34 en vigueur 04.04.2005 *voir* TR/2005-29

EEV, 2006, ch. 14, art. 8 en vigueur à la sanction 14.12.2006

EEV, 2008, ch. 6 (sanction : 28.02.2008), art. 56 en vigueur 02.07.2008 et art. 57 en vigueur 01.05.2008 *voir* TR/2008-34

EEV, 2011, ch. 11, art. 14 et 15 en vigueur à la sanction 23.03.2011; art. 2 à 13 en vigueur 28.03.2011 *voir* TR/2011-30

EEV, 2012, ch. 1 (sanction : 13.03.2012), art. 52 à 107 en vigueur 13.06.2012 *voir* TR/2012-40; art. 196 et 197 en vigueur 23.10.2012 *voir* TR/2012-48; al. 160b) en vigueur 28.02.2013 *voir* TR/2013-13

S

Système correctionnel et la mise en liberté sous condition, Loi sur le — 1992, ch. 20 (suite)

EEV, 2012, ch. 19, art. 529 en vigueur à la sanction 29.06.2012; art. 526 à 528 en vigueur 01.12.2012 *voir* TR/2012-88
 EEV, 2013, ch. 3 en vigueur à la sanction 27.03.2013
 EEV, 2013, ch. 24, art. 133 en vigueur à la sanction 19.06.2013; art. 126 à 128 en vigueur 01.06.2014 *voir* TR/2014-49.
 EEV, 2014, ch. 21 (sanction : 19.06.2014), art. 5 en vigueur 19.09.2014 *voir* art. 6.
 EEV, 2014, ch. 25 (sanction : 06.11.2014), art. 41 et 42 et 45.1 en vigueur 06.12.2014 *voir* art. 49.
 EEV, 2014, ch. 36, art. 1 à 2 en vigueur à la sanction 16.12.2014.
 EEV, 2015, ch. 3, al. 172g) (*terminologie*) en vigueur à la sanction 26.02.2015.
 EEV, 2015, ch. 11, art. 2 à 5 et 7 en vigueur à la sanction 23.04.2015; art. 6 entre en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 8 – Non en vigueur.
 EEV, 2015, ch. 13, art. 58 en vigueur à la sanction 23.04.2015;
 — art. 45 et par 46(2), al. 26(1)c), édicté par le par. 46(3), par. 46(4) à (7), art. 47, par. 48(1) et (2), 49(2), et art. 50 et 51 en vigueur 23.07.2015 *voir* TR/2015-60;
 — par. 46(1), l'al. 26(1)d), édicté par le par. 46(3), par. 48(3), 49(1) et (3) entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* par. 60(2) – Non en vigueur.
 art. 45 à 51 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* par. 60(2) – Non en vigueur.
 EEV, 2015, ch. 20, art. 30 en vigueur à la sanction 18.06.2015.
 EEV, 2015, ch. 30, art. 2 à 5 en vigueur à la sanction 18.06.2015.

Système d'immigration du Canada, Loi visant à protéger le *voir* Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés — 2012, ch. 17

(*Protecting Canada's Immigration System Act*)

Système de justice pénale pour les adolescents, Loi sur le — 2002, ch. 1

(*Youth Criminal Justice Act*)

Le ministre de la Justice

art. 2, 2002, ch. 7, art. 274; 2012, ch. 1, art. 167; 2014, ch. 2, art. 52
art. 3, 2012, ch. 1, art. 168
art. 14, 2015, ch. 20, art. 32, ch. 29, art. 14, ch. 20, par. 36(8)
art. 29, 2012, ch. 1, art. 169
art. 32, 2002, ch. 13, art. 91; 2012, ch. 1, art. 170
art. 37, 2012, ch. 1, art. 171
art. 38, 2012, ch. 1, art. 172
art. 39, 2012, ch. 1, art. 173
art. 42, 2012, ch. 1, art. 174
art. 61 à 63, abrogés, 2012, ch. 1, art. 175
art. 64, 2012, ch. 1, art. 176
art. 65 et 66, abrogés, 2012, ch. 1, art. 177
art. 67, 2002, ch. 13, art. 91; 2012, ch. 1, art. 178
art. 68, abrogé, 2012, ch. 1, art. 179

art. 69, 2012, ch. 1, art. 180
art. 70, abrogé, 2012, ch. 1, art. 181
art. 71, 2012, ch. 1, art. 182
art. 72, 2012, ch. 1, art. 183
art. 73, 2012, ch. 1, art. 184
art. 75, 2012, ch. 1, art. 185
art. 76, 2012, ch. 1, art. 186
art. 77, 2012, ch. 1, sous-al. 160I)(i)
art. 81, 2012, ch. 1, art. 187
art. 82, 2012, ch. 1, art. 156, sous-al. 160I)(ii) et art. 188
art. 110, 2012, ch. 1, art. 189
art. 115, 2012, ch. 1, art. 190
art. 119, 2012, ch. 1, art. 157 et 191(F)
art. 120, 2012, ch. 1, art. 158 et 192
art. 126, 2004, ch. 11, art. 48
art. 128, 2004, ch. 11, art. 49; 2012, ch. 1, art. 159
art. 141, 2005, ch. 22, art. 63
art. 142, 2015, ch. 20, art. 33, ch. 29, art. 15, ch. 20, par. 36(9)
art. 160, abrogé, 2012, ch. 1, art. 193
art. 162, 2012, ch. 1, art. 194
annexe :
art. 1, 2014, ch. 25, art. 43
art. 1.1, ajouté, 2014, ch. 25, par. 43(3)
 disposition de coordination, 2002, ch. 7, art. 274
 dispositions de coordination, 2002, ch. 13, art. 91
 disposition de coordination, 2015, ch. 20, par. 36(8) et (9)
 disposition générale, 2014, ch. 25, art. 45.1 (examen et rapport)
 dispositions transitoires, 2012, ch. 1, art. 195
 EEV, 2002, ch. 1 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2002-91
 EEV, 2002, ch. 7, art. 274 en vigueur à la sanction 27.03.2002 mais prend effet le 01.04.2003
 EEV, 2002, ch. 13, art. 91 en vigueur à la sanction 04.06.2002 mais prend effet le 01.12.2003
 EEV, 2004, ch. 11, art. 48 et 49 en vigueur 21.05.2004 *voir* TR/2004-58
 EEV, 2005, ch. 22, art. 63 en vigueur 30.06.2005 *voir* TR/2005-56 al. a)
 EEV, 2012, ch. 1, art. 156 à 159 en vigueur à la sanction 13.03.2012 *voir* par. 166(1); art. 167 à 195 en vigueur 23.10.2012 *voir* TR/2012-48; s.-al. 160I)(i) et (ii) en vigueur 28.02.2013 *voir* TR/2013-13
 EEV, 2014, ch. 2 (sanction : 25.03.2014), art. 52 en vigueur 01.04.2014 *voir* TR/2014-34.
 EEV, 2014, ch. 25 (sanction : 06.11.2014), art. 43 et 45.1 en vigueur 06.12.2014 *voir* art. 49.
 EEV, 2015, ch. 20, par. 36(8) et (9) en vigueur à la sanction 18.06.2015; art. 32 et 33 en vigueur 19.07.2015 *voir* par. 39(1).
 EEV, 2015, ch. 29 (sanction : 18.06.2015), art. 14 et 15 en vigueur 17.07.2015 *voir* TR/2015-67 (Éd. spéciale n°3, 17.07.2015 et n°15, 29.07.2015, p. 2526.

Systèmes de télédétection spatiale, Loi sur les — 2005, ch. 45

(*Remote Sensing Space Systems Act*)

Le ministre des Affaires étrangères

S

Systèmes de télédétection spatiale, Loi sur les — 2005, ch. 45 (suite)

art. 15, 2005, ch. 45, art. 46

art. 21, 2005, ch. 45, art. 46

disposition de coordination, 2005, ch. 45, art. 46

EEV, 2005, ch. 45, en vigueur 05.04.2007, à l'exception de
l'art. 46 *voir* TR/2007-47; art. 46 en vigueur à la sanction
25.11.2005